



15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14174 - 5 F

JEUDI 23 AOÛT 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Exigeant au préalable l'évacuation du Koweït et la libération des ressortissants étrangers

Washington, Paris et Londres rejettent catégoriquement les offres de dialogue de M. Saddam Hussein

Une combativité nouvelle

La France, et l'Europe avec elle, a donc choisi la fermeté. Pour M. Mitterrand, le temps n'est plus aux timidités de langage, aux finesses juridiques (« blocus » ou « embargo » ?), aux chimères d'une « solution arabe ». Les « otages » doivent être appelés par leur nom, surtout si on les transforme, par surcroît, en « appâts » et en « chair à canon ». Leur drame est un « intolérable fait accompli » que la France s'engage à faire cesser « par tous les moyens ». L'embargo contre l'Irak ne serait - sans recours à la « contrainte » - qu'un « simulacre ». Autant de constats lucides, que le président a dressés d'un ton pessimiste où l'embarras se mêle à l'inquiétude.

Dès l'agression irakienne contre le Koweït, la France avait activement participé à la mise en œuvre d'une riposte internationale, au nom du droit, bafoué par Bagdad, tout en soulignant que la crise se résolvait « au sein de la communauté arabe ». Elle l'avait fait à sa manière, en se dotant d'un double instrument : les armes et la diplomatie. Or, cette dernière n'a pu faire reculer M. Saddam Hussein. Le monde arabe, déchiré, a soit choisi clairement son camp, soit sombré dans l'impuissance. Les Nations unies elles-mêmes, maître d'œuvre sur le chantier diplomatique, étudient les moyens de « muscler » leur procédure.

DANS ces conditions, la France ne peut que constater que pour elle aussi une « logique de guerre » s'est installée. L'immense prise d'otages dont elle est désormais victime aux côtés de ses alliés la conduit peu à peu à donner la priorité aux armes sur la diplomatie. Mis en place dès le début de la crise, son dispositif militaire à géométrie variable peut être activé à tout moment pour répondre à l'urgence. En attendant, Paris s'engage un peu plus dans la crise, en envoyant des hommes dans les Emirats arabes unis et en Arabie saoudite.

Pour la France, le devoir de solidarité avec la communauté internationale l'emporte donc maintenant sur le risque, initialement exprimé, de participer à une « croisade occidentale ». Quel gouvernement de bonne foi pourrait reprocher à M. Mitterrand de songer à la force pour sauver des otages et faire respecter le droit ? Pour la France, désormais victime directe de Bagdad, le danger de s'allier ses partenaires et ses clients arabes est moins grand, maintenant que l'Irak se retrouve au ban des nations.

D'AUTANT que l'Europe dans son ensemble s'est enfin décidée à parler fort, et d'une seule voix. Même si elle a pour l'instant une valeur surtout symbolique, la coordination décidée mardi à Paris par l'UEO passera peut-être un jour pour l'acte fondateur d'une politique de défense commune dont l'Europe est en quête depuis de longues années. La crise du Golfe aura eu d'ores et déjà - par-delà le drame en cours - pour bénéfice de faire prendre conscience aux Européens de la nécessité de faire face ensemble aux risques qu'ils courent en commun jusqu'au-delà des mers. Les États-Unis, premiers acteurs du conflit qui s'annonce, se réjouiront de cette combativité nouvelle.

M 0147 - 823 0 - 5,00 F



« Nous sommes, pour l'instant et à la suite de la responsabilité prise par le président irakien, dans une logique de guerre », a notamment déclaré M. Mitterrand au cours d'une conférence de presse, mardi 21 août, à l'issue du conseil des ministres restreint. Le chef de l'Etat a annoncé la convocation, lundi 27 août, du Parlement en session extraordinaire. Exigeant au préalable l'évacuation du Koweït et la libération des ressortissants étrangers, les États-Unis, la

Grande-Bretagne et la France ont rejeté mardi les offres de dialogue du chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, qui a proposé l'ouverture de pourparlers directs entre Bagdad et Washington. Selon le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, « on ne négocie pas avec des preneurs d'otages ».

Alors que le déploiement militaire américain dans le Golfe se poursuit, les Douze et l'Union de l'Europe occidentale se sont mis d'accord, mardi, à Paris, pour

coordonner leurs positions et leurs activités militaires. Les Européens ont demandé au Conseil de sécurité des Nations unies de prendre des mesures supplémentaires pour faire respecter l'embargo contre l'Irak.

Sur les marchés boursiers, le climat reste très tendu. Les grandes places financières ont connu le 21 août un nouveau « mardi noir ». La Bourse de Paris vit, depuis le début du mois, un véritable troisième krach, après ceux d'octobre 1987 et d'octobre 1989.

Le troisième krach boursier

Pis qu'en octobre 1987, à l'époque du krach ! Depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août, les marchés boursiers du monde entier sont en chute libre. Et la situation s'est encore aggravée au début de cette semaine. La presse financière parle à nouveau d'un « mardi noir ». En un mois, la Bourse de Paris a chuté de 22,3 % (contre 21,2 % en octobre 1987). Ce nouveau record, les investisseurs ne l'attribuent pas au seul Saddam Hussein. La crise est plus générale.

A Paris, les événements du Golfe sont intervenus alors que le marché des actions était déjà bien morose. « Les marchés surrégissent », commente un financier qui, comme beaucoup, estime « ex-

cessive » la chute actuelle. Comment le nouveau mois boursier, qui débute vendredi 24, va-t-il se dérouler ? A l'instar de ses confrères, il est dans le flou le plus total. Si tous assurent que « l'évolution de la crise du Moyen-Orient sera déterminante », ils sont bien incapables de parier aujourd'hui sur ce que sera cette évolution et son impact économique. Or, sur les marchés financiers, il n'y a rien de pire que l'incertitude.

La dégringolade de la Bourse de Paris, au cours de ces derniers jours, est spectaculaire. Mais la débâcle n'est pas limitée à l'Hexagone. Toutes les grandes places, dans des conditions chaque fois différentes, s'effondrent. Depuis le début de la crise du Golfe, Tokyo

a chuté d'environ 18 %, comme Francfort, New-York et Londres de plus de 10 %. En un mois, l'indice CAC 40, le thermomètre de la Bourse de Paris - établi à partir des quarante valeurs les plus cotées - a perdu 22,3 %, (4,1 % mardi 21 août). Plus global, l'indice de la SBF (Société des Bourses françaises) a reculé de 15,9 %. La chute en un mois est l'une des plus fortes que le Palais Brongniart ait jamais connue de son histoire. Si l'effondrement est pratiquement aussi rapide à Tokyo, Francfort ou Milan, il a été moins brutal à Londres et à New-York. Comment expliquer ce krach et sa brutalité à Paris ?

Sur le marché parisien, les transactions sont certes peu étoffées.

Nous sommes au mois d'août. Mais tous les grands gestionnaires sont dans leurs bureaux jusque tard le soir... ou en relation téléphonique quotidienne avec leurs équipes. La chute est générale et concerne les actions de toutes les sociétés. Certaines entreprises sont désormais très bon marché. Le cours de Peugeot est inférieur à deux fois ses bénéfices, celui de Suez vaut moins de cinq fois ses résultats... Globalement, le rapport des cours sur les bénéfices (le price earning ratio) des quarante grandes valeurs de la cote est tombé à 10 pour 1990 et à 9,5 pour 1991.

ERIK IZRAELEWICZ
Lire la suite page 17

Vingt ans d'irakophilie française

C'était hier et cela semble déjà si loin ! Par charters, des dizaines d'intellectuels et d'hommes politiques français revenaient de Bagdad plus irakophiles que les Irakiens. En tenue militaire, nos écrivains se faisaient photographier devant Bassorah assiégée, rempart contre les « hordes » intégristes de Khomeiny. Et Jacques Berque, professeur honoraire au Collège de France, l'un de nos arabisants les plus illustres, saluait sur la ligne de front le courage des « poilus » de Saddam.

Dûment convoyés, chaperonnés, ces braves « touristes » venaient admirer la nouvelle Babylone « laïque et progressiste ». Charles Saint-Prot, biographe inconditionnel de Saddam Hussein, se

rappelle ces femmes françaises - « M^{lle} Papon, Alice Saunier-Seïté, Solange Troister » - tout émue de « l'émancipation des femmes irakiennes ». Tel page du nouveau roman s'inclinait devant Sumer.

« Avion, séjour, tout était offert », se souvient Lucien Bitterlin, l'un des pionniers des relations franco-arabes. On repartait avec un tapis, une pièce d'artisanat. Rituuellement, le Tout-Paris politique et industriel - quelque quatre mille personnes - se donnait rendez-vous le 17 juillet pour célébrer, dans les salons de l'ambassade d'Irak à Paris, la renaissance de cette nation « sérieuse, dynamique ».

LAURENT GRELSAMER
Lire la suite page 5



Le feu aux portes de Marseille

Deux mille personnes évacuées à Cassis et 9 000 hectares ravagés

MARSEILLE
de notre correspondant régional

De violents incendies ont éclaté mardi 21 août dans les Bouches-du-Rhône et le Var où ils ont parcouru près de 9 000 hectares et détruit une quinzaine de maisons. Ils étaient contenus, mais pas maîtrisés mercredi matin. Le plus grave de ces incendies s'est déclaré au milieu de l'après-midi dans les quartiers sud de Marseille et s'est propagé en quelques heures vers la commune de Cassis, où deux mille personnes ont dû être évacuées, dont quatre cents par la mer.

Depuis le début de l'été, personne ne doutait que le mistral et la sécheresse se conjugueraient un jour pour mettre en danger la Provence. Il suffisait d'une étincelle... « J'ai vu partir le feu au pied d'un muret, raconte une

habitante du quartier de la Panouse. J'ai aussitôt appelé les pompiers qui sont arrivés un quart d'heure plus tard. Toute la colline était en flammes. » Il était 15 h 45, mardi.

Malgré leurs efforts, les marins-pompiers de Marseille, étaient aussitôt débordés. En raison de fortes turbulences réduisant l'efficacité des largages, l'appui de la flotte des bombardiers d'eau de la base de Marignane - dix appareils, dont le nouveau Hercules C-130 - devait se révéler lui aussi impuissant.

Dans tous les quartiers sud de Marseille, une épaisse fumée noire obscurcissait le ciel et provoquait l'effolement des habitants dont une centaine étaient évacués, souvent de force.

GUY PORTE
Lire la suite page 8

Unification allemande

M. Kohl souhaite en avancer la date
page 22

Economie britannique

L'inflation n'a pas diminué, la croissance s'est ralentie
page 18

Inquiétudes paysannes

Les promesses de M. Nallet accueillies sans enthousiasme
page 17

Frissons fin de siècle

Le feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX
28. - La bonne affaire des intellectuels
page 2

Le sommaire complet se trouve page 22

AUJOURD'HUI

PHILIPPE NOIRET ROBIN RENUCCI

FAUX ET USAGE DE FAUX

UN FILM DE LAURENT HEYNEMANN

DIALOGUE JEAN-MARC ROBERTS

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 80 p.; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$

Frisonns fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

28. La bonne affaire des intellectuels

Emile Zola
ranime
dans « l'Aurore »
l'espoir
des dreyfusards.
La presse impose
dès lors son rythme
à l'affaire.
Les intellectuels
se rassemblent
dans la Ligue
des droits de l'homme.

PLACARDÉS, enlevés par poignées en kiosques, brandis par des centaines de porteurs spéciaux mobilisés en hâte dans la nuit, les 300 000 exemplaires de l'*Aurore* firent l'effet d'une bombe au matin du 13 janvier 1898. Léon Blum, dans ses *Souvenirs sur l'affaire*, se souviendra encore avec émotion, presque quarante ans plus tard, de son marchand de journaux frappant à son volet des potron-minet rue du Luxembourg et hurlant : « Vite, monsieur, lisez ça... C'est un article de Zola ! » Et Blum, en chemise, de dévorer « J'accuse » : « Il me semblait absorber un cordial puissant ; je sentais remonter en moi la confiance et le courage. Allons ! ce n'était pas fini ; [...] on pouvait encore se battre, on pouvait encore vaincre ».

L'avant-veille, un conseil de guerre avait acquitté Esterhazy après une délibération de trois minutes. La première grande campagne d'opinion en faveur de la révision du procès du capitaine Dreyfus avait échoué. Tout était à refaire. Tout, sauf l'imprévisible : ce cri, ce « moyen révolutionnaire pour hâter l'explosion de la vérité et de la justice », une terrible lettre de quarante feuillets au président Félix Faure, qu'avait jetée avec rage sur le papier, en deux nuits et un jour, quand tout était perdu, l'écrivain le plus illustre du moment. Et qu'il a portée à l'*Aurore*, où Clemenceau lui a donné le seul titre qui convint.

Zola savait qu'il avait, lui, tout à perdre : sa respectabilité bourgeoise si patiemment acquise, l'Académie qu'il guignait, son statut de romancier populaire et même son honneur de Français, puisqu'un Barrès dénoncera aussitôt le « Vénitien déraciné » et qu'une « basse presse en rut » dégorgera sur lui ses vomissements antisémites. Il accusa pourtant, en forçant délibérément le trait, l'état-major, la « Jésuiterie », d'avoir tué le vrai et ramené dans des journaux immondes pour couvrir ses fautes, le conseil de guerre de 1894 qui a condamné Dreyfus sur une pièce restée secrète, le bordereau, puis celui de 1898 qui vient d'innocenter sciemment un vrai coupable.

Il s'expose ainsi volontairement à un procès en diffamation : « Qu'on ose donc me traduire en cour d'assises et que l'enquête ait lieu au grand jour. J'attends. » Il a visé juste : le gouvernement ne peut plus tergiverser, Jaurès tonne à la Chambre, l'opinion s'émue de nouveau, le procès aura lieu. Le général Billot, qui eut naguère en main les preuves de l'innocence du capitaine déporté à l'île du Diable et que Zola dénonce pour crime de lèse-humanité et de lèse-justice, traduit en langage militaire l'agacement des comploteurs devant ce retournement imprévu de la situation : « Nous sommes dans la merde ».

« Ils » y sont peut-être même plus qu'ils ne pensent. Car l'affaire, avec Zola, n'est plus ce dossier d'espionnage qu'on jugeait à huis clos. « J'accuse » prend à témoin les foules imprudemment mobilisées par la presse, leur expose un enjeu autrement vaste : le souci de vérité et de justice à l'âge démocratique postule que tout citoyen est un juge pris à témoin. Autour de l'accusateur, dès le 14 janvier et tous les jours dans l'*Aurore*, se sont rassemblés tous ceux qui persistent à demander une révision au grand jour et assument cette forme inédite de combat : Clemenceau, encore lui, a baptisé « manifeste des intellectuels » leur pétition pour Dreyfus. Le néologisme, encore peu usité, est ainsi installé au cœur de la nouvelle

bataille. Celle de Zola. Contre le crime instillé dans les masses, pour une protestation massive contre le crime.

« C'est un crime, écrit-il, d'avoir accusé de trahison la France ceux qui la veulent généreuse. [...] C'est un crime d'égaler l'opinion, d'utiliser pour une besogne de mort cette opinion qu'on a pervertie jusqu'à la faire délirer. C'est un crime d'empoisonner les petits et les humbles, d'exaspérer les passions de réaction et d'intolérance en s'abritant derrière l'odieux antisémitisme, dont la

douteuse versée subrepticement à son dossier, celle du *Figaro* en novembre 1897 qui a tenté d'inverser le cours fatal en faisant traîner Esterhazy en conseil de guerre. Et c'est « J'accuse » qui permet la mise en place d'une logistique de la vérité en marche.

Le vrai tempo de l'affaire est désormais celui des mobilisations successives où les intellectuels jouent un rôle déterminant : autour de Zola, condamné le 23 février 1898 puis contraint à l'exil en Angleterre pendant presque un an ; à la

que, celle d'une Ligue de la Patrie française lancée en octobre, avec Coppée, Lemaître, Dausset, Syveton et Vaugeois et qui rafle d'entrée 21 000 adhésions antidreyfusardes, nationalistes et conservatrices. Plus intéressantes encore, sinon promises à un meilleur avenir, ces Universités populaires où des professeurs dreyfusards portent la bonne parole aux humbles. Et fort significatifs aussi les ralliements dispersés d'intellectuels au socialisme de Jaurès et de Herr, au mythe syndicaliste de la

engagé à pris de la chair et du muscle. A ses côtés, inévitablement, le monde de la presse et de l'édition (Stock est un héros du dreyfusisme et Péguy fonde sa propre librairie), quels que soient les tirages qui sanctionnent ses talents, donne l'ossature et les meilleurs bataillons aux protestations. Par contre, les créateurs, artistes ou hommes de lettres, aux réactions plus mitigées, ne sont que des forces d'appoint, nonobstant les hautes figures emblématiques de Zola, Barrès, France ou Coppée. Tous pourtant découvrent avec la même excitation le poids décisif des divers réseaux d'influence et battent les mêmes estrades pour des causes opposées, tant l'avenir passe, constatent-ils, par une intervention massive de l'Idéal.



Après la publication de « J'accuse », Emile Zola fut contraint à l'exil pendant plus d'un an.

grande France libérale des droits de l'homme mourut, si elle n'en est pas guérie. C'est un crime d'exploiter le patriotisme pour des œuvres de haine, et c'est un crime enfin de faire du sabre le dieu moderne, lorsque toute la science humaine est au travail pour l'œuvre prochaine de vérité et de justice ».

Ainsi, l'intervention tonitruante des intellectuels dans le débat civique, et quelque camp qu'ils rallient, ne se limite pas à une défense formelle du Droit ou de l'Ordre, de la Vérité ou de l'Autorité. Ces vertus-là, comprend-on grâce à Zola, n'entrent désormais en pleine confrontation qu'à l'issue d'une médiation d'un genre nouveau, celle de la presse, de l'édition, des ligues et des pétitions coalisées. Sans elle, point d'audience politique ni d'échos de prétoires ; sans elle, nulle cause n'est utilement plaidable : l'intellectuel naît d'avoir admis les règles de cette nouvelle bourse des valeurs.

Ceux qui ont agi seuls, ou presque, peaufinant le dossier sans pouvoir compter sur des clameurs orchestrées, n'ont-ils pas échoué tant qu'ils n'ont pas trouvé la médiation salvatrice qui les fortifiera ? Mathieu Dreyfus, l'admirable frère du condamné, Bernard Lazare, le jeune critique converti à l'innocence du Juste, les premiers membres du « Syndicat » de défense, tous ont plié pendant trois ans sans pouvoir franchir le mur d'indifférence et de peur qui a isolé le condamné. Par contre, ce fut bien la campagne de la *Libre Parole* d'octobre 1894 qui précipita son premier procès, celle du *Matin* et de l'*Eclair* à l'automne 1896 qui a lancé l'examen des pièces

en faveur de la découverte du « faux patriotisme » d'Henry accusant Dreyfus et du suicide du faussaire en août ; pour contraindre la Cour de cassation à accepter la demande de révision en octobre ; pour, enfin, crever l'abcès, en août 1899, à l'occasion du second procès devant le conseil de guerre, à Rennes.

A chaque étape, des pétitions innombrables ou des appels à souscriptions, aux textes soigneusement pesés et suivis de listes interminables des signataires ou donateurs, détaillées parfois plus que les journaux eux-mêmes, ont été publiés : une campagne de presse, dans des feuillets exclusivement politiques mais aussi dans les canards à un sou, qui mêle éditoriaux, livres opinions et lettres ouvertes bien claquantes, enquêtes exclusives, expertises érudites ou des paléographes se distinguant, révélations documentées en direct des coulisses du théâtre, sous les plumes entrelacées d'universitaires, d'académiciens et de reporters. Ainsi, la série des *Preuves* publiées par Jaurès du 10 août au 20 septembre 1898 dans la *Petite République* et reprise en volume avec un beau succès militant, ou les appels opposés en novembre et décembre de l'*Aurore*, pour rassembler une « France intellectuelle » devenue « la France libre », et de la *Libre Parole*, pour réunir 25 000 souscripteurs, copieusement antisémites et patriotes, décidés à élever un monument à la gloire d'Henry.

D'autres rassemblements sont plus originaux encore. Ceux des ligues surtout, avec la création en février 1898, à l'occasion du procès Zola, d'une Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, présidée par Trarieux et peuplée d'intellectuels, qui compte 8 000 membres, puis, en répli-

Grève générale ou à la phalange de Maurras, à la faveur des luttes de l'Afrique. Comme si l'engagement intellectuel ne valait plus sans orchestration et ne trouvait son sens plein que dans l'organisation. Péguy, le dreyfusard transi, le socialiste trahi, dira toute la force et toute l'équivoque de cette nouvelle donne, de ce passage d'une « mystique » à une « politique ».

Chemin faisant, l'intellectuel a pris de la rondeur sociale. Dans les 10 000 à 30 000 individus de la tribu — le chiffre varie selon la définition adoptée —, on distingue d'abord les cohortes universitaires qui croient écrire la préhistoire d'une République des professeurs : érudits ou mondains, experts toujours, rivalisant dans le culte de la Vérité, ils entrent pleinement dans le cours nouveau du débat, à l'heure où l'Université connaît une belle expansion (17 000 étudiants en 1890, 30 000 environ en 1900) et dégage tant d'honneurs officiels. Avec toutefois des décalages significatifs : le droit et la médecine sont plus hostiles à Dreyfus que les lettres et les sciences ; le dreyfusisme est assez bien proportionné à l'intérêt scientifique porté déjà à l'étude de la société contemporaine (les durkheimiens, notamment, sont en flèche) ; les grandes écoles et les grands établissements, la Rue d'Ulm ou l'Ecole pratique surtout, donnent plus hardiment que les facultés ; le tiers parti moins virulent dont rêvait Lavisse fait long feu, tant est forte la pression pour ou contre la révision.

Et surtout, fait très neuf, ces professeurs sont entourés et stimulés par une foule d'enseignants des lycées et, particulièrement incisifs, par leurs étudiants qui pétitionnent eux aussi, peuplent les réunions, font le coup de poing et protègent les ténors menacés. Le savoir

L'ENGAGEMENT des intellectuels court, il est vrai, à l'échec. Ceux d'entre eux qui ont signé, dira Jaurès, « l'album de la défense sociale » en accusant Dreyfus, seront phagocytés par les forces conjuguées du conservatisme en pantoufles et du nationalisme débridé, à l'exception, un peu plus tard, de la poignée des fondateurs de l'Action française. Les autres, soit parce qu'ils n'ont pas vu, pense Jaurès, qu'une « classe intellectuelle » ne sera rien sans le secours d'une « classe d'humanité » qui ne peut être que la classe ouvrière, soit parce qu'ils ont mal reconnu le territoire nouveau où se livrait désormais la bataille, se sentiront dépossédés de leur dreyfusisme dès 1899 puis en 1902, et même s'ils ont rejoint les mouvances socialistes, quand la politique tout court aura pris sa revanche en gérant et réglant les déchaînements de l'affaire sur son terrain familial : un gouvernement de défense républicaine qui soude un nouveau « bloc », celui de Waldeck-Rousseau, et de bonnes élections diluées par les comités et les préfets.

Cocus, donc ? Ce n'est pas si sûr. L'engagement dans l'affaire, note Christophe Charle, était l'expression véhémente d'une frustration : le menu peuple du savoir, de la communication et de la création qui se proclame « intellectuel » reprochait à la République d'avoir trop peu modifié les règles de recrutement des élites, de trop privilégier encore l'argent et le prestige, d'avoir négligé son renfort dans l'affirmation d'une méritocratie qui, décidément, épousait bien mal les temps plus démocratiques de la fin du siècle. Il est vrai. Mais, chemin faisant, les intellectuels nouveaux-nés ont eu la révélation de leur moderne puissance : parler aux masses au nom de l'Idée.

Dreyfus aura rétrospectivement le mot de la fin. En 1935, à l'heure même où Léon Blum réfléchit à l'exercice du pouvoir tout en redigeant ses *Souvenirs sur l'affaire*, le capitaine réhabilité et sur le point de mourir confie dans la *Lumière* à Victor Basch, dreyfusard s'il en est et devenu président de la Ligue des droits de l'homme : « Mais non, mais non. Je n'étais qu'un officier d'artillerie qu'une tragique erreur a empêché de suivre son chemin. Le Dreyfus symbole de la Justice, ce n'est pas moi, c'est vous autres qui avez créé ce Dreyfus-là ».

Prochain épisode « Le sam'di soir après l'turbin »

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissonns fin de siècle ».

• Mercredi 22 août : La bonne affaire des intellectuels.

• Jeudi 23 août : « Le sam'di soir après l'turbin ».

Pour en savoir plus

► *Souvenirs sur l'affaire*, de Léon Blum, Gallimard, 1981.
► *Naissance des intellectuels (1880-1900)*, de Christophe Charle, Ed. de Minuit, 1990.
► *Les Ecrivains et l'affaire Dreyfus*, Gérard Leroy dir., PUF, 1983.
► *Les intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, A. Colin, 1986.
► *Nationalisme et Conservatisme. La Ligue de la Patrie française*, de Jean-Pierre Rioux, Beauchesne, 1977.
► *Intellectuels et Passions françaises*, de Jean-François Sirinelli, Fayard, 1990.

سكول من زلازل

2^e siècle
intellectuels

55 من لايصل

LA CRISE DU GOLFE

L'URSS participerait à une force multinationale

Aux Nations unies, la Chine a pris mardi 21 août ses distances avec les autres membres permanents du Conseil de sécurité, en particulier les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, qui souhaitent obtenir l'aval de l'Organisation pour l'utilisation de la force dans l'application de l'embargo contre l'Irak. Dans les circonstances actuelles, a indiqué l'ambassadeur chinois à l'ONU, M. Li Daoyu, des actions militaires ne feraient qu'aggraver la crise au lieu de la résoudre. « La Chine est toujours opposée à un engagement militaire des grandes puissances », a-t-il déclaré.

Mais la Chine n'opposera pas son veto au projet américain, a indiqué mercredi à Pékin le ministre des affaires étrangères après avoir rencontré le premier ministre Li Peng. « Si la Chine ne vote pas pour cette résolution, elle ne votera pas non plus contre », a-t-il affirmé. Pour sa part, l'URSS a fait savoir qu'elle participerait à une force multinationale.

A Londres, le premier ministre britannique a adopté une attitude extrêmement ferme à l'encontre de l'Irak. Dans une conférence de presse, M. Thatcher a caté-

goriquement exclu de négocier avec Bagdad sur le sort des Occidentaux détenus en Irak et au Koweït, et s'est prononcée pour une application sans faille des sanctions. « Saddam Hussein essaie (...) d'utiliser des femmes et des enfants de pays occidentaux comme boucliers humains et de s'en servir pour des négociations. Nous n'avons pas l'intention d'entrer dans des négociations ».

M. Thatcher a affirmé que « l'option militaire n'avait jamais été exclue » contre l'Irak, mais qu'elle « espérait que la stratégie actuelle des sanctions serait efficace. L'embargo contre l'Irak doit être efficace (...) et nous avons les moyens de le faire respecter ». L'objectif du déploiement britannique dans le Golfe, a-t-elle précisé, est la défense des Etats de la région, « le départ des envahisseurs du Koweït et le rétablissement de son indépendance ».

A Bagdad, l'agence officielle irakienne a rejeté mardi l'appel lancé le même jour à M. Saddam Hussein par le président Mubarak. Le chef de l'Etat égyptien avait solennellement demandé au dirigeant ira-

kien de « retirer ses troupes du territoire koweïtien afin que la situation revienne à son état initial », ce qui lui vaudrait « l'estime du monde entier ». M. Mubarak avait demandé à M. Saddam Hussein d'épargner aux Arabes « une guerre destructrice qui nous ramènerait en arrière, vers les ténèbres et la ruine ».

« Quelles que soient ses bonnes intentions (...) il ne propose aucune véritable solution », a déclaré l'agence irakienne, estimant que M. Mubarak avait « simplifié les problèmes ». « La vraie confrontation oppose maintenant le bien et le mal, le vice et la vertu, le soutien national du bien des pauvres et celui des riches et des voleurs de la nation, le patriotisme et la dépendance, la liberté et ceux qui sont accrochés aux basques de l'étranger ».

Faisant allusion à l'appel saoudien aux forces étrangères, Bagdad ajoute que la lutte oppose « ceux qui ont facilité l'arrivée de l'envahisseur étranger qui pète la terre pure du Nadj et du Hedjaz (Arabie saoudite), après avoir souillé la ville sainte de Jérusalem, et ceux qui veulent libérer la nation ».

Les prises de position et les contacts diplomatiques se poursuivent pendant ce temps dans le monde arabe. Le Caire a démenti mardi les informations selon lesquelles l'Egypte aurait accepté de faire transiter les réfugiés égyptiens qui se trouvaient en Jordanie par Israël, si celui-ci leur ouvrait ses frontières.

A Amman, le chef du gouvernement jordanien a estimé qu'« aucune médiation n'est possible dans l'atmosphère actuelle d'escalade ». A Tripoli, le colonel Khadafi a condamné mardi « l'utilisation de civils et de travailleurs comme otages. C'est une question de principe ». Il a aussi condamné l'appel de l'Arabie saoudite aux forces américaines.

Par ailleurs, Syriens et Egyptiens ont demandé mardi le report au 30 août du conseil extraordinaire de la Ligue arabe convoqué par l'Egypte pour le 26. Enfin, le Sri-Lanka continue, en dépit de l'embargo, à vendre du thé à l'Irak, son deuxième client. Londres a demandé des explications au gouvernement de Colombo. (AFP, Reuters, AP)

Bagdad baisse le ton et se déclare prêt au dialogue

Au lendemain d'un avertissement très dur que lui a lancé le président Bush, M. Saddam Hussein a répondu mardi 21 août que Bagdad n'était pas hostile aux « intérêts légitimes » de Washington, tandis que son ministre des affaires étrangères, M. Aziz, s'est déclaré à Amman « prêt au dialogue avec les Etats-Unis ».

Le ton des deux dirigeants irakiens a radicalement changé. Ce n'est plus le discours du 16 août dans lequel le président irakien menaçait Washington de « renvoyer des milliers d'Américains dans des cercueils » en cas de confrontation entre les Etats-Unis et l'Irak. On n'y retrouve pas non plus la violence de l'ultimatum lancé dimanche par Bagdad, exigeant d'ici à vendredi minuit la fermeture des ambassades à Koweït et menaçant les diplomates en poste dans l'émirat de perdre leur statut diplomatique et de se retrouver à leur tour otages.

« Vous [les Etats-Unis] savez que les Arabes, dont les Irakiens, ne sont pas hostiles aux intérêts légitimes de l'Occident en général ou de ceux des Etats-Unis », déclare le président Saddam Hussein dans une « lettre ouverte » adressée au président américain George Bush.

M. Hussein souligne que « le progrès scientifique et technique ainsi que le développement auxquels aspirent les Arabes ne peuvent se réaliser qu'à travers la coopération avec l'Occident ». Pour « réaliser cet objectif », il [les Arabes] devaient vendre du pétrole, sachant que le marché principal du pétrole est l'Europe, les Etats-Unis et le Japon. Il rappelle que l'Irak « comptait jusqu'au début août 1990 vendre le tiers de son pétrole aux Etats-Unis » et qu'il avait été « opposé au relèvement vertigineux des prix du pétrole qui s'était produit en 1973 ». « En tout état de cause, dit encore le président irakien, les Arabes, dont l'Irak, veulent vendre leur pétrole à tous les pays précédemment mentionnés et le fait que l'Irak possède 20 % du pétrole mondial ne change rien à cela ».

Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a pour sa part appelé les Etats occidentaux à « ne pas suivre l'exemple des Etats-Unis » et « s'adressant à la France en particulier - il a espéré qu'elle ne suivra pas la politique des Etats-Unis, parce qu'elle perdrait sa crédibilité dans la région ». Au cours d'une conférence de soixante-cinq minutes à Amman, en présence de près de cinq cents journalistes représentant les médias internationaux, M. Aziz a appelé ces pays à « faire la paix avec l'Irak et, a-t-il ajouté, leurs ressortissants seront alors libres de quitter l'Irak ». Le ministre a affirmé que son pays est « prêt au dialogue » avec les Etats-Unis, mais que ces derniers voulaient la guerre.

richesses arabes dans leurs coffres et ceux des Occidentaux, mais, a-t-il dit, les Arabes refusent que leur richesse soit sous séquestre occidental ». Il a affirmé que la fortune personnelle de l'émir du Koweït, Cheikh Jaher Al Sabah, s'élève à 220 milliards de dollars, dont « 19 milliards » se trouvent dans une seule banque suisse « alors que l'Egypte et le Soudan sont confrontés à une crise économique : algèbre et ont des dettes extérieures importantes ».

Il n'empêche que, malgré le ton relativement modéré des dirigeants de Bagdad, les autorités irakiennes poursuivent la chasse aux ressortissants occidentaux d'Irak et du Koweït. Selon le département d'Etat, les troupes irakiennes ont contraint mardi, sous la menace des armes, un Américain et huit Britanniques à quitter leur domicile au Koweït pour une destination inconnue.

« S'ils veulent parler, nous parlerons »

Il s'est déclaré disposé à discuter de toute question avec les Etats-Unis. « S'ils veulent parler, nous parlerons, ils peuvent soulever leurs problèmes et nous soulevons les nôtres, et cela inclura la situation dans le Golfe. Mais nous n'acceptons pas de conditions préalables à nos discussions. Il faut nous asseoir autour d'une table et parler ». Le ministre irakien a précisé : « J'ai pu hier en charge d'affaires américain (en Irak) et lui ai dit que nous sommes prêts au dialogue si vous l'êtes ». Il a estimé toutefois qu'une guerre « serait un conflit meurtrier, les Etats-Unis perdront et seront humiliés ». Il a ajouté que « le déploiement des forces américaines dans le Golfe a pour but de lancer une attaque contre l'Irak, mais l'Irak ne s'agenouillera pas et le combat sera sanglant pour les Américains, pour nous et pour toute la région. Ce sera alors le crime le plus grave dans l'histoire de l'humanité. Si les Etats-Unis croient que la guerre contre l'Irak sera une promenade comme au Panama et à la Grenade, ils se trompent ».

M. Aziz a accusé les émirats du Koweït et des pays du Golfe d'avoir « ridiculisé et discrédité la nation arabe ». Il les a qualifiés de dirigeants « corrompus qui veulent accaparer les

Etats-Unis : la Maison Blanche dénonce la « futilité » de l'appel à la négociation de M. Saddam Hussein

Le président George Bush n'a pas jugé utile d'interrompre sa partie de golf. Il a laissé à ses collaborateurs le soin de dénoncer la « futilité » de la campagne menée, mardi 21 août, par les dirigeants irakiens pour se donner l'apparence qu'ils sont disposés à la négociation. Dans le même temps, M. Bush doit jouer serré auprès d'une opinion publique américaine qui, pour lui être encore très favorable, n'est pas pour autant disposée à lui signer un chèque en blanc.

WASHINGTON de notre envoyé spécial

Au président Saddam Hussein et au ministre des affaires étrangères Tarek Aziz, qui évoquaient la possibilité de « négociations de paix », le premier dans un message lu à la télévision, le second, dans une déclaration à Amman, les porte-

parole américains ont répondu par le mépris. Tant que les otages occidentaux ne sont pas libérés et tant que les Irakiens ne sont pas prêts à quitter le Koweït, il n'y a pas grand-chose à négocier, disaient-ils à la Maison Blanche. Pour M. Martin Fitzwater, porte-parole du président, les déclarations irakiennes relèvent « de la même litanie » entendue depuis le début du conflit et qui omet toujours de rappeler l'invasion du Koweït par Bagdad.

Au département d'Etat, on faisait valoir que les Etats-Unis n'ont jamais négligé la moindre possibilité de discuter avec les dirigeants irakiens. Mais on relevait, dans le même temps, que les contacts quotidiens, à Bagdad et à Washington, entre les diplomates des deux pays n'ont jamais abouti au moindre résultat - ne serait-ce que sur des questions humanitaires telles que la situation des ressortissants étrangers en Irak et au Koweït. « Sur les problèmes les plus élémentaires, nous n'avons jamais obtenu la moindre information de la part des Irakiens », disait-on encore, laissant entendre que pareille attitude augurait mal de la possibilité d'une discussion sur des questions plus politiques.

donner le pouls de l'Amérique profonde. « Si M. Bush annonce demain que nous allons envahir le Koweït avec nos forces terrestres, explique-t-il, alors je ne le suis plus ».

Des hésitations se font jour

En gros, les sondages ne disent pas autre chose. Ils créditent M. Bush d'une approbation massive de l'opinion - 70 % à 80 % d'avis favorables - pour avoir fait face à Saddam Hussein et dépeché des troupes dans la région. La même majorité conçoit fort bien qu'une « action militaire » soit nécessaire pour chasser les Irakiens du Koweït.

Mais des hésitations se font jour et le soutien est plus timide lorsqu'il s'agit d'aller au-delà : le sentiment dominant est qu'il ne revient pas aux Etats-Unis de « attaquer les premiers », sauf dans l'hypothèse de « nouvelles provocations irakiennes » - otages tués, agression contre l'Arabie saoudite - et l'on s'imaginerait pas volontiers qu'une intervention puisse aller au-delà de bombardements stratégiques. Dans la situation actuelle - qui peut changer, - les dirigeants du Congrès ont déjà dit qu'ils estimaient que le président n'avait pas de « mandat politique » - concept vague - pour s'en prendre directement à l'Irak. Un commentateur du journal *Christian Science Monitor* résumait ainsi l'état de l'opinion : « Le traumatisme des années 70 s'éloigne mais les Américains ne sont pas désireux de se libérer totalement du syndrome du Vietnam et de devenir le gendarme du monde ».

M. Bush opère sur un front intérieur sensible. Déjà, la télévision a diffusé des images qui rappellent la crise des otages de Téhéran : rubans jaunes aux fenêtres des maisons en signe de solidarité avec les Américains retenus en Irak, commentaires angoissés des parents et enfants restés aux Etats-Unis, et même quelques témoignages sur certains des otages de Bagdad.

Parce qu'il n'y a pas encore la guerre, il n'y a pas de parti opposé à la guerre. La gauche démocrate jusqu'à présent colle au président. Interrogés par le *New York Times*, des hommes comme le pasteur Jesse Jackson ou l'ancien sénateur George McGovern déclarent approuver le déploiement des troupes américaines. « Je soutiens la décision du président Bush de prendre position en Arabie saoudite (...), explique M. McGovern, qui fut un des opposants à la guerre du Vietnam ; j'espère que nous gardons une option diplomatique ouverte. Il n'y a pas aujourd'hui de problème suffisamment grave que les Etats-Unis doivent résoudre par la guerre ». C'est là un ensemble de réactions qui reflètent un soutien à M. Bush un peu plus fragile que ne le disent les sondages et qui pourrait s'effriter rapidement en cas de conflit ouvert et lourd en victimes.

ALAIN FRACHON



L'UEO et les Douze réunis à Paris

Les pays européens commencent à faire bloc

Les pays d'Europe occidentale ont commencé à coordonner leurs positions vis-à-vis de Bagdad mardi 21 août au cours d'une réunion, à Paris, de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) les douze Etats membres de la CEE moins le Danemark, la Grèce et l'Irlande, puis des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne. Les pays européens ont appelé le Conseil de sécurité à prendre « toute mesure supplémentaire utile » pour mettre en œuvre l'embargo et se sont déclarés « en principe » d'accord pour recourir à la force afin de le faire respecter.

Les Douze sont parvenus à une position commune à propos de l'ultimatum lancé par Bagdad, enjoignant aux ambassades étrangères à Koweït de fermer avant vendredi. « La Communauté a ses Etats membres confirmés leur détermination à maintenir ouvertes leurs missions, compte-tenu de la tâche qui leur incombe de protéger leurs ressortissants », stipule la déclaration commune, dans laquelle la « prétention » de l'Irak est qualifiée d'« illégitime ». M. Gianni De Michelis, ministre italien des affaires étrangères et président en exercice de la Communauté, a néanmoins précisé,

au cours d'une conférence de presse, que « nos diplomates ont pour consigne de ne pas s'opposer à l'usage que les Irakiens pourraient faire de la force ».

Création d'un groupe ad hoc

Les Etats de la Communauté ont choisi le ton de la fermeté. Ils avertissent le gouvernement irakien que « toute tentative de porter atteinte ou de menacer la sécurité de tout ressortissant de la Communauté européenne sera considérée comme un acte offensif des plus graves dirigé contre la Communauté et tous ses Etats membres et provoquera une réponse unanime de la Communauté tout entière ».

Une mise en garde a également été lancée à l'encontre des « nationaux irakiens », qui « seront tenus pour personnellement responsables selon les lois internationales pour toute implication dans des actions illégales touchant la sécurité et la vie de ressortissants étrangers ».

Les chefs de la diplomatie des Douze sont par ailleurs convenus d'aider, d'une part les réfugiés, et d'autre part les pays affectés par la crise et l'embargo. M. De Michelis a évoqué « la Jordanie et la Turquie, mais pas seulement ces deux pays », tandis qu'à Bruxelles, au cours d'un point de presse simultané, M. Jacques Delors citait l'Egypte et la Jordanie.

Dans la matinée, neuf des douze pays de la CEE, ceux appartenant à

l'UEO, avaient déjà décidé de « coordonner étroitement » leurs opérations dans le Golfe. Un groupe ad hoc, composé de représentants de leurs ministères des affaires étrangères et de la défense, a été chargé « d'assurer la coordination la plus efficace dans les capitales et dans la région ». Ce groupe, qui a pour mission de coordonner les forces « en ce qui concerne les zones d'opération, le partage des tâches, le soutien logistique et l'échange de renseignements », s'est réuni une première fois dès mardi, à Paris. La Turquie, le Danemark et la Grèce y disposent d'observateurs (l'Irlande a décliné l'invitation). Une réunion des chefs d'état-major est prévue pour vendredi, à Paris également.

Le recours à la force

Cinq pays - la Belgique, l'Espagne, la Grèce, l'Italie et les Pays-Bas - ont annoncé leur décision, ou leur intention, d'envoyer des navires dans le Golfe, a indiqué le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, au cours de la conférence de presse finale. Pour l'instant, seules la Grande-Bretagne et la France sont présentes dans la région. M. Dumas a précisé que le Portugal et la RFA réserveraient leurs positions.

Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, a déclaré à ses partenaires, au cours de cette réunion, que la RFA allait modifier sa Constitution afin de

pouvoir opérer dans le Golfe, a indiqué le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd. La révision constitutionnelle qui permettrait l'envoi de soldats ouest-allemands ne pourra cependant pas voir le jour avant la réunification allemande, prévue pour le 14 octobre, ni même avant les élections du 2 décembre (le *Monde* du 22 août). « Je ne pense pas qu'une décision interviendra avant plusieurs mois », a affirmé le secrétaire général de l'UEO, M. Willem Van Eekelen.

M. Van Eekelen a par ailleurs affirmé, à l'issue de la réunion, que les pays membres de l'UEO étaient d'accord « en principe » pour recourir à la force afin de faire respecter l'embargo contre l'Irak. Evoquant l'appel des Neuf au Conseil de sécurité pour qu'il prenne « des mesures supplémentaires », le secrétaire général de l'Organisation a affirmé : « Nous espérons qu'il les prendra, mais je ne pense pas que ce soit une condition sine qua non ».

Dans leur communiqué final, les ministres soulignent par ailleurs « la solidarité qui lie les pays du monde arabe et leur volonté d'appuyer ses efforts pour rechercher une solution en son sein ». Le ministre français des affaires étrangères (c'est la France qui assure la présidence de l'UEO) a été chargé d'entreprendre une mission diplomatique auprès du secrétariat de la Ligue arabe.

M.-P. S.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

DES LIVRES

LA CRISE DU GOLFE

La mise en place du dispositif militaire américain

A Dahrhan, les avions gros porteurs se succèdent sans interruption

Depuis deux semaines maintenant, et vingt-quatre heures sur vingt-quatre, le ballet se poursuit. L'opération « Bouclier du désert », pour la défense de leur patrie, insistent les Saoudiens, et surtout sans doute pour protéger les plus importantes réserves pétrolières du monde, se met en place avec un luxe de moyens inégalé jusqu'à maintenant.

DAHRHAN

de notre envoyée spéciale

C'est le pont aérien le plus important jamais entrepris par les Etats-Unis sur une courte période, affirme, mardi 21 août à Washington, le général Johnson, commandant en chef des services logistiques de l'armée américaine, précisant que « seule 5 % des C-5 Galaxy, le plus gros avion de transport du monde, et 11 % des C-141 Starlifter, n'y participent pas ».

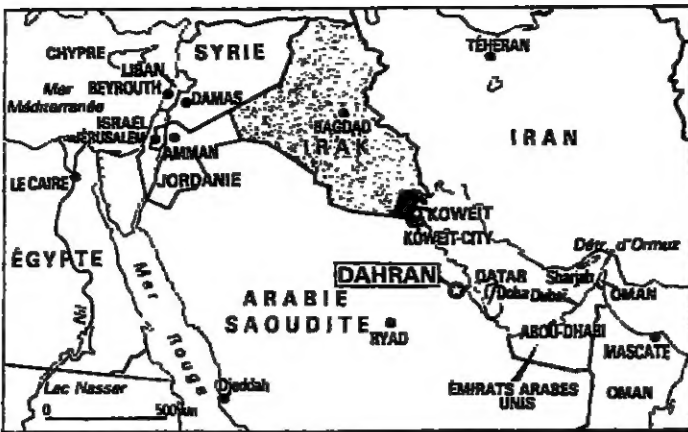
Quelques heures passées sur la base aérienne saoudienne qui accueille l'essentiel de l'effort américain en cours suffisent pour s'en convaincre. Atterrissages et décollages des avions gros porteurs se succèdent quasiment sans interruption, et les troupes fraîchement débarquées ne traînent pas plus de deux à trois heures sur la base avant de se rendre sur leurs lieux de déploiement en plein désert, le long de la frontière saoudo-koweïtienne ou saoudo-irakienne. Pour les transporter, les Saoudiens, dont les officiers américains van-

tent avec insistance la coopération, ont réquisitionné tous les bus de transports urbains ou scolaires, qui portent encore sur leurs flancs le nom de leur propriétaire ou de leur destination habituelle.

Soigneusement alignés côte à côte, trois Galaxy, guile ouverte, livrent leur cargaison de matériel. Hélicoptères dont les pales sont remontées en moins de dix minutes, camions, munitions et toute la logistique nécessaire à une armée en campagne. 500 000 tonnes de matériel et entre 40 000 et 50 000 hommes ont déjà été acheminés en Arabie saoudite, selon des chiffres fournis par le Pentagone.

Chacun son masque à gaz

D'un quatrième appareil jaillit une compagnie de parachutistes lourdement chargés, hébétés par la chaleur - 50 degrés - qui les saisit à leur descente. Tous portent à la ceinture sur le côté un masque à gaz. « mesure indispensable de protection contre les armes chimiques », indique leur chef, venu tout droit de Fort Bragg, en Caroline-du-Nord, vingt-deux heures de voyage. Dans un ordre précis les hommes se rassemblent à quelques dizaines de mètres du tarmac où des tentes ont été installées pour les protéger du soleil. Le premier geste obligatoire est de boire « deux litres par heure », affirme un lieutenant, avant de conseiller : « Faites de même, car nous n'avons pas envie de vous conduire à l'hôpital ».



Installé non loin de l'entrée de la base, celui-ci, composé de tentes hermétiques et de quelques bâtiments en dur entièrement climatisés, n'a en effet servi, jusqu'à maintenant, qu'à soigner quelque deux cent cinquante cas d'insolation. « Il peut répondre à toute demande, de la chirurgie au simple mal de dent », précise le capitaine en charge. Importés des Etats-Unis, les hôpitaux de campagne suivent aussi les unités sur le front.

A côté de ce Galaxy, des avions civils - dix-sept, appartenant à plusieurs compagnies, ont été réquisitionnés - déchargent aussi ces hommes, dont le regard n'a pas le temps de se perdre sur les eaux du Golfe, non loin de là. Sans arrêt des F-15 tournent dans le ciel,

atterrissent ou décollent, protection de ce gigantesque campement toujours en mouvement.

Alors que l'unité des marines vient de planter son drapeau pour marquer son territoire, commence à déployer ses tentes et décharge à l'aide de petites grues son matériel, non loin, les hommes viennent servir leur repas chaud. Debout, son assiette posée sur des sacs de sable, un jeune soldat blond à la peau déjà brunie par le soleil, mange steak et petits pois, tout en lisant son courrier, le premier arrivé depuis qu'il est là.

« Content d'être ici ? » Il ne se pose pas la question, « briebe » comme tous ses camarades sur les bords de sa mission en Arabie

saoudite, sur la nécessité de « respecter les cultures différentes », et en particulier, insiste l'officier de presse, « vis-à-vis des femmes » qui en Arabie saoudite sont soumises à de strictes restrictions et sortent voilées dans la rue. Il n'a pas d'état d'âme : « Nous sommes là pour défendre un pays ami, et nous c'est un bon exercice pour nous », confie-t-il. Pour combien de temps est-il là ? « Aucune idée, dit-il, mais tout va bien ».

Secret omniprésent

Immense, cette base aérienne saoudienne, à l'équipement « le plus sophistiqué, le plus sûr, avec ses hangars bétonnés et semi-enterrés, que j'ai jamais vus », affirme un officier, avant d'ajouter, ironique : « Jamais le Congrès ne nous aura donné tant de moyens » pour aujourd'hui protéger, outre l'armée de l'air saoudienne, dont les Tornado et F-15 sont alignés côte à côte, séparés par des sortes de préau, l'armée américaine et les troupes britanniques. Aucune trace ici des soldats marocains, égyptiens ou syriens, dont les lieux de déploiement demeurent jusqu'à maintenant secrets. Le secret est d'ailleurs ici omniprésent, et les consignes de l'armée américaine adressées aux journalistes sont strictes et ne comportent pas moins de dix mesures à respecter, qui vont de l'interdiction de localiser les lieux de déploiement ou d'atterrissage des troupes à la publication des noms de personnes, d'où qu'elles viennent, ou

des mesures de sécurité, même visibles, autour des installations militaires.

A la mesure du défi qu'il a relevé face au président Saddam Hussein, le président Bush n'a pas lésiné sur les moyens, et nul doute que ce déploiement impressionnant de puissance, bien que seul l'avenir permette de juger de son efficacité, ait de quoi rassurer à court terme l'Arabie saoudite et les Etats du Golfe, qui n'avaient jamais oublié comment Washington avait lâché le shah d'Iran. Mais l'insistance des autorités saoudiennes à rappeler, comme l'a encore dit mardi le ministre de la défense, le prince Sultan, que « les forces occidentales et amies sont installées provisoirement en Arabie saoudite et quitteront ce pays aussitôt que le gouvernement du roi Fahd le leur demandera » tend à prouver aussi qu'il cherche à diminuer l'impact, négatif dans nombre de pays arabes, de cette intervention massive américaine sur une terre arabe. En fait, comme le laisse entendre implicitement dans un éditorial Arab News, « la meilleure protection pour l'Arabie saoudite et le saoudien en définitive de faire disparaître la menace, et par là le besoin de la présence américaine, serait le renversement de Saddam Hussein et de son régime en Irak ».

FRANÇOISE CHIPHAUX

Un déploiement qui correspond à « l'équivalent d'une petite ville du Middle-West »

Le président américain George Bush devait annoncer mercredi 22 août l'appel de réservistes pour combler les vides causés par l'envoi du corps expéditionnaire dans le Golfe. Attendu depuis plusieurs jours, cette mesure pourrait toucher des dizaines de milliers de citoyens. Ce serait la première fois que ce rappel est appliqué pour des raisons militaires depuis la guerre du Vietnam.

Pendant ce temps, le déploiement américain au Proche-Orient se poursuit de manière satisfaisante et 500 000 tonnes de matériel et d'approvisionnement sont en route ou déjà arrivés sur place, soit l'équivalent de 400 000 voitures Chevrolet, a déclaré mardi le chef des services de logistique, le général Hansford Johnson. Il s'agit du pont aérien le plus important jamais entrepris par les Etats-Unis sur une courte période, avec le support de nombreux appareils commerciaux réquisitionnés dans le cadre de la flotte aérienne civile de réserve.

Sans vouloir fournir de chiffres précis sur le total des troupes, le général Johnson a indiqué qu'en dix-neuf jours les Etats-Unis ont envoyé dans le Golfe, par mer et par air, l'équivalent d'une petite ville américaine. « Pour donner une idée, nous avons en gros déplacé une petite ville du Middle-West de la taille de La Fayette (Indiana) ou de Jefferson City (Missouri) » avec « l'équivalent de tous leurs véhicules, leurs vivres, leur équipement ménager et leurs ressources en eau ». La Fayette comptait, au dernier recensement (1980), 43 011 habitants et Jefferson City 33 619.

Des fusées irakiennes au Koweït

Mille soldats américains sont par ailleurs arrivés mardi dans les Emirats arabes unis. A Ankara, l'ambassade américaine a démenti formellement mardi les informations selon lesquelles des chasseurs-bombardiers F-117 « furtifs » (Stealth) seraient en Turquie ou y seraient attendus dans le cadre d'éventuelles opérations militaires contre l'Irak.

Le secrétaire américain à la défense a l'intention d'agir rapidement pour aider l'Arabie saoudite à renforcer son arsenal de chasseurs F-15, de missiles et

de chars lourds, a annoncé mardi un haut responsable américain à l'issue de la visite dans le royaume wahhabite de M. Richard Cheney. Les Etats-Unis devraient également accroître leur aide militaire à l'Egypte, où M. Cheney a fait une brève escale mardi.

L'Egypte achemine actuellement une division blindée équipée de chars M-60 A3 en Arabie saoudite, a-t-on appris mardi au Caire. Des systèmes de défense anti-aérienne sont également envoyés vers le royaume. Avec l'envoi de ces renforts, le contingent égyptien pourrait atteindre 15 000 hommes. Mais le Caire serait en mesure d'envoyer, le cas échéant, 50 000 hommes dans la région du Golfe, indiquent des sources militaires égyptiennes et occidentales.

La Syrie a confirmé mardi officiellement qu'elle avait « commencé l'envoi d'un premier contingent de troupes qui participeraient, avec les autres forces arabes, à la défense de l'Arabie saoudite en cas d'attaque extérieure ». Cette mesure correspond « au désir de la Syrie de remplir son devoir dans la défense des lieux saints » et à sa volonté « de ne pas laisser le théâtre du Golfe aux forces étrangères ». A Bahreïn, le prince héritier et commandant en chef a réaffirmé mardi l'engagement de l'émirat aux côtés de l'Arabie saoudite pour faire face aux forces d'agression.

Le Yémen et l'embargo

Selon la revue Jane's de Londres, citant des sources saoudiennes, l'Irak a déployé au Koweït au moins 36 lanceurs et 800 missiles sol-sol. Mais, après avoir annoncé qu'il s'agissait de missiles de type Al-Husayn (version améliorée du missile soviétique Scud d'une portée d'environ 600 kilomètres), la revue est revenue sur ses affirmations, se contentant de dire qu'elle ne pouvait préciser le type de fusées déployées. Selon le Financial Times, l'Irak a également installé des missiles sol-mer Silkworm de fabrication chinoise juste au nord de la frontière saoudienne. Pour sa part, le gouvernement koweïtien a affirmé que les installations essentielles de l'émirat (ports, raffineries, usines de dessalement d'eau de mer...) avaient été minées par les Irakiens. Enfin, selon le Jane's, un cargo irakien ferait route vers la Jordanie avec un chargement de véhi-

cules blindés poseurs de ponts de fabrication ex-allemande.

Pour la première fois, Paris a signalé mardi que la marine française avait interrogé deux bâtiments irakiens dans le Golfe. Le commandant en chef des forces navales françaises dans l'Océan Indien, le contre-amiral Bonnot, a démenti qu'il y ait eu « interception », comme l'en avait accusé Bagdad. « Ce terme n'est pas le bon, nous faisons comme toutes les autres marines, des interrogations, des reconnaissances de navires ».

Selon la presse espagnole, le gouvernement de Madrid a décidé d'envoyer dans la zone du Golfe une frégate et deux corvettes pour renforcer les sanctions contre l'Irak.

L'une des tâches principales des navires patrouillant dans le Golfe est de faire respecter l'embargo imposé par les Nations unies contre l'Irak, ce qui contraint les bateaux irakiens traqués dans le secteur à errer à la recherche d'un port qui accepterait de les ravitailler. A ce propos, la situation autour du port yéménite d'Aden demeure confuse. L'ambassadeur yéménite à l'ONU a démenti mardi des informations selon lesquelles un pétrolier irakien serait en train de décharger du brut à Aden et a réaffirmé que son pays respecterait les sanctions contre Bagdad. Toutefois, dans les milieux pétroliers du Yémen, on avait auparavant appris que le pétrolier irakien Ain Zalah était parvenu à décharger sa cargaison mardi à la raffinerie d'Aden.

Deux pétroliers battant pavillon irakien, le Al-Fao et le Al-Qadisiyah, étaient par ailleurs ancrés mardi à Aden. Un porte-parole du ministre yéménite des affaires étrangères a affirmé mardi que son pays « n'a pas l'intention d'intercepter des navires ni de faire obstruction à la navigation dans la mer Rouge, le détroit de Bab-el-Mandeb, le golfe d'Aden ou la mer Arabique ».

En Suisse, Berne a annoncé mardi que le parquet fédéral avait demandé aux autorités ouest-allemandes de saisir à l'aéroport de Francfort une livraison d'une firme tessinoise destinée à l'Irak. Selon le quotidien berlinois Tageszeitung, ce matériel aurait pu être utilisé à des fins nucléaires. (AFP, AP, Reuters.)

Faute d'opposition politique

L'armée irakienne constitue la seule menace potentielle contre le régime de M. Saddam Hussein

Un coup d'Etat est-il possible en Irak ? Cette éventualité avait été récemment évoquée par le président George Bush, qui avait laissé entendre qu'une telle solution serait bien accueillie partout dans le monde et permettrait de faire l'économie d'une guerre. Selon le Washington Post, la CIA aurait convaincu le président américain que des « activités secrètes » étaient non seulement nécessaires mais indispensables pour abattre le régime du président Saddam Hussein.

D'emblée, on peut affirmer qu'un coup d'Etat organisé par des civils est exclu, le régime basiste de Bagdad ayant, au cours des quelque vingt années de son existence, fait le vide autour de lui. De l'avis même des opposants en exil, il n'existe aujourd'hui aucune force politique organisée qui puisse prendre la relève. Vingt années d'une répression sanglante et systématique ont anéanti toutes les velléités oppositionnelles à l'intérieur du pays. Tous ceux qui avaient accepté de faire un bout de chemin avec le président Saddam Hussein ont été éliminés les uns après les autres : communistes, Kurdes et même des basistes modérés. Au sein de la classe politique de Bagdad, l'opposition a cessé d'exister faute d'opposants.

Quadrillé par des légions de cadres totalement dévoués, le parti contrôle pratiquement tout dans le pays. A chaque instant, il peut mobiliser des centaines de milliers d'Irakiens. Le monolithisme politique est tel qu'un projet de « multipartisme contrôlé » dut être abandonné en 1989. Toutes les personnalités pressenties pour constituer des formations censées être différentes du Baas s'étaient refusées, probablement par crainte de se voir taxées par la suite de « déviationnisme », voire de « trahison ».

Un éventuel et problématique coup d'Etat ne pourrait donc qu'être militaire. Avec un million d'hommes sous les drapeaux, des officiers sortis victorieux d'une guerre de huit ans, l'armée constitue théoriquement la seule véritable menace potentielle pour le régime du président Saddam Hussein. Encore faut-il nuancer cette appréciation, l'homme fort de Bagdad ayant tout mis en œuvre depuis son accession à la magis-

trature suprême pour contrôler tous les rouages de l'armée.

Les relations entre le parti et les militaires n'ont pas toujours été au beau fixe. Jusqu'en 1979, la cohésion entre le pouvoir civil et l'armée n'était maintenue que grâce à la collaboration qui s'était instaurée au sein du Conseil du commandement de la révolution, la plus haute autorité de l'Irak, entre le général Bakr, porte-parole des militaires, et son alter ego, M. Saddam Hussein, chef de la fraction civile et radicale du Parti, qui était aussi son parent. Ce n'est qu'après l'effacement du général Bakr, un modéré, en juillet 1979, pour raisons de santé, que son successeur aura les cordes franches pour imposer à l'armée la loi du parti.

Le président Saddam Hussein a d'abord placé ses hommes liges à différents postes-clés et il a ensuite entrepris l'endoctrinement basiste des officiers et soldats en leur accordant d'appréciables avantages en argent et en nature pour s'assurer de leur fidélité à l'égard du régime. La guerre contre l'Iran a contribué à ressouder la cohésion entre le parti et l'armée, surtout après la défaite de Khortanchahr, en juillet 1982, lorsque les partisans envahirent à leur tour le territoire irakien.

Les « mossoulis » contre le pouvoir civil

Cependant, malgré les hostilités, la méfiance du pouvoir à l'égard de certains militaires haut placés n'a pas disparu. Ces derniers, connus sous l'appellation de « mossoulis » parce qu'ils sont pour la plupart originaires de Mossoul qui a fourni à l'Irak de nombreux cadres militaires, sont avant tout des professionnels. Bien qu'ils aient parfois adhéré au Baas par conformisme ou carriérisme, ils acceptent mal la présence à leurs côtés d'« officiers de l'organisation politique » : des commissaires politiques basistes dont la mission est de combattre les tendances défaitistes parmi les soldats.

Il entendait faire la guerre sans tenir compte des considérations politiques émanant du parti qui, selon eux, ont été à l'origine de certains des revers subis sur le front iranien. Les tiraillements ont été fréquents mais n'ont pas eu de conséquences tant que subsistait la menace iranienne. C'est ainsi qu'après la prise de la presqu'île de Fao par les Iraniens,

en février 1986, et la reconquête de Méhran, en juillet, par les pasdaran (suivies de sévères sanctions contre les officiers commandant ces deux places), un certain malaise s'était installé entre les « mossoulis » et le pouvoir à Bagdad qui se sont rejoints mutuellement la responsabilité des échecs subis. En juillet 1986, le congrès extraordinaire du parti a réussi cependant à surmonter les différends, et les officiers ont obtenu une plus grande marge de manœuvre sur le terrain.

« Accidents » d'hélicoptères

Il ne fait pas de doute que le rôle et l'influence de l'armée irakienne sont sortis grandis de la guerre du Golfe, ce qui n'a pas été du goût du président Saddam Hussein, qui s'est toujours méfié des velléités bonapartistes qu'auraient pu nourrir certains de ses officiers. Cela pourrait expliquer les « accidents d'hélicoptères » en chaîne dont ont été victimes en 1988 et 1989 plusieurs généraux qui s'étaient distingués au cours de la guerre et l'arrestation ou la mise à l'écart des plus prestigieux d'entre eux, dont le célèbre général Maher Abdel Rachid, l'artisan de la reconquête de Fao.

Jusqu'à présent, le président Saddam Hussein a toujours réussi à contrôler la situation grâce au réseau de services de renseignement civils et militaires dirigés par ses propres demi-frères et autres membres du clan des Takritis. D'une efficacité redoutable, ces services (qui d'ailleurs se surveillent mutuellement) sont parvenus à déjouer les complots avant même qu'ils ne puissent se développer. De toute manière, le climat d'euphorie nationaliste et patriotique entretenu dans le pays à l'occasion de la crise actuelle n'est pas de nature à favoriser le succès d'un éventuel coup d'Etat militaire. En sera-t-il de même le jour où il s'avèrera que le président Saddam Hussein s'est trompé et a conduit l'Irak à la catastrophe en se lançant imprudemment dans l'aventure koweïtienne ?

JEAN GUEYRAS

هكذا ابن زعيم

سما (من لايصل)

LA CRISE DU GOLFE

Espagne : en décidant l'envoi de navires, Madrid rompt avec sa longue tradition d'isolationnisme

C'est une mesure sans précédent qu'a prise le gouvernement espagnol, mardi 21 août, en annonçant qu'il envoyait à son tour des forces navales dans les environs de la péninsule Arabique, vraisemblablement dans le golfe d'Oman et en mer Rouge. Le détachement militaire espagnol - une frégate et deux corvettes - est certes modeste et son importance est davantage politique : l'Espagne rompt ainsi avec des décennies d'un isolationnisme qui a longtemps constitué l'axe principal de sa diplomatie.

MADRID

de notre correspondant

Pour le gouvernement de M. Felipe Gonzalez, une telle décision n'était pas facile à prendre. Le conflit du Golfe constitue la première grande crise internationale à laquelle il ait à faire face depuis que l'Espagne a intégré définitivement au système de défense occidental, en confirmant par référendum sa présence au sein de l'OTAN et en adhérant à l'UEO. Le gouvernement de Madrid était donc tenu

de démontrer, face à ce premier « test », qu'il savait se montrer conséquent avec ses alliances désormais consolidées. Mais il fallait par ailleurs éviter de compromettre les relations traditionnelles privilégiées qu'entretient l'Espagne avec l'ensemble du monde arabe. Aussi, tout en franchissant le pas de la participation militaire, le gouvernement de Madrid a-t-il choisi de le faire avec un maximum de prudence.

Au risque d'apparaître en retard par rapport à ses alliés européens, l'Espagne a donc attendu la réunion de l'UEO pour annoncer sa décision. On considère en effet, dans les milieux diplomatiques à Madrid, que les effectifs militaires déployés dans le Golfe doivent agir autant que possible dans un cadre multilatéral. L'hypothèse d'une force conjointe battant pavillon de l'ONU (qui avait les préférences de l'Espagne) semblait pour le moment irréaliste, la « couverture » de l'UEO apparaît aujourd'hui aux yeux de Madrid comme la meilleure solution.

En outre, on rappelle avec insistance, dans les milieux diplomatiques espagnols, que le déploiement de forces occidentales dans la région était également souhaité par bon nombre de pays arabes modérés. Ces derniers, souligne-t-on à

Madrid, devraient être associés au maximum aux actions entreprises par les Occidentaux dans la région, afin d'éviter que la crise du Golfe ne prenne l'aspect, selon l'expression d'un haut responsable diplomatique, « d'un conflit Nord-Sud ou d'une nouvelle croisade ».

Sur le plan intérieur, la décision du gouvernement, pour délicate qu'elle fut, n'a pas suscité trop de controverses. Farouchement atlantiste, le Parti populaire (conservateur), principale formation d'opposition, pouvait difficilement s'opposer à un tel geste de « solidarité occidentale ». Les critiques de la coalition Gauche unie (communiste) étaient attendues, mais elles ont été exprimées de manière très modérée. La plupart des formations d'opposition ont cependant reproché au gouvernement de s'être refusé à convoquer une session extraordinaire du Parlement, actuellement en vacances, pour expliquer une décision aussi importante.

Quant à l'opinion publique, traditionnellement peu portée à la sympathie à l'égard de Washington, elle semble accepter cette fois de voir l'Espagne s'aligner sur l'ensemble de ses alliés occidentaux, et surtout européens.

THIERRY MALINIAK

M. Rocard critique l'information télévisée

Le gouvernement français s'inquiète du rôle tenu par les médias dans la crise du Golfe. M. Michel Rocard a invité les journalistes de l'audiovisuel à « s'interroger sur leur rôle » et à ne pas « servir les intérêts d'une puissance étrangère ».

« Le devoir d'informer n'a pas d'autres limites que celles que fixent les journalistes eux-mêmes et c'est très bien ainsi, rappelle le communiqué du premier ministre diffusé le 20 août. Mais, à l'heure où se déroulent les événements très graves que l'on sait, il est de notre devoir, et de celui de tous, de ne pas laisser les médias être mis en danger et, déjà, la liberté de nombre de nos compatriotes est entravée, le Premier ministre croit de son devoir d'inviter les journalistes, particulièrement dans l'audiovisuel, à s'interroger sur leur rôle et notamment à éviter de prendre le risque de servir les intérêts de la propagande d'une puissance étrangère sans avoir conscience que celle-ci poursuit des buts égoïstes ou émotifs que réclament l'information ».

L'avertissement vise particulièrement TF1. M. Rocard n'a pas beaucoup apprécié l'invitation de Patrick Poivre d'Arvor à Bagdad le 19 août, le peu de distance prise, selon lui, par le journaliste vis-à-vis de ses interlocuteurs irakiens ainsi que les apparitions répétées de l'ambassadeur d'Irak en France sur l'antenne

de la Une. Mais le gouvernement a également mal réagi au dialogue, diffusé le même jour par la Cinq, entre la mère d'un ressortissant français retenu à Bagdad et l'ambassadeur irakien. Face-à-face dramatique à l'issue duquel la mère de l'otage pressait le gouvernement français et le responsable irakien de tout faire pour libérer son fils. Enfin, le gouvernement estime que les télévisions font une place disproportionnée aux manifestations anti-américaines de Jordanie.

A Matignon, on indique que ce rappel déontologique a surtout valeur d'avertissement pour la suite des événements. Le gouvernement craint que les responsables irakiens manipulent les médias français pour influencer l'opinion publique par le biais du sort des otages et que les télévisions se prêtent au jeu, poussées par la recherche du sensationnel et l'aiguillon de la concurrence.

Comme lors de l'affaire des otages de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, les autorités irakiennes mènent, depuis le début de la crise, une politique très discriminatoire à l'égard des médias. Les visés sont systématiquement refusés aux journalistes mais le gouvernement irakien a invité les chaînes américaines ABC et CBS - priées de quitter Bagdad, depuis - et TF1.

L'intervention de M. Rocard, qui touche à la liberté de la presse, peut surprendre parce que le Conseil

supérieur de l'audiovisuel est également le seul organisme habilité à veiller sur le pluralisme de l'information audiovisuelle. Mais, à Matignon, on affirme « prendre ses responsabilités » et on fait remarquer que le président de la République lui-même a fait lors de sa conférence de presse des références élogieuses à la seule presse écrite. Une attitude que les services du premier ministre interprètent comme une critique implicite du travail des télévisions.

A TF1 comme à la Cinq, on se refuse à polémiquer avec le premier ministre, mais on affirme ne pas se sentir concerné par ce rappel à l'ordre. « Nous faisons notre travail avec les éléments dont nous disposons comme toutes les autres télévisions du monde », explique Patrick Duhamel, directeur de l'information de la Cinq. « Ne pas faire dialoguer une mère d'otage et l'ambassadeur d'Irak alors qu'ils étaient tous les deux sur le plateau aurait été une erreur professionnelle. Et les membres du gouvernement français sont invités en permanence à venir s'expliquer dans les journaux de la chaîne ».

« La rédaction s'est sérieusement interrogée avant le départ de Patrick Poivre d'Arvor », précise M. Gérard Careyou, directeur de l'information de TF1. « Nous n'avons pas servi de relais à la propagande de Saddam Hussein. Ce que nous avons diffusé et diffusons encore le montre abondamment ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Vingt ans d'irakophilie française

Suite de la première page

« Des réceptions énormes, se souvient un habitué, parmi les plus courues de Paris ». Les Irakiens naissent très large, raconte François Heisbourg, directeur de l'Institut international d'études stratégiques de Londres. A la fin des années 70, ils avaient un très bon ambassadeur, remarquablement introduit dans les milieux politiques par Jacques Chirac, Jean-Pierre Chevènement, André Giraud, le général Jacques Mitterrand - 1971-1972, dit que ceux-là - y étaient.

Serge Dassault et Jean-Luc Lagardère, respectivement PDG de Dassault-Breguet et de Matra, entourés de leurs directions internationales, côtoyaient les représentants de la délégation générale pour l'armement : nos officiers supérieurs - « très admiratifs devant les soldats irakiens » - fréquentaient les publicistes gagnés au basisme irakien.

L'idylle aura duré quelque vingt années. « Le virage en faveur des pays arabes a été pris par le général de Gaulle après la guerre de six jours », rappelle Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères. Georges Pompidou et Michel Robert ont concrétisé cette politique en brisant, notamment, le

tabou libyen ». Dès 1968, il est question d'une première vente de Mirage à l'Irak.

Paris s'efforce alors d'oublier le sinistre épisode des « pendus de Bagdad » - quinze irakiens dont neuf juifs, accusés d'espionnage au profit d'Israël, sont exécutés en janvier 1969. Des gaullistes comme Louis Terrenoire et Philippe de Saint-Robert plaident auprès des dirigeants français en faveur d'un « rapprochement » avec le régime de Baath. En 1970, le général de Gaulle, à la recherche de son ambition, cet ancien « chef brillant » généraliste, démissionnaire, et révolté de non-alignement.

« Les élans du cœur et de la raison »

La voie est libre, ouverte. « Ce n'est pas un hasard si nous avons choisi de déclencher notre révolution un 14 juillet », soulignent à tout moment les officiels irakiens. A l'heure du pétrole roi, la diplomatie française va ainsi rompre le vieux tabou de Moscou et Bagdad. Et Jacques Chirac, premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing de 1974 à 1976, exaucera à la perfection les vœux du Quai d'Orsay.

« Entre Saddam Hussein et lui, il y a eu une séduction naturelle réciproque », se souvient un diplomate. « Le réflexe gaulliste était de se précipiter là-bas pour sortir de nos terres traditionnelles et monter des coups », explique Alain Chénal, universitaire spécialiste du monde arabe.

En 1975, les caricaturistes croqueront le président du RPR, retour d'Irak, assis en tailleur sur un tapis volant. L'époque de la signature des grands contrats militaires et industriels s'ouvre dans les fastes : en dix ans, cent trente Mirage « coulés sur mesure » sont livrés à l'armée irakienne, premier client de la société Dassault. Et Bagdad, soutenu par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), négocie sans encombre l'achat d'un centre nucléaire à des « fins civiles ».

Jamais les relations ne seront aussi chaleureuses. « Beaucoup ont éprouvé les mêmes élans du cœur et de la raison que Jacques Chirac », explique un diplomate arabisant. Il y a là-bas un aspect révolutionnaire fascinant. Ce pays fonctionne, ça marche. Les irakophiles vont jusqu'à prétendre que l'Irak est le seul pays arabe sauvé de la corruption, oubliant au passage les commissions généreusement abandonnées par les entreprises françaises au Bas irakien, le parti unique.

Vertus « jacobines » et « laïcité »

« On était très chouchoué ! résume Lucien Bitterlin, président de l'Association de solidarité franco-arabe. Leur président m'avait dit que son pays, à qualité égale, achèterait français même à 10 % plus cher. » Du coup, Gilles Munier, actuel secrétaire général des Amitiés franco-irakiennes, organise avec succès des visites d'hommes d'affaires et de chefs d'entreprise à Bagdad.

Mais cela ne suffit pas. Bagdad s'efforce de donner à ces relations

commerciales une assise culturelle, voire idéologique, et débouque des fonds. En 1977, un centre culturel irakien emménage dans un hôtel particulier appartenant à la famille Dassault. « Ils avaient un gros budget, raconte un habitué. Ce qu'ils voulaient, c'était du monde ». Sous prétexte de symposiums sur le gaullisme et de conférences sur le non-alignement, le voyage à Bagdad devient une promenade politique appréciée.

La majorité d'ailleurs encourage cet élan. L'axe Paris-Bagdad est devenu stratégique. Des cercles militent ouvertement pour le maintien et le développement de ces « relations très spéciales ». « Il y avait lobby s'était constitué », explique Alain Chénal, ce qui est rare. Des gens assis avec pour relais des publications, des associations, des agents d'influence. Ils ont assez méthodiquement investi les différents champs d'influence : le militaire, le politique, l'économique, mais aussi le culturel ».

Il n'y a guère que l'opposition pour dénoncer, avant 1981, cette « politique mercantile irresponsable » (communiqué du bureau exécutif du Parti socialiste du 29 octobre 1980). Encore faut-il avoir conscience qu'il ne s'agit là que d'une aimable déclaration destinée à la galerie ! La gauche endossera en effet la politique post-gaulliste des premières semaines de son accession au pouvoir.

Face à Khomeiny, une véritable stratégie d'« endiguement » est adoptée par Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, et l'Elysée. Le danger islamiste est tel pour le Golfe et plus largement le monde arabe, explique un diplomate, que l'Irak fait désormais figure de « rempart contre le péril perse ». « Il y a eu très peu de débats à cause des Iraniens », se souvient François Heisbourg, alors conseiller technique au cabinet de Charles Hernu, ministre de la Défense.

Mais, au-delà de cet impératif lié à la République, il y a aussi un motif éclairé : l'adhésion des socialistes à la politique irakophile de leurs prédécesseurs. Très judicieusement, le lobby pro-irakien exalte alors les vertus « jacobines » de l'Irak et sa « laïcité ». « Après 1981, il y a eu une espèce d'épanouissement de nos relations avec Bagdad », raconte Alain Chénal. Ce qui n'était que commercial et politique est devenu un courant de pensée ».

Les « retours d'épique »

Des myriades de faveurs roses parent ce renouveau des relations franco-irakiennes. La France honore les dernières tranches de ses contrats d'aéronautique militaire et s'engage à livrer de nouveaux Mirage avec capacité de ravitaillement en vol. Pour faire bon poids, on dote Bagdad de quatre-vingt-dix canons de 155 mm à grande cadence de tir. La France trait-elle trop vite, trop loin ?

A ceux qui doutent de cet « ami », à ceux qui émettent quelques réserves sur la dictature de Saddam Hussein, on rétorque que l'Irak est la Prusse du Proche-Orient, un partenaire crédible, une République moderne et centralisée.

L'entente idéologique semble à ce point parfaite entre les deux partenaires que l'on commence à murmurer, sans preuve dans un cas comme dans l'autre, que le RPR n'est pas le seul parti politique à

bénéficier des largesses de Bagdad. Le courant de Jean-Pierre Chevènement au sein du PS, mais aussi le PSU, auraient leur part de ce qu'un spécialiste appelle joliment « les retours d'épique ».

En tout cas, l'ambassade d'Irak à Paris favorise la diffusion d'un thème promis à un bel avenir : on est fermement prié de deviner derrière Bagdad Babylone, derrière le « basisme » l'ancienne Sumer. Du haut de la puissance militaire de Saddam Hussein, une très ancienne civilisation nous contemple...

Charles Saint-Prot, militant pro-irakien, esquisse ainsi avec émotion un portrait de Saddam Hussein dans cette veine : « Je l'ai fréquemment rencontré. Ce n'est ni Hitler, ni le grand méchant loup. C'est un babylonien. Cet homme a dix, quinze mille ans d'histoire derrière lui ! Sur un mode mineur, Jacques Berque, qui situe son action « sur le plan académique », rappelle un vieux dicton arabe : « L'Egypte écrit les livres, le Liban les édite, l'Irak les lit ». Conclusion : la culture est du côté de Bagdad ».

L'Association des amitiés franco-irakiennes, fondée en 1984, reprendra cette antienne avec constance. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, Philippe de Saint-Robert, écrivain, Paul G. Depis, ancien ambassadeur de France à Bagdad, Jacques Berque, Paul Balta, journaliste et écrivain, Alain Mayoud, député UDF, qui sont quelques-uns de ses membres fondateurs, plaident ainsi efficacement depuis des années en faveur d'une politique volontariste vers l'Irak.

Encore ne faut-il pas tout confondre, selon eux, et notamment un soutien désintéressé avec une action concertée de lobbying.

« Quand ils veulent acheter des Mirage, ils ne passent pas par nous », relève Philippe de Saint-Robert.

En somme, Paris n'aurait agi qu'en fonction de ses intérêts nationaux y compris, fin 1983, lors de l'envoi en Irak de cinq Super-Etendard dotés de missiles Exocet prélevés sur les forces armées françaises. La décision avait été prise après une réflexion approfondie et un conseil de sécurité des Nations Unies. La navette aura seulement consisté à « habiller » ce prêt en une formule de vente afin d'éviter que Téhéran puisse accuser Paris de co-belligérance...

Un Français se souvient parfaitement de la fureur des Américains et des Britanniques au cours d'une réunion de diplomates près d'Oxford, en décembre 1983. « Tous allaient le faire du Golfe », avaient protesté les Anglo-Saxons. Et il est vrai que Paris avait permis à l'Irak de passer de la guerre sur terre à la guerre sur mer », note un spécialiste.

Réticences et prudenances

Un tel soutien ne se dément pas du jour au lendemain. Mauvais payeur, Bagdad est choyé jusqu'à la fin de son conflit avec Téhéran. Il n'est pas d'usage, durant toute cette période, de rappeler que Saddam Hussein est le responsable du déclenchement de cette guerre ; pas d'usage non plus de s'indigner trop fortement de l'utilisation par les « poilus » de Saddam d'armes chimiques redoutables.

Lorsque l'Irak retournera ses gaz de combat contre sa minorité kurde, en mars 1988, il se trouvera du reste encore des « politiques » pour expliquer qu'il ne faut pas juger trop rapidement cet Etat

jacobin. Dans le secret des conciliabules, certains socialistes n'hésitent pas à excuser ces massacres au motif que la France révolutionnaire, elle aussi, eut ses « Vendéens ».

Mais la grande époque des relations franco-irakiennes a vécu. Simultanément, Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, tente de renouer des rapports sereins avec l'Iran et Pierre Bérégovoy, au ministère de l'économie et des finances, marque à l'intention de Bagdad les limites à ne pas dépasser en matière d'endettement. Voilà plus qu'une coïncidence.

Les propagandistes français pro-irakiens, qui se récrient lorsque Ton parle de lobby, désignent de plus en plus fréquemment leur « ennemi » : le lobby pro-kurdes, voire le lobby des militants des droits de l'homme. Peut-être le garage de populations civiles gardées, notamment dénoncé par l'Association France-Libertés présidée par M^{me} Danielle Mitterrand, a-t-il finalement éclairé Paris sur les méthodes et les ambitions de Saddam Hussein ?

Les réticences ou prudenances françaises ne datent cependant pas toutes d'hier. Ainsi Jacques Mitterrand ne s'est-il jamais rendu en Irak, en dépit d'un réel de l'axe Paris-Bagdad, alors que ses visites officielles l'ont conduit, entre autres, à Damas. Sur un mode mineur, les observateurs ont également noté que Jacques Chirac n'a pas honoré de sa présence, depuis maintenant deux ans, l'ambassade d'Irak à l'occasion de sa réception annuelle. La « belle » amitié franco-irakienne, avant d'être dénoncée mardi 21 août par Bagdad, s'était donc déjà singulièrement refroidie.

LAURENT GREILSAMER

Parmi les 1 700 ressortissants irakiens en France

Une cinquantaine de militaires regroupés à Rochefort

Selon un décompte réalisé par le ministère de l'intérieur, mille sept cents irakiens se trouvent actuellement sur le territoire français. Ce recensement tient compte des ressortissants disposant de la double nationalité, de nombreux étudiants, des stagiaires en formation dans des entreprises françaises, du personnel diplomatique ainsi que des opposants au régime de Saddam Hussein. Au Quai d'Orsay, on souligne qu'il n'est pas question de les utiliser comme monnaie d'échange ».

« Premièrement, on ne peut pas faire ce que l'on condamne. Deuxièmement, on peut douter de l'efficacité d'un tel marchandage vis-à-vis d'une dictature comme le régime de Saddam Hussein. Et, troisièmement, les coups de fil que nous avons reçus nous montrent que les familles des Français retenus en Irak ne le souhaitent absolument pas », a-t-on précisé de même source. Plusieurs interlocuteurs assurent que la direction du Trésor pourrait cependant examiner la situation de certains de ces ressortissants afin d'y détecter

d'éventuels contentieux susceptibles de prolonger leur séjour en France.

Mais, au ministère des finances, on affirme qu'aucune initiative n'a été prise en ce sens.

« Sur demande de la présidence »

Soixante-dix personnes « qui, par leurs fonctions en France, touchent l'industrie de défense » font également l'objet d'une attention particulière de la part de l'administration française, affirme-t-on dans plusieurs ministères. Parmi elles, une cinquantaine de militaires irakiens se trouvent actuellement au Centre interarmées de formation de Rochefort (Charente-Maritime). Ils y ont été regroupés, « sur demande de la présidence de la République », précise-t-on de source militaire, à la suite de l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein.

M. Jacques Godfrain, député RPR de l'Aveyron, avait proposé, lundi 20 août, de retenir les militaires irakiens venus sui-

vre une instruction en France afin d'établir un « rapport de force équilibré ».

Au ministère de la Défense, on déclare qu'ils ne sont qu'« hébergés » sur la base. Une autre source militaire affirme qu'« ils sont nourris, logés, blanchis et regardent le temps passer ». Le ministère se refuse cependant à préciser si les militaires sont retenus au centre ou s'ils peuvent circuler librement. Il est toutefois impossible de les contacter par téléphone. Selon le maire de Rochefort, M. Jean-Louis Frot, personne n'a fait état dans sa commune de la présence de militaires irakiens. « Il n'y a pas d'écho en ville », nous a-t-il déclaré.

Dans ce groupe, se trouvent les quatre pilotes dont la formation, au sein des forces françaises sur la base aérienne de Cazaux (Gironde), avait été interrompue le vendredi 3 août, selon le ministère de la Défense, « dès l'annonce des sanctions prises contre l'Irak » (Le Monde du 8 août).

NATHANIEL HERZBERG

LA CRISE DU GOLFE

La conférence de presse du président de la République

M. Mitterrand : à la suite de la responsabilité prise par M. Saddam Hussein, nous sommes dans une logique de guerre

Voici les principaux extraits de la déclaration faite par M. Mitterrand à l'issue du conseil interministériel restreint qui s'est tenu mardi 21 août à l'Élysée.

« Le problème des ressortissants français a naturellement retenu notre attention. Il existe ce que l'on appelle une cellule de crise, qui se réunit régulièrement auprès du premier ministre, mais aussi une cellule qui suit le problème particulier des ressortissants français au Qatar d'Ouessy. Le bureau chargé de ce type de problèmes a reçu des instructions nouvelles, et a été renforcé. Le personnel supplémentaire sera mis à sa disposition ainsi que des moyens de communication constants avec les Français qui le souhaitent, en particulier les familles de nos ressortissants. Cela permettra un échange continu de jour et de nuit. (...) »

« Les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité, quel que soit leur désaccord dans l'interprétation de telle ou telle décision, ont maintenu une certaine unité, ils ne se sont pas séparés et recherchent en commun des solutions qui permettraient de donner tout son sens à l'embargo. (...) »

« Un embargo sans sanction serait un simulacre. Voilà pourquoi nous avons retenu une expression dans laquelle se trouve le mot « contrainte ». Ces moyens de contrainte sont également connus de vous puisqu'ils vont de la reconnaissance d'un pavillon à la surveillance et à la possibilité d'aller sur le navire suspect ou objet de surveillance et, le cas échéant, d'arraisonner. Pour dépasser ce stade, il faut qu'il y ait des ordres du commandement mili-

taire ou, s'il s'agit de tirer sur les navires, sur tel ou tel navire, cela ressort de la décision du président de la République, en tant que chef des armées. »

Aucun élément de ce processus n'est à écarter, mais la question est qu'il n'a pas été posée. Simplement, nous prenons nos dispositions pour être en mesure d'appliquer les instructions données.

Nous sommes allés dans cette région du monde pour exécuter les décisions des Nations unies. Il ne s'agit pas spécifiquement d'une décision française, mais d'une décision des Nations unies à laquelle la France est étroitement associée puisqu'il s'agit de réagir contre une violation du droit international. Donc, la France assume pleinement sa responsabilité dans ce domaine.

Notre politique est donc simple : bien entendu nous souhaitons que la diplomatie finisse par prévaloir, nous ne nous faisons pas d'illusion au point où nous en sommes, mais nous n'abandonnons pas cet espoir. Nous avons souhaité que les pays arabes fussent en mesure de régler leurs propres différends, or vous savez de quelle manière ces pays se sont divisés dans l'appréciation de l'événement. Les plus importants d'entre eux se trouvent aujourd'hui dans des camps opposés.

Cette situation montre que, depuis notre rencontre du 9 août, la situation a suivi son cours malheureusement logique et que les éléments souhaités qui eussent permis un dialogue ou une négociation ne se sont pas produits. Alors, il faut en tirer la conséquence, et c'est ce que fait la France. Elle continue de porter ses espoirs

dans les Nations unies car elle estime qu'à la violation du droit international doit répondre la définition du droit international (...). Quoi qu'il advienne, nous estimons avoir des devoirs, devoirs accrus par la situation créée à l'encontre de quelques centaines de nos ressortissants, étant entendu que nous sommes solidaires de tous les autres pays victimes du même fait accompli intolérable.

Je ne sais quelles rumeurs ont couru disant que la France engageait une négociation séparée. Je démens cette rumeur de la façon la plus catégorique. Le sort de tous les ressortissants étrangers en Irak qui se trouvent victimes de cet intolérable action pose un cas humanitaire global qui ne permet pas des actions séparées.

Il a été décidé de répondre favorablement à des demandes d'envoi de matériel et d'évacuations de reconnaissance terrestres dans différents pays de la région, en particulier les Emirats arabes unis. Il a été décidé d'envoyer des instructeurs en Arabie saoudite. Les forces du Koweït, qui disposent d'avions français, des Mirage F-1 en particulier, continueront d'être entretenues par du matériel français, car ces avions ont pu échapper à la pénétration et à l'agression irakiennes. Aussi la présence française continuera d'être assurée en fonction des demandes qui nous seront faites et de l'examen auquel nous procéderons nous-mêmes. Nous sommes déjà entrés dans une phase d'exécution.

Nous ne sommes animés par aucun sentiment d'agression, de l'amertume peut-être : on serait en droit de penser que la défense du droit international aurait mérité de la part de l'Irak des considérations un

peu plus sérieuses à l'égard d'un pays comme la France. Mais le droit a été bafoué, violé, il l'est de plus en plus, et c'est cet engrenage que nous refusons. Nous sommes disposés à assumer nos responsabilités parce que nous pensons que c'est notre devoir.

Pour donner à ces explications l'ampleur nécessaire, j'ai décidé de convoquer le Parlement en session extraordinaire pour le lundi 27 août (voir encadré page 7). Le ministre des affaires étrangères fera un rapport, le premier ministre se fera entendre, chaque formation politique dira ce qu'elle a à dire et cela permettra déjà d'éclairer les représentants de la nation plus à fond et directement, ce qui ne sera pas exclusif d'autres dispositions à venir.

En réponse aux questions, M. Mitterrand a ajouté notamment :

« La position des États-Unis d'Amérique telle qu'elle nous est connue, c'est-à-dire des directives données à leurs propres forces navales, aériennes, terrestres, est différente de la nôtre. Nous n'avons pas de force terrestre mêlée actuellement à ce conflit. D'autre part, nous cherchons - et c'est l'explication principale de notre démarche - non pas à précéder les décisions du Conseil de sécurité, mais à les suivre au plus près. »

« Nous avons pensé que les précédents réquisits d'écarter, d'éloigner, de séparer du reste des nations les quelques pays en situation d'hébergement animés par d'autres considérations que les États-Unis d'Amérique. La dernière délibération se déroule autour d'une motion américaine et d'une motion britannique. Il n'y a pas identité de position entre les uns et les autres, mais il y a solidarité dans la protestation contre la violation du droit international. (...) »

« Appât ou chair à tuer »

« Tout doit être fait pour obtenir cette libération [des otages], mais il semble bien que les moyens du dialogue aient échoué. Au demeurant, ce dialogue a été à peine esquissé et où il y a eu des débats dans la presse, otages ou pas otages ? Vous m'avez posé la question il y a dix jours, nous n'aviez pas employé l'expression « otages », mais le mot « prisonniers », et j'ai dit oui, naturellement ce sont des prisonniers, et je vous dirai oui, naturellement, ce sont des « otages », des hommes, des femmes, des enfants qui sont retenus contre leur gré et dont on promet, on laisse entendre qu'il pourrait y avoir libération en échange d'un avantage politique ou militaire. Ce n'est pas la peine de se cacher derrière la sémantique. »

« L'objectif du porte-avions (Clemenceau), ce n'est pas Djibouti, c'est le Golfe et sa zone. Donc, il ne peut être à Djibouti qu'en escalade. Combien de temps ? Ce sont des données techniques que vous suivrez de près. En fait, la destination, c'est le Golfe et sa zone, c'est clair, ce sont des instructions. »

« Il y aura, lundi prochain, cette session extraordinaire du Parlement, et ce sera déjà une occasion très forte pour le porte-parole des grandes organisations politiques et des moins importantes de s'exprimer. Par la suite, je les recevrai si la demande m'en est faite, ou bien j'en prendrai peut-être l'initiative. »

« Nous sommes pour l'instant, et à la suite de la responsabilité prise par

le président irakien, dans une logique de guerre et toute la difficulté consiste à savoir si l'on peut en sortir sans renoncer aux objectifs fondamentaux que représente la défense du droit. (...) »

« Je n'ai pas dit que j'avais perdu toute illusion. Nous sommes entrés dans une logique dont il sera difficile de sortir, mais après tout n'étonnons pas entrés dans cette logique dès la première minute de l'agression contre le Koweït ? Envoyer des émissaires particuliers, j'y ai bien songé, mais les classes ont évolué depuis et je ne pense pas engager de négociations particulières. Le dialogue n'est pas formellement rompu. Les ambassades sont en place. »

« Il n'y a pas eu jusqu'ici rupture des relations diplomatiques, nous avons nos représentants actuellement aussi bien à Koweït qu'à Bagdad. Et ces représentants ont été constamment au contact de nos ressortissants lorsqu'ils ont été assignés à résidence. Je crois que plusieurs de nos ressortissants ont pu s'exprimer, ont bien voulu noter qu'ils avaient reçu chaque jour la visite des représentants de notre ambassade à Bagdad jusqu'au moment où un certain nombre d'entre eux ont été transportés dans des zones qui ne nous ont pas été désignées, mais que l'on peut supposer choisies d'une façon qui n'est pas acceptable, disons d'une façon barbare. »

« C'est vrai que nous avons connu des conflits, et là se posent toujours des problèmes de droit. Nous avons connu des conflits, nous en avons vécu nous-mêmes, c'est vrai que les ressortissants étrangers représentés des pays amis ont déjà été victimes de mesures de surveillance ou de concentration, mais ils n'étaient pas envoyés comme appât ou chair à tuer. Il existe des règles internationales auxquelles les pays civilisés se soumettent. J'espère qu'il est encore une chance de voir l'Irak respecter après réflexion ces règles internationales qui sont tout simplement celles de l'humanité et on les a déjà prévenus qu'en cas contraire ce pays devra rendre des comptes devant la justice internationale (...). »

« On ne fait pas une vie politique et une responsabilité politique aussi grave que celle d'aujourd'hui à coups de pronostics. Bien entendu il faut chercher à établir une ligne de conduite, à compter sur son intuition et à préparer chaque jour ce qui se passera le lendemain ou bien dans les semaines qui suivront. Mais je me garderais de tout pronostic exprimé qui enfermerait la position de mon pays dans une formule approximative. »

Mais s'il s'agit du pétrole, nous avons une réserve importante pour plusieurs mois, nous avons déjà, et nous pouvons encore, diversifier nos approvisionnements. Certaines dispositions sont prises par ce qui se passe le lendemain ou bien dans les semaines qui suivront. Mais je me garderais de tout pronostic exprimé qui enfermerait la position de mon pays dans une formule approximative. »

Je pense que ceux des Français qui, légitimement, s'inquiètent et qui le manifestent à la Bourse, devraient modérer leur angoisse et devraient ne pas être sensibles à toutes les rumeurs qui passent par là. Si j'étais aussi sensible qu'eux, je me demanderais comment je vivrais depuis quinze jours. Mais tel n'est pas le cas, je tiens

tout de suite à vous en assurer (...). (Lire page 17 : La crise des marchés financiers.)

L'Union soviétique jusqu'ici a été très coopérative, mais qu'elle n'ait pas les réflexes américains, c'est, si l'on veut, la moindre des choses. J'ai le sentiment que le passage rapide de la prise de positions juridiques sur l'embargo, et même le cas échéant sur certaines formes de contraintes, a été accéléré par les États-Unis d'Amérique, sans doute poussés par la nécessité : d'une part ils ont de très nombreux ressortissants, aujourd'hui otages, d'autre part les navires irakiens, qui, comme vous le savez, sont passés par le Golfe, se dirigent vers le Yémen, enfin il y a sans doute la poussée de l'opinion publique.

Les États-Unis d'Amérique ont leur logique et il faut la comprendre. Mais je pense que cette action qui a précédé les délibérations du Conseil de sécurité, a fait reculer ou a irrité certains de nos membres et que c'est cela qui convient de résorber maintenant.

« La France entière vit le drame des otages »

« Est-ce qu'il y a encore une chance que la France emploie, fasse entendre particulièrement sa voix ? Mais sûrement elle le fera mais faire entendre sa voix, faire connaître son originalité, mettre en jeu sa propre expérience historique qui est différente de celle des autres, ce n'est pas manquer de solidarité lorsque l'heure de la décision est venue. »

« Cela fait déjà longtemps que l'on sait qu'il n'existe pas de défense européenne proprement dite, puisque c'est à cela que l'on travaille. C'est un curieux raisonnement que de tenir pour acquis ce que l'on recherche et dont on sait bien que cela exigera quelques années de travail, de négociations et de dialogues. Ne considérons pas comme obtenu le résultat que l'on recherche, la démonstration en est faite chaque jour. »

« Ce qui ne veut pas dire pour autant que l'Europe soit tellement divisée puisque les membres de l'UEO, y compris les observateurs, se concertent et que je n'ai pas entendu de voix divergentes, en leur sein. Donc il y a un progrès mais c'est vrai que la défense européenne pour l'instant passe derrière les alliances existantes. Il faudra que l'Europe prenne davantage conscience d'elle-même, ce qui sera possible lorsqu'elle se sera donnée une existence politique. Vous savez que c'est en chantier à partir du mois de décembre prochain. »

« Je mesure, et la France avec moi, l'ampleur du drame qu'ils [les otages] vivent. La France entière comprend et vit leur drame. On pense à eux mais on s'en occupe aussi. La situation est particulièrement difficile puisque c'est une situation extrêmement conflictuelle mais cette donnée-là est une des données majeures du débat présent et nous ne négligerons rien de notre côté pour leur venir en aide, pour être après d'eux et pour aussi leur dire il faut espérer garder et bien entendu sans créer l'illusion car c'est une situation qu'il n'est pas aisé de dominer en raison du bruit des armes que l'on entend un peu partout. »

Sortir de la solitude

par Patrick Jarreau

CONSCIENT que la partie qui se joue autour de la crise du Golfe engage durablement l'avenir, M. François Mitterrand entend ne pas la mener seul. Au jour le jour, depuis le 2 août, c'est l'esquisse d'un nouvel ordre que se disputent, sous couvert de déclarations pieuses, les principales puissances, alors que l'onde de choc de l'effondrement du mur de Berlin se répand. Le président de la République a très vite affirmé son choix : place au droit, donc à l'ONU, et concertation européenne.

Cette démarche a rencontré une quasi-unanimité parmi les forces politiques françaises. Le retournement opéré sur les relations avec l'Irak a rapidement levé l'hypothèque principale qui pesait sur les décisions du pouvoir et sur les réactions qu'elles pouvaient provoquer à droite.

La liquidation des liens privilégiés entretenus avec Bagdad durant la guerre Iran-Irak a dégagé l'horizon diplomatique, mais nettoyé, aussi, le ciel politique. La voie était libre pour dénoncer l'agression contre le Koweït et pour approuver les initiatives de la France, se joignant aux autres pays afin d'exercer sur l'Irak une pression destinée à le faire reculer.

Ceux qui souhaitent voir la France s'engager au côté des États-Unis et de la Grande-Bretagne ont eu satisfaction. Ceux qui tenaient à ce qu'elle fit entendre sa propre voix n'ont pas tardé à trouver leur compte, eux aussi, dans l'envoi d'émissaires auprès des principaux interlocuteurs de Paris dans le monde arabe et musulman, en Asie et en Amérique latine.

A l'exception de M. Jean-Marie Le Pen, qui dénonçait l'engagement français dans une « aventure inconsidérée », et des Verts, qui demandaient le rapatriement du porte-avions *Clemenceau* à peine parti de Toulon, la position à la fois solidaire et autonome prise par le président de la République n'était critiquée par personne.

La situation a changé à partir du moment où les ressortissants occidentaux et, notamment, français en Irak et au Koweït, annexé se sont trouvés en situation d'otages de Bagdad. D'un dispositif de pression économique, diplomatique et militaire, visant à imposer à M. Saddam Hussein l'abandon de sa prise de guerre et l'engagement réel dans la voie de la négociation, on passe à l'éventualité du déclenchement des hostilités, que la forme en soit la transformation de l'embargo en blocus, ou une première frappe américaine, qui obligerait les autres cours militaires né-

sants dans le Golfe à se déterminer. A partir de ce moment, M. Mitterrand, qui avait en tête depuis plusieurs jours la possibilité de convoquer le Parlement en session extraordinaire, estime que les choix qu'il va devoir faire exigent que le pays y soit associé.

Non plus seulement informé par les annonces officielles, non plus seulement éclairé par les commentaires des responsables politiques, non plus seulement interrogé par sondages, mais mis dans le cas de réfléchir et de prendre position.

Le précédent évoqué à l'Hôtel Matignon, à savoir la réunion du Parlement en session extraordinaire par de Gaulle après la signature des accords d'Évian, donne la mesure, comme le relève M. Pierre Méhaignerie, de la gravité de l'heure. Il y a vingt-huit ans, il s'agissait de sortir de huit ans de guerre et de tourner la page la plus douloureuse de l'histoire coloniale de la France. Aujourd'hui, la question posée est celle d'une guerre qui peut commencer et des relations avec le monde arabe, problème central pour l'avenir du pays.

De Gaulle usait du référendum. Outre que M. Mitterrand n'a jamais aimé cette procédure contournant la représentation nationale, la situation ne s'y prête en aucune façon. C'est, cependant, le même besoin de communication et de cohésion qui inspire la décision présidentielle. Certes, d'ici au 27 août, les données du problème auront évolué que le conflit ait basculé, à ce moment-là, dans l'affrontement armé ou que le face-à-face continue. Des décisions auront été prises ou resteront à prendre. Le chef de l'État semble redouter plutôt que le « *logique de guerre* » n'impose la première hypothèse. Dans tous les cas, les élus devront, à leur tour, choisir.

La procédure retenue est celle d'une déclaration du gouvernement - elle sera faite par M. Michel Rocard, puis expliquée par M. Roland Dumas - suivie d'un débat sans vote. Le premier ministre et le président de la République, qui s'en sont entretenus, mardi, avant la réunion du conseil interministériel restreint, ne souhaitent pas mettre l'opposition dans l'embarras en sollicitant son vote dans un contexte qui impose le consensus.

Il n'est pas question pour eux de donner l'impression de mener, à l'occasion d'une grave crise internationale, une opération de petite politique.

L'alternative entre l'engagement sans ambiguës dans le sillage américain et la référence exclusive aux

décisions de l'ONU, préservant la recherche d'une solution négociée, est ouverte parmi les responsables politiques. Le bureau exécutif du Parti socialiste, convoqué pour mercredi après-midi, devrait donner lieu à des échanges discrètement révélateurs des nuances, voire des divergences qui parviennent les esprits. MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon ont, eux, exprimé ouvertement, dans leur bulletin *A gauche*, leur refus d'une logique opposant à « *barbare* » et « *barbare et démi* », à la prise d'otages, le blocus. D'autres dissentiments, moins explicites, sont apparus.

En confiant à l'Agence France-Presse, avant la réunion du conseil restreint, sa crainte de voir la logique de guerre emporter toute raison, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui s'exprimait ainsi sans être cité, n'a pas dit autre chose que ce que le président de la République devait affirmer lui-même quelques heures plus tard.

Une surprenante initiative

Cette initiative de l'auteur de la célèbre maxime : « *Un ministre, ça démissionne ou ça ferme sa gueule* », n'était pas moins surprenante. Elle est jugée « *singulière* » à Matignon et « *limitée* » à l'Élysée, où l'on confie que le président de la République est très mécontent, même s'il appartient encore au ministre lui-même d'en effacer l'effet ou d'en confirmer la portée en quittant le gouvernement.

M. Chevènement n'est pourtant pas dans l'état d'esprit qui l'avait amené à rompre, en mars 1989, lorsque la politique de rigueur Mauroy-Delors l'avait emporté sur l'avis de ceux qui préconisaient la sortie du Système monétaire européen. Il s'indigne des rumeurs qui lui attribuent un comportement négatif depuis le début de la crise du Golfe, pendant laquelle il s'est voulu et se veut un exécutant scrupuleux des décisions du président de la République.

A cela, rien à ajouter, sinon que le débat entre « *atlantisme* » et « *gaullisme* » existe au sein du gouvernement comme dans le PS. L'un et l'autre sont entre le refus de la « *logique de guerre* » proclamée, mardi, par M. Pierre Mauroy, et le constat que cette logique est à l'œuvre, formulé par M. Mitterrand. Le président de la République sait qu'il ne dépend pas de lui de faire prévaloir l'un ou l'autre, mais il lui appartient de faire en sorte que les Français prennent leurs responsabilités comme il prend, lui-même, les siennes.

Le chef de l'Etat et l'opération américaine de 1980 en Iran

« Il s'agirait de Français, mon devoir (serait) de les délivrer »

Le 25 avril 1980, le président des États-Unis, M. Jimmy Carter, annonçait l'échec d'une opération militaire tendant à libérer les otages américains retenus dans leur ambassade à Téhéran depuis de nombreux mois. Le lendemain, M. François Mitterrand, premier secrétaire du PS, donnait son sentiment sur cette affaire à l'occasion de la réunion d'une convention de son parti sur la situation internationale. Alors que la gauche fondait ses critiques de l'attitude américaine en Iran sur une analyse anti-impérialiste, M. Mitterrand se montrait beaucoup plus modéré que ses camarades.

« Je n'ai entendu que des critiques, déclarait M. Mitterrand le 28 avril, - ce qui fascinate ma tâche parce que, moi, j'en ai fait moins. Je n'ai entendu que des critiques, d'abord sur la tentative elle-même. Moi, je pense que lorsque, pour quelque raison

que ce soit, un pays étranger s'empare des concitoyens, compatriotes, il s'agit de Français, je réagis comme cela, mon devoir est, par quelque moyen que j'ai à ma disposition, de les délivrer. (...) »

En revanche, le premier secrétaire du PS avait jugé plus sévèrement l'attitude de Washington à l'égard de la CEE. « Ce n'est pas tant le fait que les États-Unis d'Amérique, avait-il indiqué, aient omis de prévenir nos chefs d'État, ou nos premiers ministres de l'aventure limitée à elle-même qui a consisté à l'envoi de cette expédition, de ce commando sur l'Iran, c'est beaucoup plus de les avoir engagés dans une très contestable politique de sanctions économiques que les pays européens ont, au demeurant, traité avec une certaine prudence. (...) de les avoir, en somme, convaincus pour tout aussitôt changer de plan (...) »

Lors du conflit entre la Grande-Bretagne et l'Argentine aux îles Malouines en avril et mai 1982, Paris s'était résolument rangée aux côtés de Londres au nom de la défense du droit de souveraineté et de la solidarité européenne. « Nous n'avons pas à nous substituer à la Grande-Bretagne », avait déclaré le président de la République, le 17 mai, à l'occasion d'un sommet franco-britannique à Londres. « L'acte initial de l'Argentine a créé une logique regrettable, avait indiqué M. Mitterrand. Et depuis, il n'est intervenu aucun fait nouveau qui nous ait incité à changer d'opinion. »

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures du gouvernement d'union de la gauche de l'époque, s'était prononcé pour « le départ des envahisseurs » argentins avant l'ouverture de quelque négociation que ce soit.

سكذ (من زلازل)

et la convocation du Parlement en session extraordinaire

Les réactions des milieux politiques

M. Charles Pasqua : « La position de la France n'est pas suffisamment clarifiée »

Le précédent du 20 mars 1962

Députés et sénateurs débattaient des accords d'Evian

Après la signature des accords d'Evian mettant fin à la guerre d'Algérie, le Parlement s'est réuni en session extraordinaire le 20 mars 1962. En ouverture de la séance, les présidents des assemblées ont lu un message du général de Gaulle, annonçant un référendum : « Il m'apparaît comme nécessaire que la nation elle-même sanctionne une aussi vaste et profonde transformation et confère au chef de l'Etat et au gouvernement les moyens de résoudre, dans les moindres délais, les problèmes qui seront posés à mesure de l'application. » Le premier ministre, M. Michel Debré, avait ensuite

fait une déclaration sur la politique du gouvernement : « La France, avait-il dit, a choisi de donner la parole aux Algériens. Elle accepte à l'avance les conséquences graves et peut-être déchirantes d'un choix exercé librement à la face de l'univers. »

Les débats se sont ensuite déroulés le jour même et le lendemain. Le ministre des affaires algériennes, M. Louis Joxe, développe le contenu des accords. Le premier ministre clôt le débat dans la soirée. Au Sénat, c'est Robert Buron, ministre (MRP) des travaux publics, qui explique la politique du gouvernement.

« On ne négocie pas avec des preneurs d'otages »

déclare M. Roland Dumas

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a implicitement rejeté, mardi 21 août, les offres de négociations faites par le chef de la diplomatie irakienne, M. Tariq Aziz. « Il a toujours été entendu qu'une agression comme celle dont a été victime le Koweït passait un préalable à toute négociation, la restauration de l'indépendance et de la souveraineté [du Koweït], a-t-il déclaré. Or, je n'ai pas entendu que ce préalable ait été levé (...). Je ne doute pas de la réponse négative qui sera faite. En tout cas pour moi, la réponse je

la connais. » Le ministre a ajouté : « qu'on ne négocie pas avec les preneurs d'otages ». « C'est une doctrine bien établie et dans le cas particulier nous ne négocions pas non plus avec l'Irak », a-t-il dit, après avoir expliqué pourquoi Paris utilisait désormais le mot « otage » pour désigner ses ressortissants retenus en Irak. « Maintenant, ils sont exposés. Ils sont pris dans une attitude barbare, en boucliers. (...) On expose des civils pour protéger des militaires. Ils sont donc devenus des otages, je ne vois pas pourquoi on hésiterait sur les mots », a-t-il dit.

RFI et RMC diffusent les messages des familles

Écoulées fiévreusement par tous les étrangers retenus au Koweït et en Irak, souvent brouillées le soir, notamment dans la région de Bagdad, les radios internationales ont, ces derniers jours, multiplié leurs efforts d'information à destination du Golfe.

Le service mondial de la BBC a par exemple augmenté de trois le nombre de ses fréquences pour ses programmes en arabe diffusés sur tout le Moyen-Orient. Plusieurs Britanniques qui ont réussi à fuir le Koweït ont d'ailleurs raconté l'importance de la radio comme principale source d'information des otages, y compris sur leur propre sort.

Le Foreign Office a donc saisi ce qu'il considère comme « le moyen le plus efficace » de communiquer avec les ressortissants britanniques pour leur transmettre différentes informations et consignes.

Le Quai d'Orsay n'a pas observé la même attitude, mais les deux radios françaises diffusant dans la zone du Golfe - Radio France internationale (RFI) et Radio Monte-Carlo Moyen-Orient (RMC-MO) - se sont mises « à la disposition » des familles des personnes retenues dans ces pays.

Radio France internationale a ainsi mis en service un numéro

vert - le 05-419-419. (gratuit) - et trois lignes téléphoniques ouvertes chaque jour de 9 heures à 19 heures sur lesquelles les familles pourront communiquer des messages personnels qui seront lus sur l'antenne lors de trois éditions quotidiennes (5 h 11, 6 h 11 et 18 h 4).

RMC-Moyen-Orient, filiale de la Sofrad, qui, avec seize heures quotidiennes d'émissions en français et en arabe, est au premier plan des radios internationales arabophones, a également ouvert deux lignes téléphoniques - le 40-67-95-95 à Paris et le 05-01-39-58 (numéro vert) à Monaco - pour la communication des messages des familles.

Ceux-ci seront diffusés tous les soirs depuis Chypre. La radio a bien sûr élargi aussi sa couverture rédactionnelle à la fois pour « informer les auditeurs arabes sur des événements qui se déroulent chez eux et qui les concernent au premier chef », explique M. Jacques Taquet, son directeur général, et pour servir de relais, tant pour la communauté francophone du Moyen-Orient que pour les ressortissants arabes séjournant en France. A. Co.

EN BREF

■ CUBA : huit Cubains quittent les locaux diplomatiques belges et espagnols. - Sept Cubains réfugiés dans la résidence de l'ambassadeur de Belgique à La Havane et un huitième retranché dans l'ambassade d'Espagne depuis les 13 et 14 août se sont rendus, mardi 21 août, aux autorités cubaines. Il reste deux réfugiés cubains dans la résidence de l'ambassadeur belge et quinze à l'ambassade d'Espagne. - (AFP)

■ INDE : seize morts au Cachemire. - Onze militaires indiens et cinq civils pakistanais au moins ont été tués lundi 20 et mardi 21 août au cours d'affrontements indo-pakistans le long de la ligne de cessez-le-feu divisant le Cachemire. L'Inde, qui avait accusé le Pakistan d'avoir ouvert le feu à l'artillerie lourde, a été accusée mardi par le Pakistan d'avoir bombardé trois villages. - (AFP)

M. Charles Pasqua avait demandé au président de la République, mardi 21 août en début d'après-midi de « faire preuve d'une fermeté sans faille » face à Bagdad. Le soir, le président du groupe RPR du Sénat a déclaré : « Nous ne faisons pas preuve de fermeté, compte tenu de la nouvelle donne, à savoir l'attitude de l'Irak vis-à-vis de nos ressortissants. On devrait passer de l'embargo au blocus. »

Après le conseil interministériel restreint et les explications données par le président de la République, il estimait que « la position de la France n'est pas suffisamment clarifiée ». Sans doute pour obtenir une autre clarification, M. Pasqua a réitéré, mercredi sur RTL, sa demande de réunion « sans délai » des instances dirigeantes de l'opposition parlementaire et de son comité de coordination par MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, respectivement président du RPR et président de l'UDF. Il est vrai qu'au même moment sur France-Inter, M. Alain Juppé, déclarant que M. Mitterrand était allé « dans le sens de la clarté et de la fermeté ». Le secrétaire général du RPR a annoncé le renvoi du bureau politique du mouvement, lundi 27 août au matin.

« C'est l'indécision, la politique

de la marche en crabe », a affirmé le Mouvement des jeunes giscardiens, qui regrette que M. François Mitterrand « ait manqué de fermeté ». Tout en approuvant la convocation du Parlement, M. Hervé de Charette, député du Maine-et-Loire (UDF) et délégué général des Clubs Perspectives et Réalités, a confirmé l'opinion de ses cadets : « La seule réponse de la France, a-t-il dit, c'est l'esquisse. Le gouvernement ne décide rien. C'était un conseil restreint pour rien. »

Les espoirs de négociation de M. Mauroy

Recours-France se démarque du désappointement des dirigeants de droite. La principale association de rapatriés estime que M. Mitterrand « a fait preuve de fermeté et de détermination ». Pour M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, « les explications, nécessaires bien que tardives, du président de la République et la convocation du Parlement confirment la gravité de la situation ».

M. Emile Zuccarelli, président du MRG, « se félicite » de cette convocation, ajoutant que « la solution diplomatique doit certes continuer à être recherchée mais elle ne saurait comporter de préalable à l'évacuation du Koweït et,

la libération de tous les otages ». La CGT, pour sa part, avait indiqué, dans l'après-midi de mardi, qu'il était « impératif et urgent » que le gouvernement assure « le retour rapide de tous les ressortissants français ».

Reprenant l'expression centrale utilisée par le chef de l'Etat dans sa conférence de presse, M. Pierre Mauroy a souligné, à sa sortie d'une entrevue avec M. Mitterrand, qu'il ne faut « jamais s'inscrire définitivement dans une logique de guerre ». Le premier secrétaire du PS a fait porter ses espoirs sur la « négociation », en précisant : « Je veux encore espérer que ceux qui étaient les mieux placés, malgré leurs divisions, les pays arabes, pourront rapidement retrouver tout leur rôle dans cette région. Le pourrions-ils réellement ? C'est toute la question. »

Dans l'après-midi, M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures, avait déclaré que les puissances occidentales ne vont « pas gagner une guerre contre un peuple » et il avait déploré qu'on parle trop de « Saddam Hussein », qualifiant cette orientation « d'extrêmement dangereuse ».

Pour M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF et directeur de l'Humanité, le pré-

sident de la République a estimé sur FR 3 que « la France, à l'inverse des Etats-Unis, n'entendait pas précéder les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU, mais les suivre au plus près » en se déterminant « selon sa propre expression historique ». Le matin même, le bureau politique du PCF avait engagé le gouvernement à « ne pas céder aux pressions des bouseux ».

Dans le dernier numéro du bulletin hebdomadaire de la Nouvelle Ecole socialiste, A gauche, M. Julien Dray (PS), député de l'Essonne, et M. Jean-Luc Mélenchon (PS), sénateur du même département, signent un éditorial intitulé « Raison garder » dans lequel ils écrivent : « L'escalade, voilà l'erreur. Embargo ? Blocus ? Il n'est de bon que ce que décide l'ONU. Le recours à la force n'a de légitimité qu'à cette occasion. Et la négociation le point d'arrivée obligé pour toutes les questions en suspens dans la zone. Le dire à temps et s'y tenir en dépit des gesticulations des va-t-en-guerre, voilà comment raison garder, pour que la France garde une raison d'être le moyen pour l'Europe de se donner une identité propre et une [raison] de proposer au Sud une autre référence. »

En mer et sur terre

Paris accentue son engagement militaire

La France s'est résolue à accentuer quelque peu son engagement militaire auprès de ses alliés dans le Golfe. De deux façons. En contribuant sur mer à rendre plus coercitif le dispositif de contrôle du boycottage contre l'Irak. En fournissant aux Etats de la région qui l'ont demandé, principalement le Koweït, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, l'aide technique requise en matière de soutien des armements déjà livrés ou encore à livrer, y compris avec l'envoi sur place d'un « escadron de reconnaissance terrestre » selon l'expression avancée, mardi 21 août, par M. Mitterrand.

Sur mer, d'abord. Dans la logique des consignes données à la fin de la semaine dernière (le Monde des 19 et 20 août) aux bâtiments de la marine nationale déjà déployés sur la zone, le président de la République a évoqué la perspective de l'« arraisonnement » par les frégates françaises de bateaux suspects.

Le terme même d'arraisonnement est tombé en désuétude dans la marine de guerre. Mais la procédure qu'il recouvre est toujours en vigueur : c'est le droit de visite, prévu par l'article 110 de la Convention du droit de la mer édicté par les Nations unies en 1982.

Ce droit de visite figure bien dans les instructions personnelles et secrètes que chaque commandant de navire français a reçues à la fin de la semaine. C'est une mesure contraignante qui, en cas d'embargo ou de blocus, permet une enquête de pavillon et une perquisition si cette enquête conduisait à suspecter davantage l'intérêt.

Une coopération navale européenne

Concrètement, la visite est annoncée au bâtiment en question par un code international de pavillons hissés, l'envoi de messages par des signaux lumineux, l'émission de consignes par radio VHF, le tir d'un coup de canon à blanc, voire le passage à basse altitude d'un hélicoptère embarqué sur le navire de guerre.

Si le bateau suspect n'obtempère pas, il peut être tiré, selon les circonstances, un ou plusieurs coups de semence devant sa proue et à des distances de plus en plus rapprochées, ou il peut être décidé de l'intimider par des manœuvres serrées qui évitent néanmoins l'abordage.

Face à un refus persistant, le navire de guerre se réserve la possibilité de tirer des obus inertes dans la mâture du bateau suspect

ou sur son avant, en cherchant à l'atteindre au-dessus de la ligne de flottaison.

Le bâtiment une fois immobilisé, on procède à l'enquête de pavillon, c'est-à-dire que les documents du bord, qui détaillent l'itinéraire, la nature et la destination de la cargaison ainsi que l'immatriculation du bateau, sont vérifiés. Une perquisition peut être décidée, avec fouille du navire, interrogatoire de son équipage et examen de la cargaison.

La Convention de 1982 prescrit une indemnisation sur plainte de l'armateur dont le bateau aurait été saisi sans tort d'avoir voulu briser le blocus.

Dans le cadre des décisions arrêtées mardi 21 août par l'Union de l'Europe occidentale (UEO), les chefs d'état-major des armées des pays - la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie, la Grèce et l'Espagne - qui déploient déjà, ou vont le faire, une présence navale dans la zone, devraient se réunir vendredi 24 août pour tenter de coordonner leurs forces sur place.

Quinze Mirage F-1 récupérés au Koweït

Cette coordination européenne, qui n'est pas une « première » dans le domaine naval, concerne principalement les zones d'opérations éventuelles, la répartition des tâches et l'échange de renseignements. Selon des sources militaires françaises, la zone en cause couvre le détroit d'Ormuz, devant le golfe d'Oman, et le détroit d'Akaba, en mer Rouge.

A terre, ensuite. Le chef de l'Etat a été plus explicite sur l'aide de la France à l'Arabie saoudite, aux Emirats arabes unis et au régime koweïtien dont des éléments armés ont fui devant l'annexion par l'Irak.

C'est ainsi que, pour la première fois, M. Mitterrand a confirmé que des avions Mirage F-1 acquis par le Koweït avaient échappé à l'armée de M. Saddam Hussein et que la France s'était engagée, dans ces conditions, à les maintenir en état de voler.

Le Koweït avait commandé quarante-deux Mirage F-1 monoplace d'interception et quatre Mirage F-1 biplaces d'entraînement. Le matin même de l'agression par l'Irak, quinze des vingt-cinq Mirage F-1 mis en première ligne par l'armée de l'air koweïtienne ont pu gagner une base dans le sud de l'Arabie saoudite.

Le président de la République a donné son accord à l'envoi de conseillers militaires ou industriels et de techniciens dits de « mainte-

nance » pour le soutien, la réparation et l'entretien de matériels français déjà livrés aux armées saoudiennes, koweïtiennes et des Emirats arabes unis (Abou-Dhabi, Dubaï, Sharjah, Fujairah, Ajman, Umm-al-Qaiwain et Ras-al-Khaimah).

Toutes comparaisons gardées, ces pays du Golfe sont des clients aussi importants que l'Irak pour la France, qui leur a fourni des chars AMX-30, AMX-10 et AMX-13 ; des missiles anti-chars et anti-aériens ; des mortiers ; des hélicoptères Puma et Gazelle ; des automobiles ; des véhicules transportant des troupes VTT et des obusiers de 155. Avec, de surcroît, quatre frégates pour la marine saoudienne, les Mirage F-1 de Koweït, et des Mirage 2000 en

cours de livraison à Abu Dhabi spécialement. M. Mitterrand a promis plus particulièrement aux Emirats arabes unis l'envoi de ce qu'il a appelé « un escadron de reconnaissance terrestre ».

Il s'agirait de l'équivalent d'une compagnie (environ 150 hommes) avec leurs véhicules blindés légers et des jeeps, pour des missions d'entraînement, des tâches de remise en état de matériels français qui se dégradent rapidement dans les conditions climatiques locales et, le cas échéant, pour aider - par une présence qui reste symbolique - à la montée en puissance des armées nationales. Ce détachement de reconnaissance sera prélevé dans les rangs u 1^{er} régiment de hussards parachutistes à Tarbes.

JACQUES ISNARD

« La France fera respecter l'embargo y compris par la contrainte »

Voici le texte de la déclaration publiée par l'Elysée à l'issue du conseil interministériel restreint du mardi 21 août.

1. - La France applique avec fermeté les sanctions décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU contre l'Irak. Les moyens navals qu'elle déploie dans le Golfe ont notamment pour mission de faire respecter l'embargo, y compris par le recours à la contrainte. Des instructions en ce sens ont été données aux commandants d'unités. Une coordination est assurée avec les autres forces navales présentes dans la zone.

2. - La décision de l'Irak de retenir des ressortissants étrangers et de les utiliser comme otages est un acte inacceptable : il viole toutes les lois internationales et les droits les plus élémentaires de la personne humaine. La France assurera, par tous les moyens qu'elle jugera nécessaires, la sauvegarde de ses ressortissants. Elle se tient en contact permanent à ce sujet avec ses partenaires de la Communauté européenne avec les Etats-Unis et avec tous les Etats concernés. Elle demande que la résolution 664 du Conseil de sécurité soit immédiatement et entièrement appliquée afin que tous les ressortissants étrangers soient libérés et puissent rejoindre leur famille.

3. - Le dispositif d'aide et de contact avec nos ressortissants et leurs familles, sur place et en

France, sera renforcé. Sans cacher la gravité de la situation, le gouvernement assure les familles de sa détermination et de la solidarité nationale à leur égard.

4. - La France, comme ses partenaires de la Communauté européenne, considère comme nulle et non avenue la demande irakienne de fermeture des ambassades à Koweït. La France maintiendra dans ce pays sa représentation diplomatique, dont la première tâche est d'assurer aide et protection à nos ressortissants. Elle entend que les forces d'occupation n'entravent en rien cette action.

5. - La France a décidé d'apporter aux pays menacés une assistance militaire. Des moyens matériels et techniques ont été et seront mis en place.

6. - La situation créée par les événements du Golfe ne justifie pas une modification des orientations de la politique économique qui seront traduites dans le projet de budget pour 1991 : stabilité du franc, réduction du déficit budgétaire, priorité à l'investissement productif et à l'emploi, maîtrise de la demande intérieure publique et privée.

C'est par l'effort de tous, équitablement réparti, que la France pourra dans ce contexte préserver la croissance nécessaire pour faire reculer le chômage.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

La crise financière des Girondins de Bordeaux

Une information judiciaire est ouverte contre M. Claude Bez pour abus de confiance, faux et usage de faux

Le parquet de Bordeaux a ordonné, voici quelques jours, l'ouverture d'une information judiciaire contre le président du club des Girondins FC, M. Claude Bez, « et tous autres », pour abus de confiance, faux et usage de faux.

Les agents du fisc avaient aussi, dans la foulée, épluché les comptes personnels et professionnels du président Bez et ceux de son fils qui, à la tête de la société ERIC, avait ébauché les grandes lignes du projet d'aménagement du Centre international du Haillan. Les

contrôleurs avaient également vérifié plusieurs sociétés qui avaient été créées pour le club, dont la société Malardeau, un des anciens sponsors du club, et la SARL Aquitaine Environnement. Cette dernière société a, depuis, été mise en liquidation judiciaire. De ces investigations, le fisc a retenu des « anomalies » portant sur plusieurs dizaines de millions de francs. Il s'agit notamment de fausses factures et de « mouvements » d'argent entre Bordeaux et le Sénégal où M. Bez possède par ailleurs un hôtel.

Mouvements d'argent vers le Sénégal

Les agents du fisc avaient aussi, dans la foulée, épluché les comptes personnels et professionnels du président Bez et ceux de son fils qui, à la tête de la société ERIC, avait ébauché les grandes lignes du projet d'aménagement du Centre international du Haillan. Les

Depuis l'ouverture de l'information, M. Bez n'a pas encore été entendu par le juge d'instruction en charge de l'enquête. M. Bernardette Prigout, doyen des juges d'instruction bordelais, est absent jusqu'au 2 septembre.

BORDEAUX

de notre correspondante

On savait depuis des mois le club des Girondins de Bordeaux FC en crise : criblé de dettes, au bord de la faillite, il avait dû en catastrophe, le 29 juin dernier, solliciter la caution de la municipalité bordelaise pour emprunter 120 millions de francs par l'intermédiaire d'une société suisse, Idia Finance. Cet emprunt ne serait d'ailleurs toujours pas matérialisé, selon la mairie de Bordeaux, notamment parce que « les sociétés de crédit s'interrogent sur la bonne fin d'une garantie par une seule collectivité locale ». Puis ce furent, coup sur coup, trois mauvais résultats sportifs en début de saison. Allumant un contre-feu, le président Bez limogea alors, le 8 août, l'entraîneur Raymond Goethals.

Cette fois, la justice s'en mêle. Le parquet de Bordeaux a ordonné l'ouverture d'une information judiciaire après examen du dossier transmis par la direction générale des impôts. En 1987 et 1988, le fisc avait vérifié les exercices 1985, 1986 et 1987 du club présidé par M. Bez. Un redressement de 10 millions de francs fut notifié

POLICE

Le logement des policiers parisiens. - Le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, s'est fixé comme « objectif à atteindre » le logement « dans cinq ans de plus de la moitié des fonctionnaires de police à Paris et dans la proche banlieue ». « C'est une nécessité, pas simplement pour le confort des fonctionnaires mais pour la réalité de la sécurité d'une ville », a-t-il ajouté, mardi 21 août, à la préfecture de police de Paris où était célébré le quarante-troisième anniversaire de la libération de la capitale. M. Joxe a rappelé qu'un programme de construction de deux mille cinq cents logements avait été engagé depuis cinq ans. Un nouveau plan quinquennal prévoit la construction de mille logements supplémentaires chaque année.

A de multiples reprises, ces derniers mois, et notamment en séance du conseil municipal, le 29 juin, M. Jacques Chaban-Delmas avait réitéré son soutien sans faille au président Bez. Pourtant, le ministre du budget, M. Michel Charasse, a indiqué au quotidien Sud-Ouest du 22 août qu'il avait « fait savoir à qui de droit qu'il serait dangereux pour les finances des collectivités locales qu'elles s'engagent dans des procédures de garantie d'emprunt ». Toujours selon M. Charasse, à l'inverse du conseil général de la Gironde, « le conseil municipal de Bordeaux n'en a pas tenu compte ». M. Chaban-Delmas a fait savoir qu'il s'abstenait de toute déclaration publique pendant quarante-huit heures.

GINETTE DE MATHA

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie Générale d'Électricité

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours du premier semestre de 1990 par le groupe de la Compagnie Générale d'Électricité s'est élevé à 68,6 milliards de francs au lieu de 67,2 milliards de francs pour la période correspondante de 1989.

ACTIVITÉ CGE
DU PREMIER SEMESTRE 1990 :
CHIFFRE D'AFFAIRES : + 5 %
COMMANDES : + 15 %

La légère augmentation est à apprécier à la lumière de plusieurs éléments :
- à compter du 1er avril 1989, le chiffre d'affaires de GEC ALSTHOM (secteur Énergie et transport) est retenu par intégration proportionnelle à 50 % alors qu'au premier trimestre 1989, le chiffre d'affaires d'Alsthom avait été pris en compte par intégration globale. D'autre part, depuis le début de l'exercice en cours, les Câbles de Lyon facturent leurs contrats à long terme à l'avancement et non plus à la clôture des affaires.
- aucune chaudière de centrale nucléaire n'a été livrée au cours du premier semestre écoulé,
- d'un exercice à l'autre, le franc s'est valorisé par rapport au dollar et à l'ensemble des monnaies européennes tandis que les prix de certaines matières premières, en particulier le cuivre, ont enregistré une baisse sensible.

A structures et méthodes comparables, la progression de l'activité est de l'ordre de 5 %. A taux de change constants, celle-ci est portée à 7 %. La répartition par secteur d'activité du chiffre d'affaires des premiers semestres 1989 et 1990 est la suivante :

(en millions de francs)	1990	1989
Énergie et transport	10 961	13 451
Nucléaire (1)	1 504	2 236
Ingénierie électrique	7 028	5 874
Accumulateurs	2 570	2 209
Télécommunications, communication d'entreprise, câbles	45 267 (2)	42 834
Activités diverses	2 578	2 448
Cessions entre secteurs	- 1 358	- 1 882
TOTAL	68 550	67 170

Les commandes du premier semestre 1990 ont atteint le montant de 78,7 milliards de francs contre 67,2 milliards de francs au premier semestre de 1989. Elles marquent une progression de 15 % à structures et méthodes comparables et sont supérieures de 15 % au chiffre d'affaires de la même période.

(1) Chiffre d'affaires de Framatome et de ses filiales retenu par intégration proportionnelle à 40 %.
(2) Dont Télécommunications publiques : 40 %, Communication d'Entreprise : 23 %, Câbles : 27 %, Autres : 10 %

LA CGE EN DIRECT :
• MINITEL : 36.15 code CGE
• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561



SCIENCES

D'après les premières images de la sonde Magellan

Vénus présente un relief volcanique et tourmenté

On savait déjà que Vénus présentait beaucoup de similitudes avec sa planète-sœur, la Terre, notamment dans sa composition chimique et ses dimensions. Si l'on en croit les premières images transmises par la sonde Magellan, cette ressemblance s'étend aussi au relief. Elles révèlent, selon les scientifiques américains qui les ont commentées mardi 21 août à Pasadena (Californie), des structures semblables aux volcans d'Hawaï, à la vallée du Rhin, aux gorges de l'Est africain ou encore aux failles sismiques de Californie.

Le nombre important de fractures et de failles suggère que les mouvements de la croûte qui constitue le sol de Vénus ont « peut-être été encore plus violents que ce que l'on

imaginait auparavant », a estimé M. Steve Saunders, chargé à la NASA du programme Magellan.

La comparaison avec la Terre ne peut cependant pas être poussée trop loin : la température à la surface de Vénus atteint 460 degrés et la tectonique des plaques semble y fonctionner différemment, précise M. Saunders. La croûte de la Terre est fractionnée - très schématiquement - en six grandes plaques rigides et l'activité volcanique et tectonique se concentre à leur périphérie, là où elles se « frottent » les unes aux autres. Sur Vénus, il faudrait plutôt parler de « maréisme volcanique », estime le spécialiste américain. « Les plaques vénusiennes, si elles existent, sont probablement

molles, déformables, beaucoup plus fragmentées. »

Ces premières impressions pourront être précisées grâce à la cartographie de la surface de Vénus que Magellan devrait entreprendre, à l'aide de son radar capable de percer l'atmosphère opaque de la planète. Les responsables de la NASA espèrent que ce travail, qui durera deux cent quarante-trois jours, pourra commencer comme prévu début septembre, malgré la nouvelle perte de contact qui devait affecter cette mission, mercredi. C'est la deuxième fois en quinze jours que le contact radio avec la sonde était coupé. - (AFP, Renter, UPI.)

Le feu aux portes de Marseille



Suite de la première page

Plus rien ne pouvait arrêter le feu qui montait comme une bombe vers le col de la Ginetière, puis se scindait en deux fronts de part et d'autre de la départementale 559, l'un qui progressait vers les crêtes de la chaîne du mont Carpiagne, l'autre qui transperçait le massif de Puget et la forêt de la Gardiolle. En l'espace de six heures, l'incendie avait débouché dans les calanques à l'est de Cassis qu'il cernait d'un immense halo rouge. En-Vau, la plus jolie de ces calanques, avec ses aiguilles et clochetons découpés dans la roche, puis Port-Pin et Port-Miou n'échappèrent pas aux flammes, qui atteignaient ensuite les portes mêmes de Cassis.

Des flammes de cinq mètres

Dès 18 heures, l'ordre d'évacuation avait été donné à la population et deux mille personnes avaient fui précipitamment, dont quatre cents transportées vers le port de Cassis par des bateaux de promenade et de pêcheurs. « Nous avions vu le feu sur les crêtes, mais nous pensions que nous serions épargnés », explique M. Bertolotti, propriétaire du restaurant La Presqu'île. En quelques instants, nous avons été encerclés ». Son établissement, l'un des plus réputés de Cassis et cinq autres maisons du quartier, ont été entièrement brûlés. « J'ai vu des flammes hautes de cinq mètres, témoigne un autre habitant, M. Nicolas Milhaud. On a essayé de tenir jusqu'à la dernière minute, mais j'ai dû me sauver en maillot de bain ».

Sur le port, plongé dans une âcre fumée chargée de cendre et une chaleur étouffante, la population s'est rassemblée, en proie à la panique. Le feu menaçait longtemps encore l'agglomération qu'il contournera par le nord avant de perdre de sa virulence.

Dans les quartiers sud de Marseille, en lisière du campus universitaire de Luminy, l'incendie aura à la même heure un sursaut de violence et des habitants d'une cité HLM devront être momentanément évacués à leur tour. A cette dramatique journée, manquaient l'odieuse : des pillages commis dans des villas et des immeubles par plusieurs individus, dont trois ont été interpellés par la police.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Vers minuit, le préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône, M. Claude Bussière, dressait un premier bilan : 9 000 hectares de forêts et de garrigues parcourus par le feu dans le

EN BREF

■ Sida : forte progression dans les régions rurales des États-Unis. - Après les grands centres urbains, c'est au tour des principales zones rurales des États-Unis d'être touchées par le sida. Selon un rapport de la Commission nationale sur le sida rendu public mardi 21 août, la progression de l'épidémie atteint dans les campagnes « des taux alarmants », facilitée par l'absence de mesures prises dans ces régions. L'an dernier, le nombre de cas de sida avait augmenté de 37 % dans les zones rurales des États-Unis,

contre 5 % dans les villes de plus de cinq cent mille habitants. - (UPI.)

■ PRÉCISION. - M. Olivier Philip, préfet de la région Ile-de-France, nous demande de préciser que, dans son « point de vue » sur l'aménagement de la région (Le Monde du 18 août), il souhaitait écrire, au sujet de la Défense : « ...il est exact que le président du conseil régional n'a pas été informé ou consulté, ce qui est mon erreur » (et non « une » erreur).

COMMUNICATION

Grève de vingt-quatre heures à la SFP

La CFDT met à nouveau en cause les situations de M^{me} Soisson et de M. Héberlé

Deux mois après la fin du conflit déclenché par l'annonce d'un lourd plan de licenciements, le personnel de la Société française de production (SFP) était à nouveau en grève, mercredi 22 août. Voté mardi à la quasi-unanimité du personnel à l'appel de la CGT et de la CFDT, le mouvement était destiné à marquer la tenue du comité d'entreprise qui devait discuter du plan de restructuration conçu par le PDG de la société, M. Jean-Pierre Hoss, et des cinq cents suppressions d'emploi. Une discussion sans doute difficile, la longue grève des mois de mai et juin derniers n'ayant abouti à aucun recul de la direction.

Une discussion rendue également plus orageuse par les révélations publiées le 15 août par le Canard enchaîné selon lesquelles l'ancien PDG d'Antenne 2, M. Jean-Claude Héberlé, et Mme Catherine Soisson, l'épouse du ministre du travail, émergeaient depuis plusieurs années au budget de la SFP sans y exercer de fonctions. « Cette affaire, qui dure en fait depuis plus longtemps que ne l'indique l'article, est loin d'être la seule », réagissait aussitôt le SUT-CFDT, annonçant que de nouveaux faits seraient révélés lors du comité d'entreprise du 22 août. Mercredi matin en effet, une déclaration était lue solennellement par les représentants de la CFDT : « Le problème de licenciements se double désormais d'un problème moral. Nous ne pouvons pas tolérer que deux personnes - M^{me} Soisson et M. Héberlé - qui, depuis des années, n'ont jamais mis les pieds dans l'entreprise, soient sur les listes de licenciements, bénéficiant

ainsi d'indemnités de licenciement et du droit aux ASSEDIC. Nous osons espérer que ces deux personnes auront la pudeur de démissionner de la SFP. Rappelons que les ASSEDIC ont été créées pour assurer un revenu de remplacement à ceux qui perdent leur emploi et non pour ceux qui bénéficient de contrats de complaisance. Quant aux dépenses induites mises à la charge de la SFP depuis 1980, nous exigeons que la totalité de celles-ci soient identifiées, chiffrées et qu'il en soit tenu compte dans le règlement final du conflit. »

A. Co.

■ Bruno Masure quitte TF1. - C'est par une lettre envoyée le 16 août à Michèle Cotta, directrice de l'information de TF1, que Bruno Masure a donné sa démission de la chaîne (nos dernières éditions du 22 août). Une décision qui met un point d'orgue au contentieux qui opposait le journaliste à la direction de la Une. Bruno Masure, qui présentait les journaux du week-end depuis septembre 1987, rêvait de partager le rôle de présentateur vedette du « 20 heures » pendant la semaine avec Patrick Poivre d'Arvor. Un désir auquel les responsables de TF1 ont toujours opposé une fin de non-recevoir. Déçu, Bruno Masure a préféré claquer la porte comme l'avait fait, cinq ans auparavant, Patrick Poivre d'Arvor qu'une semblable rivalité opposait alors sur Antenne 2 à Christine Ockrent. A TF1, on indique que Ladias de Hoyos remplacera Bruno Masure pour les journaux du week-end.

سكول من ريجول

ARTS • SPECTACLES



Le Palais de la culture et des sciences, offert par les Soviétiques à la Pologne, dans les années 50.

La géographie de l'Est retrouve peu à peu sa complexité. La Pologne des reportages, c'est à nouveau Zakopane, le « Chamonix » des Hautes-Tatras. Celle des voyageurs intellectuels, peu regardants sur les hôtels, sera celle des villes épargnées par les bombes, les reconstructions et la spéculation, et qui sont restées telles que les montrent les photos anciennes, sinon qu'elles font eau de toute part, que les plâtres des façades tombent par plaques, que les menuiseries grincent. Des villes en noir et blanc, des villes qui, malgré l'ouverture des frontières, paraissent figées dans la nuit de l'Histoire. Une nuit de cauchemars. La Pologne voudrait s'inventer un tourisme, créer des hôtels trois étoiles, montrer ses bisons, ses sourires. Il y a pourtant une forme de tourisme qu'elle possède naturellement : celle du souvenir. Terrible commerce de l'âme. Varsovie n'est que le souvenir de Varsovie, un simulacre, d'où est évacué le plus terrible des souvenirs, le ghetto. Dans le sud du pays, près de Cracovie, les camps d'Auschwitz-Birkenau, inscrits sur la liste du patrimoine mondial depuis 1979, sont désormais entretenus, réparés pour rester tels que la guerre les a légués. Quel enseignement tirer ici du souvenir ?

LIRE PAGES 12 A 14
LES SÉLECTIONS CINÉMA
MUSIQUES, ARTS

VARSOVIE, UN DEMI-SIÈCLE PLUS TARD Les simulacres de la nuit

L'AÉROPORT international de Varsovie n'a rien perdu de la gaîté qui était la sienne avant 1981. Même lumière glauque, même mobilier grisâtre et fonctionnel, même impressionnante rangée de postes de contrôle policier : une architecture manifestement conçue pour vous faire passer l'envie des voyages. Notable changement toutefois, les contrôles se sont adoucis, allégés, les douaniers se font aussi discrets que l'exige le besoin national de devises et de biens occidentaux. Un peu plus loin, sur le côté de la piste, un nouvel aéroport est en construction. Une construction à long terme, si l'on en juge les piles de béton qui émergent du sol, et qui, recouvertes de toiles de plastique, attendent à l'évidence de meilleurs jours pour continuer de croître. Coût du programme : 1 milliard de francs.

Ce n'est pas une peccadille pour un pays qui, selon une récente enquête du *Moniteur* (1), est, de tous les pays de l'Est, celui qui dépense actuellement le moins, 1 200 F par tête d'habitant et par an, et envers lequel

les investisseurs étrangers restent très hésitants. L'aéroport se trouve à quelques kilomètres à peine du centre. Un centre multipolaire, comme dans toutes les grandes capitales, avec la « vieille ville » – ce cœur de Varsovie qui n'est plus aujourd'hui que le *fac-similé* de l'ancienne cité – une ville moderne léguée par le dix-neuvième siècle, où l'on trouve, tout aussi flamboyants neufs, malgré leur allure respectable, les universités, les musées, et le centre actuel qui, avec ses hôtels internationaux, sa gare et son Palais de la culture est le lieu de résidence des étrangers de passage, de plus en plus nombreux. C'est là qu'on trouve le seul autre programme important de la ville : un centre hôtelier et commercial, qui, lui aussi, a manifestement quelque peine à sortir de terre. Mais il n'y a pas d'argent non plus pour envisager seulement la construction des 1,5 million de logements qui seraient nécessaires en Pologne, ni pour remettre en état un pourcentage élevé de logements délabrés. Les architectes vivent un chômage chronique pour la plupart d'entre

eux, que tempère pour quelques-uns la construction frénétique d'églises et, pour quelques autres, les villas des nouvelles fortunes de Varsovie – marchands enrichis par la vente de produits en RFA et autres manipulateurs plus ou moins entreprenants, avides de devises.

Varsovie, qui comptait 1,3 million d'habitants avant la guerre, n'en compte plus, en 1945, que le douzième : 162 000 exactement, dont 140 000 à Praga, sur l'autre rive de la Vistule et 22 000 réfugiés, ici ou là, parmi les ruines de la rive gauche. Sauf le quartier résidentiel de Praga, composé pour l'essentiel de demeures individuelles assez élégantes, et sauf quelques quartiers excentrés de la ville, Varsovie a volontairement, systématiquement, été anéantie par les nazis, qu'il s'agisse de bombardements et de mines ou des effets non moins ravageurs des lance-flammes. 800 000 personnes sont mortes, dont la quasi-totalité des juifs de la ville (450 000 personnes si l'on s'en tient à la population enfermée dans les 307 hectares du ghetto). 85 % des

bâtiments ont été détruits, laissant 20 millions de mètres cubes de débris à ceux qui allaient devenir les reconstructeurs d'une Pologne brisée.

C'est une entreprise considérable à laquelle vont, en effet, s'atteler les survivants de la guerre. Le premier facteur de réussite, dans la ville dévastée, sera bien sûr humain. Dès 1946, Varsovie a retrouvé 450 000 habitants et elle ne mettra que dix années pour atteindre le million, chiffre qui, depuis n'a cessé de croître pour atteindre aujourd'hui 1,8 million d'habitants environ. Pour une part, il s'agit du retour d'anciens habitants dispersés dans une Pologne plus clémente.

FRÉDÉRIC EDELMANN
(Lire la suite page 10)

(1) *Le Moniteur*, du 6 juillet 1990.

LE PATRIMOINE POLONAIS

VARSOVIE, UN DEMI-SIÈCLE
Les simulacres

(Suite de la page 9)

Mais, pour l'essentiel, il s'agit de Polonais soit déplacés à la suite de la modification des frontières, soit de gens des campagnes, au cœur et à la volonté suffisamment accrochés pour tenter si l'on peut dire fortune dans la nouvelle capitale.

L'atmosphère de la ville s'en ressent singulièrement aujourd'hui. Il règne à Varsovie une brutalité exempte de compromis, comme celle que l'on peut ressentir à New-York, doublée de la sévérité caractéristique des capitales de l'Est au sortir du communisme. Les anciens Varsoviens n'apprécient d'ailleurs que modérément cette nouvelle forme de civilité, dont ils créditent les nouveaux Varsoviens. En résumé : ne pas se risquer à traverser au vert ou en dehors des clous. Ne pas hésiter, lorsqu'on monte dans un autobus ou un tramway, à piétiner son voisin. Seules les queues devant les magasins paraissent devoir être respectées. Lorsqu'on est en voiture, un moyen infailible de distinguer les nouveaux Varsoviens des anciens est de s'arrêter pour laisser quelqu'un traverser. Si la personne manifeste un grand étonnement puis vous remercie avec force signes de tête, il s'agit, selon toute vraisemblance, d'un ancien habitant de la ville. Si au contraire elle traverse avec l'air de quelqu'un qui aurait remporté une brillante victoire, il s'agit d'un nouveau Varsovien.

PASTICHE
OU RÉALITÉ

Anciens ou nouveaux, ils auront de toute façon mis la main à la pâte pour la reconstruction de la ville. Une reconstruction qui prend, pour simplifier, deux aspects dès l'immédiate après-guerre. D'une part, il s'agit de reconstituer aussi fidèlement que possible tout ce que l'on peut de la ville ancienne. D'autre part, il s'agit d'imaginer une nouvelle cité, un nouvel urbanisme qui, malgré une extrême pénurie de moyens financiers et techniques, devra absorber les centaines de milliers de nouveaux arrivants.

La reconstitution de la ville ancienne, de celle au moins que l'histoire a léguée jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, est sans doute l'entreprise la plus spectaculaire. Brique par brique, maison par maison, quartier par quartier, la ville se reconstitue sur la foi des photographies, des gravures, des mémoires. Il y a bien quelques petites améliorations. Les sanitaires, par exemple, sont peu ou prou modernisés, la couverture des toits obéit sans doute à des techniques contemporaines. Quoi qu'il en soit, il faut, à qui n'a pas connu Varsovie avant guerre, un œil sacrément exercé pour comprendre ce qui relève du pastiche et ce qui relève de la réalité. Les touristes en général ne font d'ailleurs pas la différence. Ils sont dans l'an-



Andant pendant la guerre, la place du Marché a été reconstituée « à l'identique », comme toute la vieille ville. Un simulacre ? Pourtant, la plupart des manifestants du 3 mai 1985 étaient déjà plus jeunes que la place. Ainsi se crée le patrimoine...

cienne Varsovie. Et, dans la mesure où la visite du musée historique de la ville n'est plus une obligation rituelle des voyages de groupe, comme elle l'était sous le précédent régime, rares sont ceux qui peuvent mesurer le drame que cachent les si jolies façades de la place du Marché, vigoureusement repeintes tous les trois ou quatre ans.

Le musée d'histoire de la ville aujourd'hui est pratiquement désert malgré les milliers de touristes qui déambulent devant, parcourant les rues souriantes de cette reconstitution du centre historique. Il apporte pourtant de précieuses informations, donne corps à une histoire disparue derrière le visage nouveau de Varsovie. On y voit en particulier un documentaire sans doute un peu grandiloquent – mais on le serait à moins – sur la destruction de la ville par les nazis et sur sa reconstruction. Dans le film, comme d'ailleurs dans le reste du musée, le génocide des juifs est prati-

quement passé sous silence, à quelques « détails » près, si l'on ose encore se servir d'une telle expression.

Il faut dire que l'immense cimetière juif de la ville, sur l'avenue Okopowa – quelque 18 hectares en plein cœur de la ville – qui jouxte le cimetière catholique, semble lui-même sorti de la mémoire du peuple polonais. Une grande partie du cimetière est en passe de devenir une quasi-forêt vierge. Dans d'autres secteurs, les pierres tombales s'effondrent les unes sur les autres comme un château de cartes. Mais quelle descendance reste-t-il pour l'entretenir ?

L'endroit est magnifique, terrible, désert. On y croise parfois un couple, on pense à ce qu'ont vécu un demi-million de juifs dans cette ville qui veut oublier jusqu'à leur souvenir. On cherche vainement, parmi les orties, au pied d'un mur, les traces de la fosse commune où finissaient les morts du ghetto avant l'insurrection et la dernière horreur des camps d'ex-

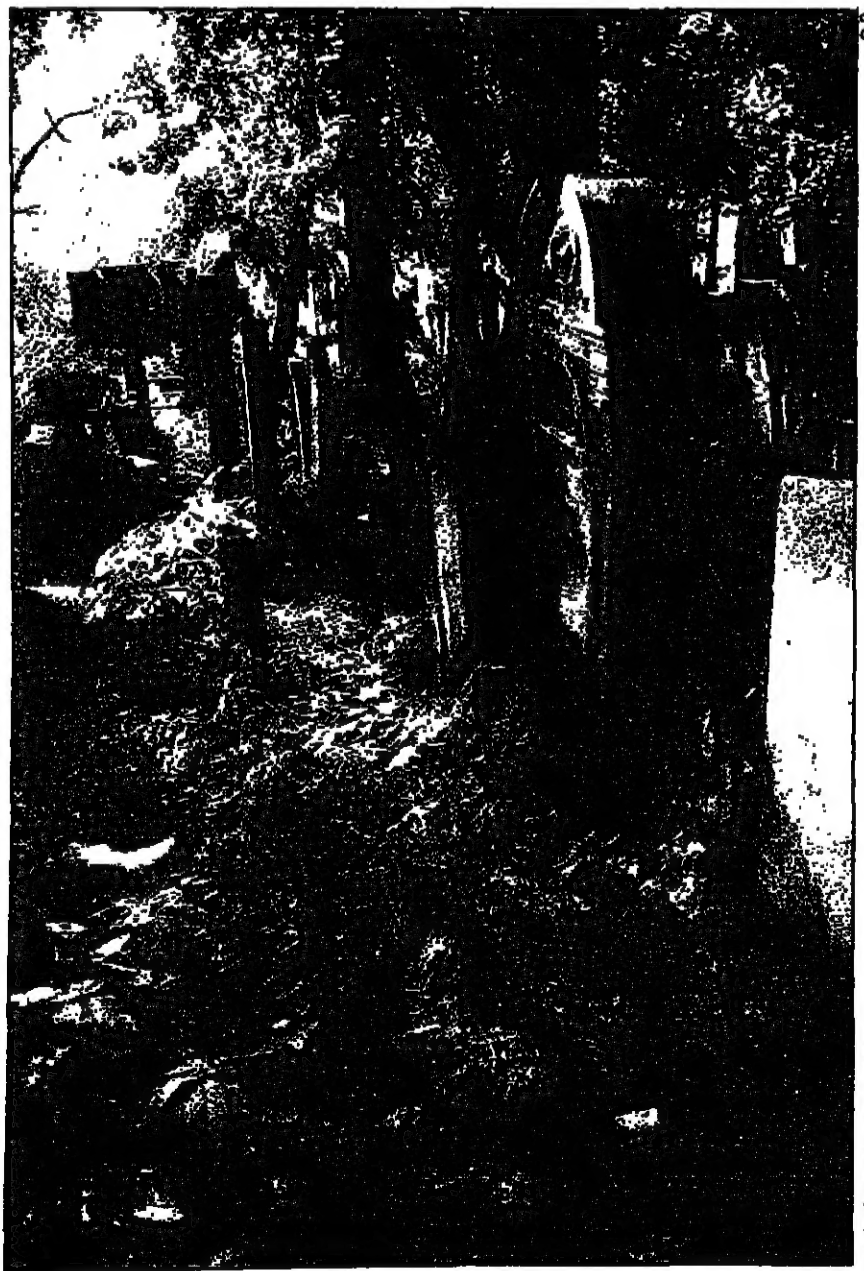
termination. On cherche aussi vainement, en sortant, les traces du quartier juif, devenu ghetto, rasé lui aussi, mais qui n'a manifestement pas bénéficié du souci polonais de reconstitution du passé, de cette formidable volonté de mémoire.

Cette volonté s'est notamment investie dans le palais royal, symbole de l'indépendance polonaise, pour la reconstruction duquel les Varsoviens ont fait de considérables sacrifices. Avant l'arrivée des Allemands, les conservateurs du château étaient parvenus à cacher tout ce qu'ils avaient pu, prévoyant le pillage. Prévoyant la volonté destructrice des mêmes, ils avaient également prélevé, dans chaque salle, des fragments de couleur, de stuc ou de décor que, avec les plans, les relevés, les archives, ils avaient déposés en lieu sûr, dans le caveau funéraire d'un château des environs. La reconstitution du palais a commencé en

DE CRACOVIE

Seules les pierres

témoignent



Le grand cimetière juif de Varsovie. Un tiers des habitants de la ville, plus de 400 000, étaient juifs. Il n'y a plus personne. Les tombes sont sans descendance.

La conservation des monuments et des sites est devenue, avec la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO, établie en 1972, la source de problèmes insoupçonnés. Un bâtiment ou une ville, reconstruits à l'identique, sont-ils des faux, des simulacres ? Ou sont-ils l'expression de la pérennité d'une culture ? Et comment, à Auschwitz, préserver la mémoire de l'horreur sans entretenir ce que l'on veut oublier ?

La Pologne, dévastée par la guerre, est devenue un véritable laboratoire du patrimoine, pour les restaurations comme pour les problèmes doctrinaires qui, sans que le public en soit toujours conscient, président au choix des monuments, des sites ou des objets à préserver, voire à reconstituer, presque *ex nihilo*, comme à Varsovie.

En 1978, la Commission du patrimoine mondial, instance dépendante de l'UNESCO – l'équivalent, à l'échelon international, de notre Commission supérieure des monuments historiques (1) – inscrivait, sur sa liste des trésors impérissables du monde, le centre historique de Cracovie ainsi que les mines de sel de Wieliczka, voisines de la ville. Un ensemble culturel, comparé, non sans exagération, à Venise ou Paris.

Cracovie a, en tout cas, conservé de son passé l'homogénéité merveilleuse de ses rues, ses monuments et, non seulement, ses monuments, mais aussi leur usure... Comme à Budapest, comme à Prague, les rues de Cracovie sont meublées d'échafaudages qui protègent les passants de l'effritement progressif des façades, de la chute

des balcons, des corniches. La Pologne, qui s'est fait une spécialité de la restauration des monuments, aurait la de quoi exercer son talent si l'argent frais pouvait venir suppléer la foi réfrigérée de ses reconstruteurs.

Même problème pour les mines de Wieliczka, pour ses cathédrales creusées dans le sel, et dans l'air sec desquelles étaient naguère encore traités les tuberculeux. Ce monument du patrimoine mondial, version « curiosité naturelle », a, en fait de sel, du plomb dans l'aile...

En 1980, le centre historique de Varsovie était à son tour inscrit sur la liste du patrimoine mondial. Un simulacre, s'indignèrent les puristes ! La perpétuation du passé et de la culture d'une nation, répliquèrent les autres qui avaient d'ailleurs comme botte secrète l'exemple des temples japonais, monuments de bois perpétuellement reconstruits, toujours les mêmes à travers les siècles, et pourtant toujours neufs. Pourquoi le respect voué au bois, à l'autre bout du monde, ne s'appliquerait-il pas aux briques qui forment la base du patrimoine polonais ?

Quel critère choisir, se demandaient les plus incertains : l'authenticité historique, la conformité visuelle, la pérennité culturelle... ? Et de rappeler le caractère incertain des travaux de Viollet-Le-Duc sur Notre-Dame de Paris ou sur Saint-Sernin de Toulouse. Varsovie, quoi qu'il en soit, appartient désormais à la fameuse liste.

C'est qu'entre-temps un problème infiniment plus complexe avait dû être résolu : la question du classement de l'ensemble des camps d'Auschwitz (2) et de Birkenau, obtenu finalement en octobre 1979. Classer l'horreur, l'indicible, protéger ce que la mémoire veut à la fois proscrire et conserver comme témoignage de l'inhumanité. Dans la plupart des autres camps, les traces de la réalité ont été effacées et des monuments symboliques leur ont été substitués, comme à Treblinka.

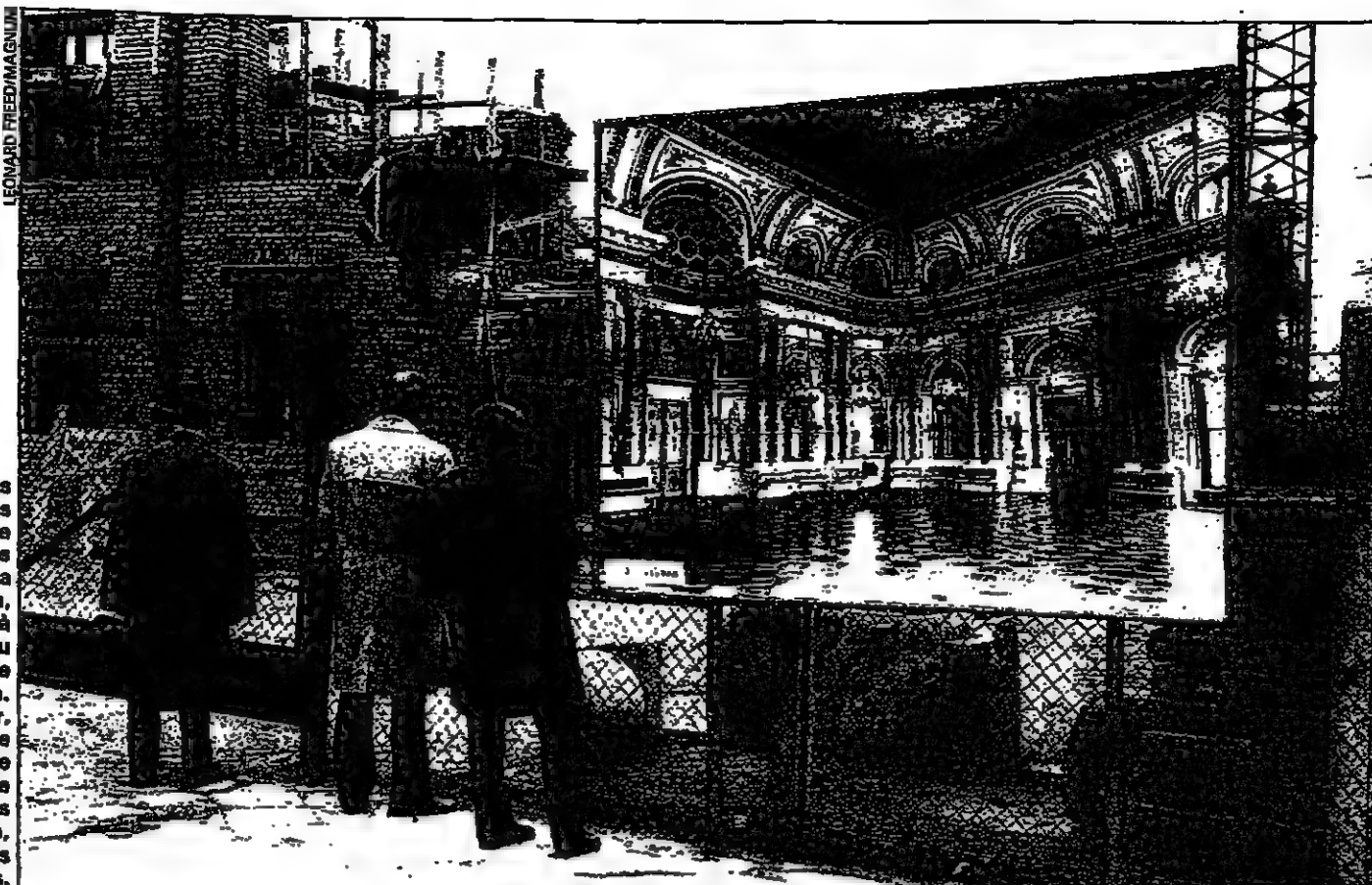
Auschwitz I, demeuré pratiquement intact et dont les bâtiments de brique ont été convertis en musée, ne posait, si l'on peut dire, qu'assez peu de problèmes de conservation. Birkenau, en revanche, avec ce qui reste encore des chambres à gaz et des crématoires, que les

هكذا من زلزل

LE PATRIMOINE POLONAIS

PLUS TARD de la nuit

Dans les années 70, les Polonais ont consenti de lourds sacrifices pour la reconstruction, toujours « à l'identique », du château royal de la capitale. Derrière le décor, se cachait une révolte silencieuse. Une réponse au Palais de la culture, offert par les amis soviétiques.



plus ou moins...) du ciment, les découpes des balcons, des fenêtres, les volumes sont honnêtement inscrits dans le registre de l'insignifiance. Quelquefois, pourtant, au détour d'une avenue, après cent, et encore cent, et cent autres immeubles semblables, on tombe sur une série plus soignée, sans doute aussi pauvre, qui sera passée par les mains d'un architecte consciencieux ou peut-être inspiré.

Tout cela, bien sûr, c'est le lot de l'été, et l'on sait que le soleil sauve souvent les pires architectures, mais si l'hiver varsovien révèle la terrible grisaille de ce paysage de ciment, il laisse à la ville l'intelligence d'un urbanisme qui, non content de la laisser respirer, a su générer des distances acceptables pour les hommes, qu'ils soient à pied, en voiture ou en tramway. Voire en chariot à cheval.

C'est plutôt lorsque l'ambition architecturale s'est trouvée dotée de moyens financiers inhabituels que Varsovie a souffert. Et c'est ce qui risque de se passer si les investissements étrangers font passer la spéculation avant la réflexion sur l'avenir de la ville. On le voit bien dans le centre moderne, autour du monumental Palais des sciences et de la culture que les Soviétiques ont offert à leurs amis polonais en 1952-1955. Déjà, on reste sceptique devant cette bête architecturale, assez monstrueuse, pur produit du gigantisme stalinien, diront les uns, tandis que les autres s'étonneront de la ressemblance de ce château-fort-gratte-ciel avec certains pâtés de l'entre-deux guerres américain. Autour, la nouvelle Pologne a commencé à construire. Les hôtels internationaux, d'une extrême banalité, une gare centrale plutôt réussie, des bâtiments de bureau qui ont toute la médiocrité de leurs modèles français, allemands ou américains.

Les nouveaux chantiers sont cependant forts rares, un ou deux au centre de Varsovie, quelques autres disséminés dans le pourtour de la ville. Mais dans l'attente hypothétique d'un boom capitaliste, les intérêts et les couteaux s'affûtent davantage que la réflexion. Les espaces libres qu'avaient pris soin d'aménager les urbanistes du lendemain de la guerre et qui, dans l'esprit de leurs concepteurs, étaient tout sauf des vides, semblent devenir pour la nouvelle municipalité de Varsovie des terrains à construire. Comme si le bois de Boulogne et le bois de Vincennes devaient être des réserves pour les promoteurs parisiens.

Pour l'instant, tout l'argent polonais disponible en Pologne va à la construction d'églises, de centaines d'églises, véritable florilège de ce qu'une architecture longtemps contenue peut donner en fait d'extravagances, d'exaltations post-modernistes et de rocailles populaires.

FREDERIC EDELMANN

1971 pour s'achever en 1977, mettant à contribution tous ces corps de métier qui, durant la même décennie tendaient à disparaître à l'ouest de l'Europe : doreurs, stucateurs, etc. La résurrection du palais royal (mais on verra plus loin que ce n'est pas le seul élément) a d'ailleurs marqué un tournant dans l'urbanisme qui entourait la gestion et la préservation du patrimoine et les notions théoriques qui leur président. L'enthousiasme ni la bonne volonté n'ont en effet véritablement rendu son âme à cette copie trop conforme pour être honnête. Les Varsoviens semblent ne pas y croire, ou peut-être préfèrent-ils se reconnaître dans le fragment de colonnade qui subsiste du palais de Saxe, place de la Victoire (Zwyciestwa), vestige non restauré qui est à la Pologne ce que le tombeau du soldat inconnu est à la France.

Varsovie, copie conforme? Certes non. Car, pour l'essentiel, et tout simplement pour loger les centaines de milliers d'habitants - serait-ce le plus sobrement qui

soit -, il a fallu faire appel au béton et à la préfabrication lourde. Varsovie, pour l'essentiel, est donc une ville neuve. On imagine une ville grise, une succession de blocs uniformes comme a su en produire le régime socialiste dans tous les pays de l'Est. C'est en partie vrai, c'est en partie faux. Au lendemain de la guerre, en effet, les ingénieurs polonais, sous la direction de Zygmunt Skibniewski, vont s'efforcer de donner à Varsovie un tracé qui corresponde aux données les plus « modernes » de l'urbanisme. Des thèses des modernes, et des aspects les moins sauvages des théories de Le Corbusier, ils retiendront l'idée d'une ville qui respire, avec de larges avenues, de vastes espaces verts.

Ainsi, dès le printemps et durant tout l'été, la ville prend un air des plus bucoliques, et donc des plus souriants pour ceux au moins qui raffolent des herbages. Partout des enfants jouent sur une herbe qui n'est ni jaune, ni rare, ni miteuse, des couples se font bronzer

sur les pelouses en plein cœur de la ville. Une formidable réussite des urbanistes polonais aura notamment été de préserver la Vistule, ses berges, les vues splendides que se renvoient la rive gauche et la rive droite. D'un côté la ville ancienne et sa haute falaise, et de l'autre côté le quartier de Praga, avec ses plages limoneuses, le long d'un fleuve où l'on ne se risque toutefois pas trop à tremper davantage que les pieds, pollution oblige. Sauf les enfants, bien sûr, grands amateurs de pédiluves sous toutes les latitudes.

La conception urbaine de Varsovie apparaît comme une réussite. L'architecture proprement dite, c'est évidemment une autre paire de manches. Des cubes gris, répétitifs, des blocs rectangulaires sur le modèle de nos HLM. En plus pauvre. Mais au fond cette pauvreté même sert l'architecture en évitant les faux-semblants qui sont les marques des grands ensembles de l'Ouest. Les murs ont la couleur franche (enfin

A AUSCHWITZ témoignent

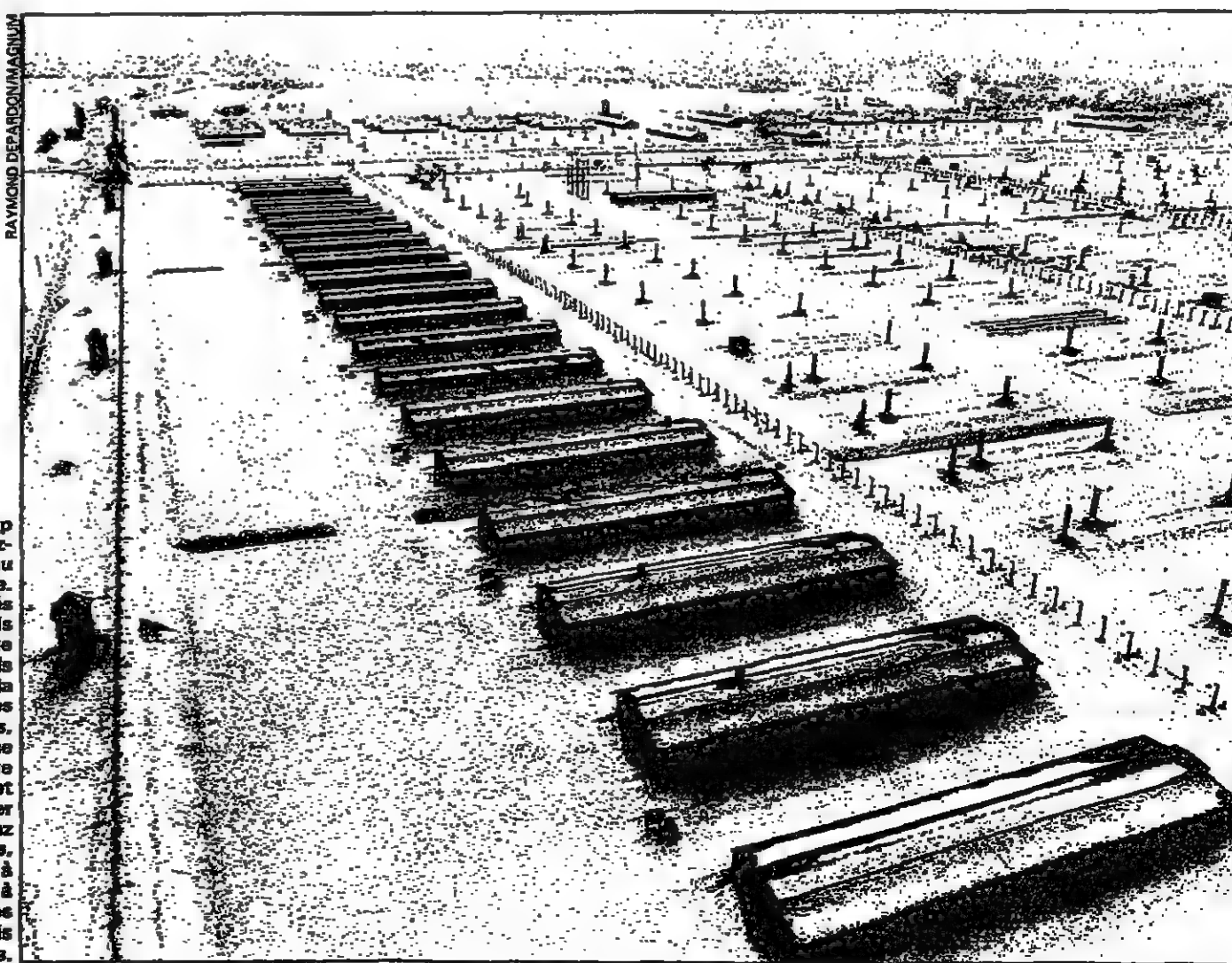
Allemands avaient fait sauter mais dont les restes sont éloquentes, Birkenau, avec ses sinistres baraquements de bois, était en train de disparaître sous l'effet du temps. Il faut à présent l'entretenir. Mais pour qui a visité le camp il y a une dizaine d'années, il est presque insupportable de voir maintenant les toitures refaites, les bois des dortoirs changés et artificiellement patinés, la paille renouvelée... Sans doute n'y a-t-il pas d'alternative, mais sans doute aussi la démonstration d'Auschwitz-Birkenau devrait-elle être repensée. Ce qui importe ici, c'est bien l'organisation du meurtre collectif, l'urbanisme du génocide, la preuve par l'organisation spatiale, et pas seulement le « pittoresque » atroce de « l'architecture », que les guides actuels, blasés, se contentent de présenter. En 1979, l'année du classement, il y avait encore parmi les guides une de ces femmes qui, prisonnières elles-mêmes du camp, avaient refusé de partir à la libération pour témoigner durant le reste de leurs jours. Elle disait une vérité qui n'était pas vraiment appréciée des autorités touristiques du camp devenu musée. Par exemple, sur l'extermination des juifs, qui continue d'être généreusement passée sous silence, sur celles des Tsiganes et des homosexuels. En 1990, elle a, nous a-t-on dit, été mise à la retraite. Comme quoi, la parole des hommes n'a pas, en 1979, été inscrite sur la liste de l'UNESCO. Seules les pierres, vraies ou fausses, doivent-elles donc témoigner?

F. E.

(1) La convention du patrimoine mondial est un système d'incitation à la préservation plutôt qu'un mécanisme de protection contraignant comme il en existe en France et dans quelques autres pays. Les pays signataires de la convention soumettent une liste de monuments culturels ou naturels qu'ils s'engagent à protéger. Dans le cas des pays démunis, l'UNESCO, selon son propre niveau de prospérité, peut financer la restauration ou la protection des monuments bénéficiant du label.

(2) Oswiecim en polonais.

Le camp d'Auschwitz-Birkenau sous la neige. Lorsque les alliés arrivèrent, ils découvrirent que les Allemands avaient brûlé la plupart des baraquements, dont ne subsistent que les cheminées, et fait sauter les chambres à gaz et crématoires, sans parvenir à les effacer tout à fait. Ces vestiges sont désormais protégés.



Seules les pier

سلا من لايلا

ARTS

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Art-Spectacles.

Albert Kahn et le Japon

L'exposition (cent quarante documents et films sélectionnés) est l'occasion de découvrir la passion du banquier et mécène pour le Japon. Mais aussi, dans la touffue parisienneté de ce merveilleux jardin de Boulogne où Albert Kahn avait juxtaposé les paysages, les arbres et les fleurs qu'il aimait.

Espace départemental Albert Kahn, 14, rue du Port et 1, rue des Abondances, Boulogne, 92100. Tél. : 46-04-52-80. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures (jusqu'au 30 septembre), de 11 heures à 18 heures (à partir du 1^{er} octobre). Jusqu'au 30 décembre, 10 F.

Les années V.I.A.

Derniers jours pour aller voir cette exposition pour les uns ambitieuse, pour les autres prétentieuse et dont le titre, derrière les initiales V.I.A., cache l'idée d'une « Valorisation de l'innovation dans l'ameublement ». En plus simple, il s'agit de la création de mobilier au cours de la dernière décennie. L'effet mode est naturellement plus digeste au Musée des arts de la mode, logé à la même enseigne, et qui, avec son exposition actuelle consacrée au « Théâtre de la mode », fait revivre un joli moment d'après-guerre.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 26 août, 20 F.

Musée des arts de la mode, pavillon de l'Orangerie, 109, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 9 septembre, 25 F.

Les concours d'architecture publique

Un vaste panorama, à la signification incertaine, des effets de la commande publique et des concours sur l'architecture contemporaine. Foisonnante, touchée-à-tout, l'exposition ne prend pas parti, ce qui laisse au visiteur la difficile tâche de faire son choix, d'exercer son jugement. On perçoit bien ici combien l'architecture est devenue un phénomène de mode.

Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 heures, mercredi jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 4 novembre, 25 F.

Centre Georges Pompidou, forum, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 août.

Paris d'hospitalité

Depuis quelques années, la politique architecturale de l'Assistance publique de Paris a considérablement évolué. Diversité des approches en fonction des spécialités (Charles-Foix à Ivry pour les personnes âgées), recherche de talents (Riboulet, Ciriani, etc.) capables de donner une nouvelle et forte expression à un univers qui semblait s'enliser. Il n'y a pas que des réussites, mais la reconversion de l'AP est en bonne voie.

Pavillon de l'Armenie, 2^e étage mezzanine Sud et Nord, 21, boulevard Mortier, Paris 4^e. Tél. : 42-78-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 septembre.

Patrimoine roumain

Les journaux l'avaient raconté, les photographes et les télévisions en avaient rapporté des témoignages fragmentaires. Voici le détail de ce qu'a subi Bucarest sous le régime Ceausescu. Mais l'exposition ne s'arrête pas au martyre de la capitale roumaine, elle nous convie à parcourir un des pays au patrimoine le mieux préservé malgré ses vicissitudes politiques, en particulier le patrimoine rural.

Calais nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4^e. Tél. : 42-74-22-22. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 septembre.

Un choix d'art minimal dans la collection Panza

Remodelant les trois étages du musée, des installations et des environnements de Carl Andre, Dan Flavin, Sol LeWitt, Robert Morris, Bruce Nauman, Richard Nonas, James Turrell et Lawrence Weiner. Soit un très grand ensemble d'art minimal, du plus immatériel au plus plastique.

Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 heures, mercredi jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 4 novembre, 25 F.



Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Angers

Bernard Moninot

Un dessinateur raffiné, qui travaille sur le noir, le blanc, la transparence et les reflets, et qui aime fixer sur verre ses poussières de graphite et ses lavis d'encre de Chine, routes à rayons, ondes, spirales, et autres constructions spatiales autrement plus complexes que les vitrines et les serres de ses débuts, il y a vingt ans.

Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée, 43100. Tél. : 41-88-64-65. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 septembre, 5 F.

Arles

Alechin

Lorsqu'un peintre du Nord émigre vers le Sud, ce n'est pas forcément pour brasser la couleur du ciel. A preuve Alechin, qui, lors de ses séjours arlésiens, s'est employé à relever à même la rue, les plaques d'égoût, ces autres bouches du Rhône. Pour avoir un aperçu complet des allers et venues de l'artiste dans le Midi, il faut d'Arles, ou d'ailleurs, faire un saut à Albis, où le Musée PAB présente les fruits de sa collaboration avec l'éditeur cévenol.

Musée Réattu, 10, rue du Grand-Prieuré, 13200. Tél. : 90-49-57-58. Jusqu'au 30 septembre.

Biron

Henri Laurens

Où la sagesse, la mesure, la perfection d'une sculpture claire, qui a mûri au fil des décennies, gagné en souplesse, en rondeurs suggérées par le corps de la femme, mais non perdu de sa rigueur. Une rigueur tout droit venue du temps du cubisme, dont Henri Laurens fut l'un des plus dignes représentants. Une importante rétrospective.

Château de Biron, 24540. Tél. : 53-22-62-01. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de

14 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 septembre, 22 F.

Cen

Les vanités dans la peinture dix-septième siècle

Un Musée des beaux-arts de Cen, on aime explorer la peinture du dix-septième siècle, en éclairer les images, montrer les sens cachés. Bref, s'occuper d'icologie, par exemple de l'allégorie de la Chanté ou de la symbolique des fleurs. Ou encore, comme cette fois, présenter les tableaux de vanités.

Musée des beaux-arts, Le Château, 14000. Tél. : 31-85-28-63. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre, 6 F.

Céret

Joan Brossa

Le Musée d'Art Moderne de Céret et le Musée de Collioure ont pris l'habitude de coproduire une exposition d'été. Elle est consacrée cette fois à l'œuvre de l'espagnol Joan Brossa, dont les activités multiples de poète, dramaturge et artiste conceptuel sont mal connues en France.

Musée d'Art Moderne de Céret, 4, rue Joseph-Parny, 66400. Tél. : 68-87-27-76. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Clermont-Ferrand

Les secrets d'une cathédrale

Une exposition sur la cathédrale de Strasbourg nous a montré voici quelques mois que les bâtisseurs du Moyen Âge étaient pas si anonymes que ça. Voici les secrets de Notre-Dame de Clermont-Ferrand. La présentation est peut-être moins portée sur l'édification, que sur la compréhension du processus de construction. En tout cas, petits et grands y trouveront leur compte. Surtout le samedi où un tailleur de pierre vient remplir son office.

Cathédrale Notre-Dame,

63000. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 13 septembre, 15 F.

Colmar

Collages, collections des musées de province

Une bonne idée du Musée d'Unterlinden, qui vient de réaménager sa section d'art moderne. Au programme : cent pièces choisies dans les collections des musées de province et mille morceaux rapprochés à toutes sortes de fins depuis les papiers collés des cubistes, jusqu'aux œuvres des artistes d'Art Povera.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 septembre, 22 F.

Les

Sables-d'Olonne

Georg Baselitz

« Image », ou la figure humaine dans l'œuvre du peintre allemand Georg Baselitz, depuis 1965. Qui en a fait son cheval de bataille de la différence (par rapport à l'abstraction ambiante, au temps de sa formation, dans les années 50), et le lieu d'un « expressionnisme formel ».

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100. Tél. : 81-32-01-16. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 16 septembre.

L'Isle-sur-la-Sorgue

Gaston Chassaac

Voir notre photo légendée ci-dessus.

Camprond, 20, rue du Docteur-Tallet, 84800. Tél. : 90-38-17-41. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 21 octobre, 25 F.

Melle

L'été roman

Où comment révéler les secrets de l'architecture romane de la petite ville tout en roudant de Melle grâce à l'art contemporain? A Saint-Hilaire, le MH-Tronic, grosse

« Dans nos campagnes désertées, rien n'interrompt la méditation si nécessaire avant toute création artistique, et nous ne recevons que de biens faibles échos de ce qu'on peint dans les cités prestigieuses. N'ayant nul besoin de la palette des autres, oubliant l'univers et travaillant sans autre souci que de progresser de façon continue jusqu'à notre mort, des nouveautés apparaissent, il n'y a qu'à ramasser. » (Gaston Chassaac, 1946, Exposition à l'Isle-sur-la-Sorgue.)

boîte à musique, permet une visite en musique. Jean-Paul Albinet a installé ses vitraux de publicité à Saint-Savinien. Christina Kubisch révèle quant à elle l'église de Saint-Pierre, en la plongeant dans une obscurité animale. Un étrange voyage.

Mirmande

Guy Marandot

De l'église Sainte-Foix à Mirmande, l'un des plus beaux villages médiévaux de la Drôme, où est exposé Guy Marandot, on découvre la beauté si fragile et altérable de la vallée du Rhône et au-delà, comme une immense muraille, les contreforts de

l'Ardèche. C'est donc l'occasion d'associer peinture, patrimoine, nature et écologie... en attendant le TGV.

Eglise Sainte-Foix, 26270. Tous les jours de 15 heures à 20 heures, samedi et dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 et de 15 heures à 20 heures. Jusqu'au 26 août.

Montauban

Gerard Thoo-Cornail

Cent deux œuvres tirées de plus de vingt séries, pour suivre le cheminement très personnel de l'artiste. Depuis les dessins minutieux de tisserands autour de bâtons de 1975, jusqu'aux grandes peintures déjouantes des intérieurs et des Extraits et fragments des saisons de 1988-1990.

Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville, 82000. Tél. : 63-20-11-52. Tous les jours de 9 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. A partir du 1^{er} septembre, tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 septembre, 12 F.

Morlaix

Jean Grenier

Un hommage à Jean Grenier (1898-1971), critique d'art, philosophe, écrivain, ami de Paulhan, Max Jacob, Guillemin, Camus et de beaucoup d'autres. A travers ses écrits et un vaste choix d'œuvres des peintres dont il a parlé, en particulier les non-figuratifs dont il a aimé la quête.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29000. Tél. : 98-88-66-68. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 octobre, 20 F.

Nantes

Howard Hodgkin

Accrochés dans le patio blanc du musée, les précieux tableaux d'un Anglais d'aujourd'hui, que tout, dans l'exercice de la peinture, fascine : cadre, espace, motif, couleurs et coups de brosse. Et qui le dit à sa façon, très persévérante.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 19 septembre.

Nîmes

Nicola de Maria

En une cinquantaine d'œuvres, l'italien, depuis 1975, du plus peintre des peintres ayant appartenu à la Transavanguardia italienne, bien calquée depuis quelque temps. Et dont il s'est tout naturellement démarqué, préférant exacerber les couleurs et la lumière plutôt que les images.

Musée des beaux-arts, rue Cistade, 30033. Tél. : 66-76-73-47. Tous les jours de 9 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 30 septembre.

Oiron

La guerre de Troie n'aura pas lieu

Pour la deuxième année consécutive, le beau château d'Oiron accueille des œuvres du Fonds national d'art contemporain (de Richard Baqué à Jeff Wall, en passant par Daniel Buren, Toni Grand, Richard Long...). Quant au titre de l'exposition, c'est une façon de rappeler l'existence, à Oiron, de l'exceptionnelle décoration maniériste traitant de la guerre de Troie. Tout en confirmant qu'il ne saurait être question d'instaurer des rapports d'hostilité entre l'art contemporain et l'art ancien.

Château d'Oiron, 79100. Tél. : 49-96-57-42. Tous les jours de 10 heures à 19 heures jusqu'au 31 août, de 10 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Jusqu'au 31 octobre, 16 F.

Rochechouart

Christian Boltanski, Annette Messager

Une exposition à deux qui a pour titre « Contes d'été », et dont le fil conducteur est le lieu même du musée, le château de Rochechouart. Cela ne peut qu'aller comme un gant à ces deux artistes, faiseurs de rêves ou de cauchemars. Leurs images sont pleines de réminiscences de souvenirs d'enfance, de fantasmes, comme un vieux château.

Musée départemental, Château, 87800. Tél. : 55-45-10-16. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à

12 heures et de 14 heures à 19 heures. A partir du 1^{er} septembre, tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre, 8 F.

Saint-Paul-de-Vence

Joan Miro

Une très grande rétrospective faite d'œuvres majeures venues de partout, qui prend Miro à ses racines terriennes et catalanes, le montre au mieux de sa forme, crevant le plancher des étoiles, plongeant sans fil dans le bleu, le vide, l'infini et la nuit, tarabustant les monstres de ses pensées sauvages, pour en tirer des formes et des couleurs inénarrables.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-53. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 octobre.

Strasbourg

Charles Filiger

On connaît encore mal l'œuvre de ce symboliste épris d'absolu, qui fut l'un des voisins de palier de Gauguin au Pouldu, peignant avec conviction des scènes religieuses dans des paysages bretons, opta pour le cloisonnisme, s'enferma, après 1900, dans la solitude et le mysticisme.

Musée d'Art Moderne, ancienne boucherie, 5, place du Château, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 septembre.

Tenley

Picasso

Têtes de femmes triangulaires ou lunatiques peintes vers 1940, portraits d'hommes célèbres dessinés à l'emporte-pièce, eaux-fortes enfin : celles particulièrement réjouissantes de la série (complète) des Dégas dans la maison Teller. Centre d'art contemporain du château de Tenley, 89430. Tél. : 86-78-76-33. Tous les jours de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre, 10 F.

Toulon

Vienne aujourd'hui

Le Musée de Toulon a entrepris de faire le tour des capitales européennes pour en présenter l'art d'aujourd'hui. Après Berlin et Lisbonne, c'est le tour de Vienne, dont les plasticiens sont d'ailleurs assez mal connus en France. A l'exception d'Arnulf Rainer. L'héritier le plus direct de Schiele et de Kokoschka.

Musée de Toulon, 113, boulevard du Général-Leclerc, 83000. Tél. : 84-93-15-54. Tous les jours de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Toulouse

Antonio Saura

C'est la première exposition d'envergure, en France, consacrée à Antonio Saura, l'une des figures majeures de la peinture contemporaine espagnole. Elle est conçue autour de quatre thèmes qui reviennent constamment dans l'œuvre de l'artiste : les femmes, les crucifixes, les portraits imaginaires de Goya, les foules.

Musée d'Art Moderne et Contemporain, 83, rue Pargaménès, 31000. Tél. : 61-21-34-50. Tous les jours sauf mardi et dimanche matin de 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 23 septembre, 10 F.

Valence

Mark di Suvero

En attendant le renouveau urbain que devrait permettre le détournement de l'autoroute qui coupe la ville du Rhône, Valence a livré ses places, ses rues, son musée, au sculpteur américain Mark di Suvero, un maître dans l'art d'articuler, suspendre, tendre des poutrelles d'acier dans l'espace, avec force, mais sans agressivité.

Espace urbain de Valence, Musée, médiathèque, CRAG, 26000. Tous les jours de 14 heures à 18 heures, mercredi, samedi, dimanche de 9 heures à 12 heures. Jusqu'au 31 août.

La sélection « Arts » a été établie par : Genevieve Brevette et Frédéric Edelman. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

Galerie Art 4

César à la Défense

15 PLACE DE LA DÉFENSE, LA DÉFENSE 92 40 15 95

MUSIQUES

SÉLECTION
PARIS

Samedi 25 août

Bach

Sonate pour violoncelle
et piano n° 3

Beethoven

Sonate pour violoncelle
et piano n° 3

Brahms

Sonate pour violoncelle
et piano n° 2Etienné Pédard (violoncelle),
Jean-Claude Henriot (piano).

Ex-violoncelle solo à l'Orchestre de Paris, Etienné Pédard a quitté cet ensemble, il y a quelques mois. Nous avons gardé le souvenir d'une remarquable exécution du *Don Quichotte*, de Richard Strauss, sous la direction de Daniel Barenboim. Remarquable avant tout par la justesse d'intonation de ce violoncelle, l'élégance de son archet, l'absence de pose d'un musicien qui ne cherche pas à se hausser du col. Un ensemble de qualités qui collent au programme qu'il a choisi de donner au Festival de l'Orangerie de Sceaux.

Sceaux, Orangerie, 17 h 30. Tél. : 46-83-12-13.

D'Anglebert

Suite pour clavier en sol mineur

Suite pour clavier d'après Gauthier et Méanageot

Suite pour clavier d'après Jean-Baptiste Lully

Olivier Beaumont (clavier).

Après Rameau, dont il a enregistré l'intégrale de l'œuvre pour clavier (trois disques-compact Adda) et avant Couperin, qu'il va mettre en boîte pour Erato, Olivier Beaumont retrouve Jean-Henri d'Anglebert (1633-1691) qui fut le compositeur qu'il enregistra en premier (REM). Beaumont est un de ces musiciens baroques de la nouvelle génération. Il campe, certes, sur quelques certitudes, mais il n'en dédaigne pas pour autant les interprètes qui s'aventurent dans des répertoires qui ne sont pas faits pour leur instrument. Il n'est pas du genre à reprocher à Richier de jouer Bach ou Mozart au piano moderne, puisque le résultat musical est irréfutabile, en accord avec les moyens techniques mis en œuvre. Et puis, son univers musical déborde largement les œuvres qui sont son pain quotidien. Cela s'entend.

Versailles, Chapelle royale du château, 17 h 30. Tél. : 39-48-45-24, 40 F.

Dimanche 26

Beethoven

Sonate pour piano n° 30

Haydn

Sonate pour piano n° XVI 50

Schubert

Sonate pour piano en la mineur D 959

Laurent Cabasso (piano).

Soutenue par deux disques fêtés par la critique, plébiscités par le public de France-Musique (qui a élu ce jeune pianiste musicien de l'année), la carrière de Laurent Cabasso s'affirme de mois en mois. Ce dimanche après-midi, il a choisi Haydn, Schubert et Beethoven. De Beethoven, la sonate op. 109, une des dernières œuvres pour piano du « Grand Mogol », une de ses sonates les plus calmes, une des plus insaisissables en ce qu'elle associe des formes très anciennes (la fugue, la fantaisie), à un climat finalement assez proche de certaines œuvres crépusculaires de Schumann. De Schubert, la grande la majeure, l'avant-dernière des sonates écrites par le compositeur, quelques semaines avant sa mort. Une œuvre qu'il ne faudrait écou-

ter que seul, les rideaux tirés. Cabasso la jouera en pleine lumière, devant une salle comble. Mais, dans ses bons jours, ce musicien peut vous donner l'illusion qu'il joue pour vous seul.

Sceaux, Orangerie, 17 h 30. Tél. : 46-83-12-13.

Lundi 27

Franck

Prélude, aria et finale

Sept mélodies

Ropartz

Quatre poèmes d'après l'« Intermezzo » de Hahn

Duparc

Sept mélodies

Ludovic de Saz (baryton), Dominique Cornil (piano).

Vers la fin de sa vie, César Franck se décide à composer deux grandes œuvres pour piano afin de renouveler un répertoire mis à mal par les grands compositeurs virtuoses des années passées. Son travail, ses exigences donneront deux œuvres fortes, *Prélude, aria et finale* et *Prélude, choral et fugue*, deux œuvres qui n'ont pas quitté le répertoire, même si elles sont moins jouées aujourd'hui qu'entre les deux guerres.

Guy Ropartz, lui, a quasiment déserté les salles de concert, on ne donne plus ses symphonies, les pianistes ne jouent plus sa musique, les chanteurs ne chantent plus ses mélodies.

Henri Duparc vécit, lui, son martyre de son vivant. Il n'eut le temps de laisser qu'un petit nombre d'œuvres (parmi lesquelles une sonate pour violoncelle et piano, une pièce d'orchestre et dix-huit mélodies) avant de cesser de composer, en proie à une névrose (encore qu'il serait intéressant d'enquêter sur le tarissement brutal de son inspiration) qui l'empêcha de composer pendant les cinquante dernières années de sa vie. Toujours est-il que ses mélodies n'ont jamais été laissées de côté par les interprètes et qu'aujourd'hui compositeur français n'aura su fusionner comme lui le texte et la musique. A part Francis Poulenc, bien sûr, et le Sauguet de *L'oiseau à la tour*.

Auditorium des Halles, 20 h 30. Tél. : 48-04-88-01. Location FNAC. De 65 F à 95 F.

Mardi 28

Van Soldt

Clavierbuch, extraits

Andriessen

Fantasia quinta

Bostyn

Suite pour clavier n° 5

Sweetinck

Parva lachrima

Bello del Granduca

Fantasia chromatica

A. Van Noordt

Fantasia 2

S. Van Noordt

Sonata a clavicembalo solo

Reincken

Sonate en la mineur, arrangement de Bach

Bob Van Asperen (clavier) des Pays-Bas.

Originaire lui-même des Pays-Bas Bob Van Asperen a tenu à consacrer tout le programme de son récital à des œuvres de compositeurs hier encore inconnus du public et

révélés à lui par la révolution baroque et la remise à l'honneur du clavier.

Auditorium des Halles, 20 h 30. Tél. : 48-04-88-01. Location FNAC. De 65 F à 95 F.

RÉGIONS

Festival d'Alx-en-Provence

Du 26 au 30 août, 20 h 30, Théâtre de l'Archevêché, intégrale des symphonies de Beethoven, avec Venceslava Hrube-Freiburger (soprano), Rosemarie Lang (mezzo-soprano), Joachim Helms (ténor), Hermann Christian Polster (basse), le Chœur de la Radio de Leipzig, Karl Suske (violin), l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, Kurt Masur (direction).

Le 26, *Symphonie n° 1, Concerto pour violon et orchestre*.Le 27, *Symphonies n° 2 et n° 3 « Héroïque »*.Le 28, *Symphonies n° 4 et n° 5*.Le 29, *Symphonies n° 6 « Pastorale » et n° 7 « Apothéose de la danse »*.Le 30, *Symphonies n° 8 et n° 9 « Ode à la joie »*.

Théâtre de l'Archevêché, 13100 Alx-en-Provence. Tél. : 42-21-42-11 et 42-23-11-20. De 80 F à 280 F.

Festival de La Chaise-Dieu

Le 23, la *Création*, de Haydn : Audrey Michael (ténor), Gilles Ragon (basse), la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, Chœur régional du Nord-Pas-de-Calais, Jean-Claude Malgoire (direction). 21 h 15, abbatiale.Le 24, *Symphonie n° 92 « Oxford »*, de Haydn : Suite d'orchestre de Don Juan, de Gluck; Concerto pour piano et orchestre n° 9 « Jeune-homme », de Mozart : Andreas Staler (piano-forte), Concerto Köln, Frans Brüggen (direction). 21 h 15, abbatiale.

Le 25, sonates et cantates, de Montéclair, Scarlatti, Corelli, Couperin : Sophie Boulon (soprano), le Concert royal, 16 heures, Salle Caiffa.

Le 26, *Requiem*, d'Eychenne : Adagietto, de la Cinquième Symphonie, de Mahler : *Rhapsodie pour contralto, chœur d'hommes et orchestre*, de Brahms : Jacqueline Mayeur (mezzo-soprano), Orchestre symphonique Pro Arte de Paris, Chorale Marc Antoine-Charpentier, Daniel Sürin (direction). 21 h 15, abbatiale.

Le 27, Suite pour orchestre n° 3, Concerto pour deux claviers BWV 1061, Magnificat, de Bach : Nicole Afria, Roumiana Athanasova (pianos), Orchestre de chambre de Silésie, Annick Minck (direction). 21 h 15, abbatiale.

Le 28, *Vêpres d'un confesseur*, Symphonie n° 40 : Orchestre de chambre de Silésie, Karol Stryja (direction). 21 h 15, abbatiale.

Bureau du Festival, 12, boulevard Philippe-Jourde, B. P. 150, 43004 La Chaise-Dieu. Tél. : 71-09-48-28. De 50 F à 90 F.

Festival de Saint-Bertrand-de-Comminges

Le 24, *Préludes et fugues pour orgue BWV 544, 543, 547, 548, Choral pour orgue BWV 645 et 650, Variations canoniques sur « Von Himmel hoch » BWV 769*, de Bach : Jean-Patrice Brosse (orgue). 21 h 30, cathédrale.

Mairie, 35510, Saint-Bertrand-de-Comminges. Tél. : 81-89-32-00. De 40 F à 200 F.

JAZZ

Paris

Philippe Petit

Le guitariste des guitaristes, Philippe Petit, dans le droit fil des grands improvisateurs du jazz avec une touche très personnelle; un bassiste très bien armé pour jouer dans le style (Philippe Lacarrière), sérieux, délicat, léger. Le duo de cette fin de mois d'août.

Du 27 au 30, à 22 heures, au Bar du Passeur, Tél. : 40-25-50-98.

Patrice Caratini et Alain Jean-Marie

Le duo de ces musiciens (Caratini, bassiste, et Alain Jean-Marie, pianiste) a tout pour convaincre : la musicalité, la technique et l'invention. Pour se faire une autre idée du jazz, qui reste pourtant parfaitement dans la note.

Les 24 et 25, à 22 heures, au Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune 75001. Tél. : 42-36-01-36.

Cluny

Didier Lavallat

Bassiste, compositeur, professeur, Didier Lavallat est le maître d'œuvre, depuis quatre ans, des Rencontres de jazz contemporain de Cluny. Au programme, son Swing Strings System (le 24) et le Blues du Nord (récital Jacques Mahieux, le 25), des ateliers et une tournée générale des bourgeois.

Les 24 et 25 à Cluny. Tél. : 85-59-10-25.

ROCK

Grande-Bretagne

Festival de Reading

Poursuivant la cure de rajeunissement de cette institution presque trentenaire du rock britannique, les organisateurs du festival proposent un programme transatlantique.

Le vendredi, The Cramps, vieille tribu psychobilly qui a connu un regain de verdure cette année, l'Australien polygraphe (romancier, scénariste, acteur, chanteur) Nick Cave et Faith No More, Mudhoney, James Addition, Megacity 4, An Emotional Fish.

Le samedi sera placé sous le haut patronage - psychédélique et manécanien (de Manchester) - des Inspiral Carpets, accompagnés des austères Wedding Present, des Buzz-locks miraculeusement ressuscités, des Helvetes Young Gods, de Wire et de bien d'autres encore.

Enfin le dimanche, loin de se reposer, le public sera convié à s'abîmer aux accents vigoureux des Pixies de Boston, du rap extrême de Tackhead et du rock de leurs amis et connaissances de Living Colour.

Pendant tout le festival, une petite scène accueillera des groupes aussi divers que les folleux radicaux de l'Oyster Band ou les néo-romantiques du Band of Holy Joy.

Voir notre photo légendaire ci-contre.

Les 24, 25 et 26 août à Reading, à 60 kilomètres à l'ouest de Londres. Accès routier : autoroute M4 ; ferroviaire : à partir de Pangloss Garden, terrain de camping, 35 livres sterling pour les trois jours. Tél. : 19-44-81-963-07577.

La sélection

« Musiques » a été établie par :

Alain Lompech

« Jazz » :

Francis Marmande

« Rock » :

Thomas Soffel

Pixies,
Bostoniens en Europe

Bande de Bostoniens bizarres, les Pixies vont connaître une première consécration européenne en concluant l'édition 90 du Festival de Reading. L'an passé, la sortie de *Doolittle*, leur troisième album, les avait tirés de l'obscurité.

La violence extrême de l'instrumentation est façonnée par le charme intelligent, un peu dérangé, des compositions. Les amateurs de siam-

dance (ceux qui montent sur scène pour se jeter dans le public pendant les concerts) et les collectionneurs d'originaux américains (en l'occurrence, le chanteur et auteur Black Francis) se sont retrouvés autour des Pixies.

Le groupe sera en France à la fin du mois de septembre, en attendant on peut écouter *Bossa Nova*, leur nouvel album (4AD/Virgin).

VOTRE TABLE
CE SOIR

« Ambiance musicale » Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

L'ALSACE AUX HALLES

16, rue Coquillière, 1^{er} 42-36-74-24

LA VILLA CRÉOLE - OPÉRA

19, rue d'Antia, 2^e 47-42-64-92

TY COZ

35, r. St-Georges, 9^e 48-78-42-95/34-61

AU PETIT RICHE

25, rue Le Palatier, 9^e 47-70-68-68/47-70-66-50

RIVE GAUCHE

LE MAHARAJAH

43-54-26-07 96 de la gastro. indienne

RESTAURANT THOUMEUX

47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7^e

DE NUIT COMME DE JOUR

Choucroute, poissons, fêta gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1^{er} étage.

MEILLEURE TABLE CRÉOLE

dans un cadre raffiné. RECOMMANDÉE PAR LE BOTTIN GOURMAND, PIANO le soir ENV. 220 F. A midi 110 F. SC. F. sam. midi et DIM.

OUVERT TOUT L'ÉTÉ avec ARRIVAGE JOURNALIER de POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, FRUITS DE MER. CARTE 300 F LE SOIR « Menu de la Mer » 130 F TTC. Jeq. 22 h 30.

MENU GOURMAND à 180 F, vin compris, et sa carte traditionnelle. Décor 1880. Salons particuliers. Service assuré jusqu'à 22 h 30. Parking Drouot.

DÉCOUVREZ L'INDE...

72, bd Saint-Germain, 5^e - M^e Mambert, 7 j sur 7, NON-STOP de 12 heures à 23 h 30, ven., sam., accueil jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX, CLIMAT.

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUS LES JOURS, SALONS CLIMATISÉS.

Chaise-Dieu

REPRODUCTION AVEC

LA FONDATION CREDIT LYONNAIS

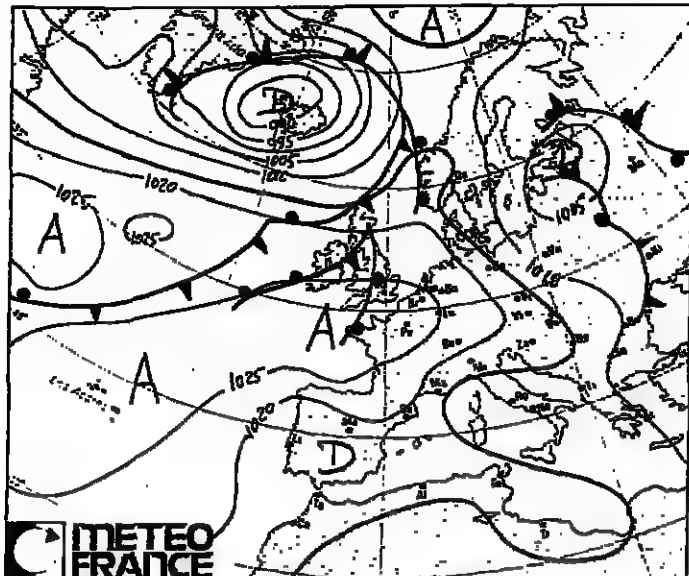
XXIV^e FESTIVAL
DE MUSIQUE
DU 23 AOUT AU
3 SEPTEMBRE 1990

مركز لادبيل

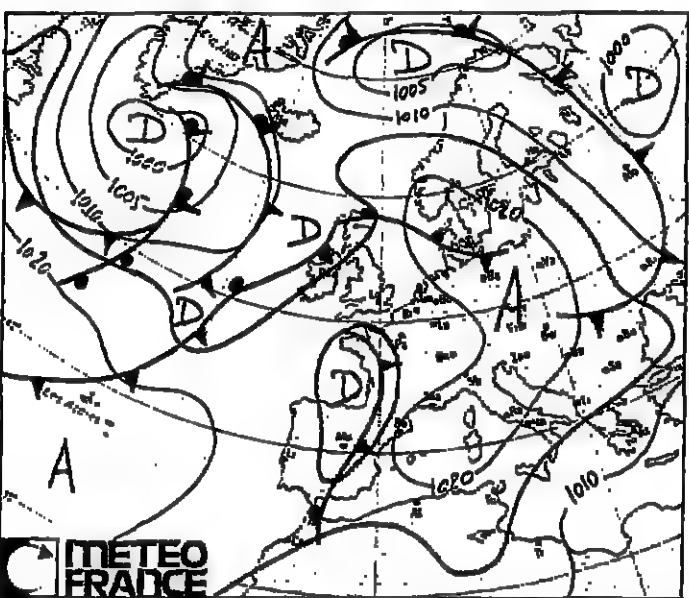
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22 AOÛT 1990 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 24 AOÛT À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 22 août à 0 heure et le jeudi 23 août à 24 heures.

L'anticyclone des Açores maintiendra encore et toujours la France à l'écart des systèmes pluvieux.

Cependant, une petite perturbation orageuse, actuellement située sur le Portugal, commencera à remonter vers le golfe de Gascogne, et apportera quelques orages isolés sur le Sud-Ouest.

MERCREDI : chaud et ensoleillé. Tendances orageuses sur le Sud-Ouest.

Sur les régions voisines de la Manche, ainsi que sur la Flandre et les Ardennes, quelques brumes ou nuages bas viendront parfois masquer le soleil en début de journée, puis le soleil prendra le dessus.

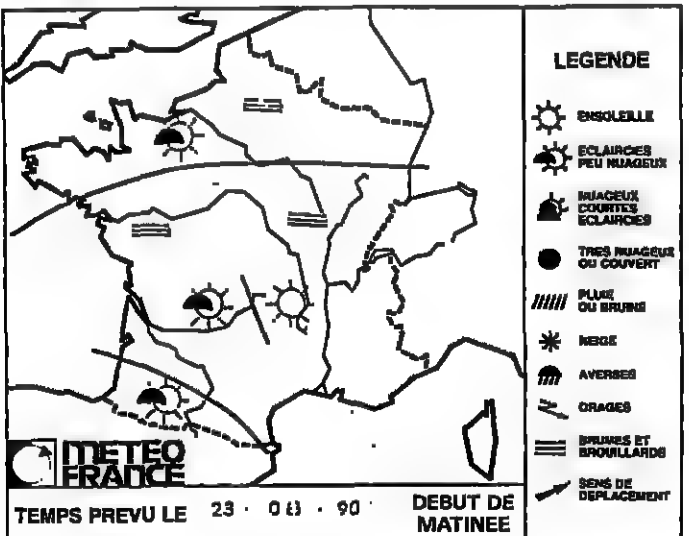
En Bretagne, sur les Pays de la Loire, le Poitou-Charentes, et dans le Sud-Ouest au nord de la Garonne, la journée sera chaude et ensoleillée ; toutefois, au cours de l'après-midi, des bancs de nuages élevés viendront voiler le soleil.

Sur le Sud-Ouest au sud de la Garonne, les bancs de nuages élevés présents dès le matin deviendront menaçants l'après-midi ; un orage isolé pourra alors éclater.

Sur tout le reste du pays, ce sera encore une belle journée d'été, avec simplement quelques nuages sur le relief des Alpes et de Corse, et quelques nuages bas le matin sur la Roussillon.

Les températures seront en hausse générale : les minimales seront comprises entre 11 et 15 degrés sur la moitié nord, entre 14 et 18 degrés sur la moitié sud en général, jusqu'à 20 degrés sur la littoral méditerranéen ; les maximales seront voisines de 22 degrés près de la Manche, comprises entre 25 et 28 degrés au nord de la Loire, et entre 29 et 33 degrés au sud, pouvant même atteindre 35 degrés dans le Sud-Ouest.

Le vent soufflera modérément de l'est sur la moitié nord, tandis que sur la moitié sud il sera de sud ou sud-est, modéré également.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 21-8-90 à 6 heures TU et le 22-8-90 à 6 heures TU

N° 21-24-25-26-27-28-29-30-31										N° 1-2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
FRANCE										ÉTRANGER																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
AIACCO	28	17	D	D	D	D	D	D	D	TOURS	25	11	D	D	D	LOS ANGELES	25	17	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D

BILLET

Inquiétudes paysannes

Les mesures de soutien aux agriculteurs annoncées le 21 août par le ministre M. Henri Nallet (lire également page 18) n'ont pas, loin s'en faut, soulevé l'enthousiasme de leurs bénéficiaires. Touché à la fois par une seconde sécheresse consécutive et par la chute des cours de la viande, tant ovine que bovine, le monde paysan espérait un geste de réelle compréhension des pouvoirs publics. Il n'a eu droit, selon la FNSEA, qu'à des dispositions « incohérentes, loin de répondre aux exigences de la situation ». Jugant que le gouvernement « n'a toujours pas pris au sérieux la crise que traversent actuellement les éleveurs », le premier syndicat agricole français a donc renouvelé son appel à la mobilisation de tous les exploitants pour le 29 août.

Moins que la gravité de la sécheresse, ce sont les conséquences agricoles de la réunification des deux Allemagnes et de l'ouverture à l'Est que redoutent les professionnels français. A l'époque du rideau de fer, les denrées exportables des pays satellites de l'URSS trouvaient un débouché forcé chez le grand frère soviétique dans le cadre de trocs ruineux. Depuis plusieurs mois, et avec l'assentiment apparent des autorités de Bruxelles, nombre de produits agricoles entrent dans la Communauté à des prix dérisoires en provenance de Hongrie, de Pologne et de RDA.

Les agriculteurs reprochent aux grands marchands d'avoir trouvé dans les pays de l'Est une « nouvelle Afrique » située à quelques heures de camion de l'hexagone, susceptible de renverser un jour le marché de la viande, un autre celui des légumes ou du foie gras. Ils peuvent en effet se choquer de voir des vaches est-allemandes se vendre 600 francs par tête, quand la prix moyen du bovin en France est compris entre 5 000 et 6 000 francs.

Ces dysfonctionnements des marchés agricoles montrent que si le passage à l'économie de marché des pays de l'Est a été acclamé, il n'a pas encore été négocié. Vouloir adhérer aux principes de l'économie libérale n'implique pas nécessairement d'en adopter sa caricature. A terme, tous les paysans de l'Est comme de l'Ouest en feront les frais.

E. F.

Des rois du pétrole encore plus riches

Selon le magazine américain Fortune, qui a rendu public mardi 21 août le résultat d'une enquête annuelle sur les plus grosses fortunes, deux rois du pétrole, le sultan Hassan al-Bolkiah Muizzadin Waddanlah, de Brunei, et le roi Fahd d'Arabie saoudite arrivent en tête du classement mondial. Le sultan du petit Etat de Brunei, dont la fortune est estimée à 25 milliards de dollars (130 milliards de francs) est, pour la quatrième année consécutive, consacré l'homme le plus riche du monde. Il est suivi, comme en 1989, par le roi saoudien dont la fortune est évaluée à 18 milliards de dollars (94 milliards de francs). Toutefois les représentants de Fortune n'ont pas manqué de souligner que ces estimations, calculées à partir d'un baril à 18 dollars, doivent être revues à la hausse. Depuis le début de la crise du Golfe, le prix du baril de pétrole a grimpé jusqu'à 28 dollars.

Croulant sous les dettes, le roi de l'immobilier new-yorkais, M. Donald Trump, ne bénéficie pas de circonstances aussi avantageuses, et a disparu cette année de la liste des cinquante plus grosses fortunes dressée par Fortune.

NEW-YORK

(correspondance)

Enfoncé sous le soleil de l'été, Wall Street ronronne. Les traders de Salomon Brothers, aspirant aux moindres rayons, viennent consommer leurs sandwiches sur le parvis de la banque d'affaires. A l'intérieur, les téléscripteurs crépitent, le Dow Jones poursuit sa descente par paliers atteignant 2603,96 soit 13 % de moins qu'un mois plus tôt. Pourtant rien ne presse. Rodés aux scénarios catastrophistes, les vétérans du krach de 1987 n'entendent pas paniquer. Résignés à traverser un second semestre maussade, ils se préparent aux ajustements structurels et à un prolongement du conflit au Moyen-Orient, qui accentuent la volatilité des indicateurs.

Il a suffi de quelques salves pour que ceux-ci décrochent. Le franchissement de la barre des 3 000 points, le Rubicon des arbitrageurs de Dow Jones, n'aura pas lieu. L'histoire bégaiera seulement, la débâcle ayant succédé aux augures favorables. « Il faudra attendre des mois, un an peut-être, pour que l'indicateur revienne à son niveau antérieur », confie M. Laslow Biriyl, l'ancien bras droit d'Henry Kaufman, désormais installé à son compte chez Biriyl & Associates.

La réaction du marché des valeurs américaines s'est produite en deux phases. L'une, avant les

événements, marquée par un mouvement de vente bénéficiaire, amorcé le 21 juillet ; l'autre, qui allait, juste après, prendre le relais par réaction avec 93 points de pertes au Dow Jones, soit plus de 3 % en une séance.

En retombant à la cote 2 750, le Dow Jones reprit son souffle, avant de trébucher à nouveau. La chute enregistrée durant la semaine du 15 août ressembla plus à une glissade. Se souvenant de la crise de 1987, la Securities and Exchange Commission (SEC) avait placé des coupe-circuits pour éviter les violents à-coups imprimés par les « program trading » (ventes automatisées sur ordinateur). En conséquence, moins d'une semaine plus tard, la baisse avait été régulière.

« La retraite du Dow Jones correspond aux comportements de temps de crise », assure Jack Salomon, l'analyste de marchés chez Bear Sterns à New-York. Les traders ont d'abord liquidé les titres émetteurs, puis les actions des Standard & Poor 500, et enfin trouvé refuge dans la trésorerie. Bien que cette réorganisation des portefeuilles soit cohérente, avec un taux de placement en vigueur à très court terme à 6 %, « les gestionnaires de fonds doivent s'abriter », constate avec euphémisme Claude Rosenberg, le président de RCM, qui gère 40 milliards de dollars (212 milliards de francs).

Certes, le lissage de la baisse

masque la disparité des situations, tant entre les marchés, que selon les titres. Bien que toutes les Bourses de valeur aient perdu du terrain par rapport au 1^{er} janvier, certaines enregistrent une hémorragie. Sur le second marché (OTC/NASDAQ), les entreprises en forte croissance (Nike, Micro-soft) ont essuyé les pires pertes. Après une progression vertigineuse de 10 % au 30 juin, l'indice accuse désormais une baisse de 12 % par rapport au début de l'année. Dans le même intervalle, les firmes à forte capitalisation boursière n'ont reculé que de 3 % à l'indice Standard & Poor 500.

Déjà de mauvaises nouvelles

Deux effets pervers sous-tendent cette dichotomie. « Les détenteurs de titres frais, peu éprouvés sur le marché, les soldent au premier coup de vent », confie Claude Rosenberg. Les investisseurs institutionnels, d'autre part, craignant de ne pas trouver preneur à tout instant, négocient des titres à l'import quel prix de vente. Résultat : « des poches d'air se créent sous ces sociétés », selon l'expression de Charles Clough de Merrill Lynch.

La situation du marché des obligations ne cède en rien à celui des actions, bien au contraire. La baisse des taux de l'argent, d'abord presque concédée par la Federal Reserve, a été reportée sine die.

Dans l'immédiat, ce nouveau krach d'été va avoir plusieurs conséquences. Tout d'abord, les entreprises qui avaient l'intention de lever des capitaux à la Bourse (Total, Elf, Accor, Eurotunnel, Saint-Gobain...) vont être amenées à abandonner, ou tout au moins à reporter, leur projets de quelques mois.

En revanche, seconde conséquence, le marché offre pour des financiers purs des occasions intéressantes. « Avec des P. E. à 4 ou 5 sur des blues chips, il y a de belles affaires à faire », avoue dans son jargon un banquier. En clair, il veut dire qu'il y a des belles entreprises pas chères à acquérir. « Nous avons des cours d'achat alléchants », commente l'un d'entre eux. On observait ce mercredi, des acheteurs provoquant une légère hausse du CAC 40 en fin de matinée. Troisième conséquence : la crise actuelle va à nouveau aggraver les problèmes des intermédiaires financiers (sociétés de Bourse, banques de marché, courtiers...). La chute de la société de Bourse Tuffier en juillet n'aura peut-être été qu'un prélude.

Derrière interrogation, comment vont se comporter les petits épargnants français ? Après le krach de 1987, le mini-krach d'octobre 1989, le krach larvé du premier semestre 1990 et maintenant le krach de l'été 1990, le petit porteur que les pouvoirs publics avaient cherché à attirer à la Bourse ne va-t-il pas commencer à se fatiguer ? Tant d'émotions pour si peu de gains ? Mieux vaut du livret A, de la SICAV monétaire (sans risque sur le capital) ou de l'épargne-logement ? Le processus de socialisation de l'épargne avec l'explosion des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (les OPCVM, comme les SICAV et autres fonds communs de placement) devrait s'en trouver accéléré. Le krach d'aujourd'hui va-t-il sonner le mort du petit porteur ?

ERIK IZRAELWICZ

Elf et Total garantissent 25 centimes de marge aux petits pompistes

Sous la pression des syndicats de pompistes, les deux compagnies pétrolières françaises Elf et Total ont accepté de garantir une marge bénéficiaire de 25 centimes par litre de super aux stations-service pendant la durée du plafonnement gouvernemental des prix. Elf et Total assurent environ 60 % de l'approvisionnement des stations-service de l'hexagone.

Les pompistes corses avaient déjà obtenu cette garantie qui est généralisée sur le continent mais en étant limitée. Les détaillants bénéficieront sur les premiers 60 mètres cubes qu'ils écoulent, d'une marge supplémentaire de 6,5 centimes par litre. Cette marge passera donc de 18,5 à 25 centimes pour l'essence et de 27,5 centimes par litre de gasoil.

Les conséquences de la crise du Golfe sur les marchés financiers
Wall Street se résigne à la baisse

Le troisième krach

Suite de la première page

Dès avant l'invasion du Koweït par l'Irak, la Bourse de Paris avait déjà connu un début d'année difficile. Au 27 juillet, l'indice CAC 40 était en baisse de 1,8 % par rapport au 31 décembre 1989. En fait, le marché français avait beaucoup augmenté au cours des deux années précédentes. Après des hausses de 48 % en 1988 puis de 33,3 % en 1989, « il était devenu un peu cher », reconnaît un analyste. Gouffé, le marché avait aussi été fortement sollicité au cours du premier semestre : de nombreuses entreprises y avaient levé d'importants capitaux, les sociétés d'assurance en particulier.

Mais surtout la prise en compte d'une détérioration des facteurs « fondamentaux de l'économie », comme disent les experts, avait commencé à affecter les cours. Dès la fin du printemps, plusieurs grandes entreprises annonçaient des bénéfices en diminution (Michelin, Peugeot, Saint-Gobain...). Tous les grands investisseurs, avant même la crise du Golfe, s'apprêtaient à réviser en baisse les perspectives d'augmentation des bénéfices des entreprises pour 1990 et 1991. Depuis la mi-1989 à peu près, la répartition de la valeur ajoutée ne se fait plus en faveur des entreprises mais de celle des salariés. Le mouvement devait finir par se traduire dans les cours de Bourse.

D'autres éléments conjoncturels contribuaient encore à déprimer le marché français. La persistance de taux d'intérêt réels élevés incitait les investisseurs, petits ou grands, à préférer acheter des obligations ou des SICAV monétaires plutôt que des actions. Les propos de M. François Mitterrand sur « ceux qui gagnent de l'argent en dormant » comme les débats fiscaux autour du rapport du député socialiste M. François Hollande alimentaient encore le malaise au Palais Brongniart.

Le souvenir des chocs de 1973 et 1979

Arrive la crise du Golfe. « Elle est un facteur aggravant », explique un opérateur. Elle n'a pas provoqué de panique chez ce qui reste de petits porteurs. Pour l'instant, les banques et sociétés de Bourse n'ont relevé aucun mouvement important de vente dans leur clientèle. Beaucoup de clients sont encore en congé. Pas de panique donc. « Le marché est en ce moment un marché entre professionnels dans lequel il n'y a que des vendeurs », explique l'un d'entre eux. Récents à Paris, les étrangers auraient aussi beaucoup vendu. En période de difficultés, les investisseurs internationaux

ont toujours tendance à se replier sur leur base nationale. Britanniques et Japonais auraient beaucoup vendu. En ce début de semaine, une rumeur attribuait une partie de la chute de Paris à des ventes du Koweït Investment Office, l'arme financière du Koweït sur les marchés occidentaux.

Pourquoi vendent-ils ? Certes, les raisons économiques sont mises à l'épreuve. « Les boursiers ont la mémoire de 1973 et 1979 et ils croient encore que l'histoire se répète », explique un grand banquier parisien. Ils pensent – à tort selon notre interlocuteur – que comme après celui de 1979, le choc pétrolier à venir va se traduire par des politiques monétaires restrictives, des taux d'intérêt en hausse, la récession et une nouvelle chute de la Bourse. Mieux vaut donc la quitter de suite !

La crise du Golfe provoque ensuite un brutal changement de psychologie dans les milieux économiques. « Beaucoup de nos clients insistent sur le fait qu'ils ont gelé tous leurs projets pour la rentrée », raconte le dirigeant d'une grande banque parisienne. Dans les milieux d'affaires, le climat s'est transformé. A l'euphorie du printemps a succédé l'angoisse de l'été.

Des affaires à faire

Ce qui inquiète le plus les investisseurs, c'est l'incertitude dans laquelle les plonge la crise du Golfe. « Investir dans des sociétés de loisirs ? Et si l'on s'oriente vers une économie de guerre ? », s'interroge l'un d'entre eux. En fait, pour tous, le brouillard est dense. « Dans de telles conditions, on étite de conduire », Tons élaborent de savants scénarios géopolitiques, conscients qu'ils n'ont, en ce domaine, guère de compétences. Beaucoup craignent l'enlèvement du conflit, « la pire des choses ». Ils préféreraient volontiers un « clash libérateur ».

Connaitre les nouvelles règles du jeu de l'économie mondiale, telle est l'attente des milieux financiers. L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, en mai 1981, avait provoqué une chute brutale à la Bourse de Paris. Pendant plusieurs jours, il n'avait pas été possible de coter les actions. « Les boursiers ne rejetaient pas le nouveau président, mais ils avaient peur de l'inconnu », explique un observateur. A la présentation du programme de nationalisations par M. Pierre Mauroy, la Bourse redémarrait. Les boursiers avaient retrouvé leurs marques et savaient où ils allaient. La situation est un peu identique aujourd'hui.

Les opérateurs, anticipant une montée des taux en RFA et au Japon, ont poussé au plongeon des cours des valeurs mobilières à revenu fixe. Celles-ci ont perdu plus de 15 % à l'indice de Citicorp. Les entreprises, qui tablaient sur une hausse pour renflouer leur trésorerie et rembourser leurs dettes font les frais de ce réalignement.

Les craintes inflationnistes ont aggravé la situation. Le Fed, prisonnier de sa politique de lutte contre la hausse des prix, ne peut plus assouplir le crédit. « La menace de la stagflation pèse sur tous les esprits », explique Pascal Scémama de Morgan Stanley. Paradoxalement, Wall Street demeure assez sereine face à ce déluge de mauvaises nouvelles.

Les éléments de frayeur collective ont été contrôlés. A l'inverse de 1987, les investisseurs individuels ne se sont pas précipités chez leurs agents de change, les ventes revenant en priorité aux caisses de retraite. D'ailleurs, le volume des transactions n'a que rarement dépassé 150 millions d'actions par jour, soit un chiffre équivalent à ceux relevés l'an dernier à pareille époque.

La sérénité ambiante s'explique par trois facteurs. D'une part, l'absence de corrélation étroite entre les agrégats économiques, la crise pétrolière et le déroulement boursier. « Lors de la crise pétrolière de 1980, le Dow Jones a progressé », lance M. Laslow Biriyl, qui pour-

suit : « Depuis 1945, la Bourse a baissé de 25 % à quatre reprises. Il n'y avait pas de récession. »

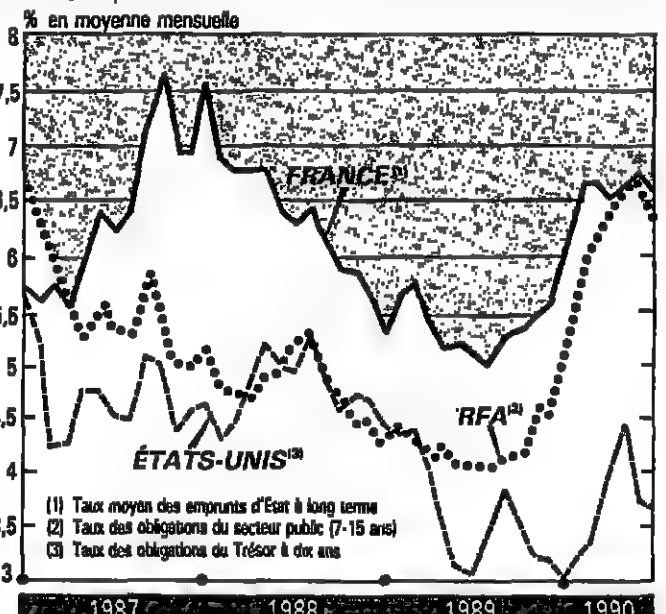
Les gourous de Wall Street avouent que la chute du Dow Jones a pris une ampleur exagérée. La peur du conflit entretient le pessimisme ambiant et prend une tournure peu adaptée à la maturité des opérateurs. « Les joueurs, plus résistants, ne partent pas autant mais ne quittent pas la table de jeu », raconte Jack Salomon de Bear Sterns dans une métaphore liée au monde des casinos, reprise en écho par Biriyl : « Observez ceux qui jouent, pas ceux qui regardent. Les premiers ne paniquent pas. »

Enfin, tout n'est pas morose. Le secteur de l'énergie en baisse pendant une décennie a regagné des adeptes. « Le déclin du dollar face aux menaces occidentales suscite le tassement du déficit commercial avec l'Europe. Or c'est notre marché d'avenir », confie Rosenberg. Les multinationales anticipent déjà une progression de leurs résultats d'exploitation trimestriels du fait des mouvements de change.

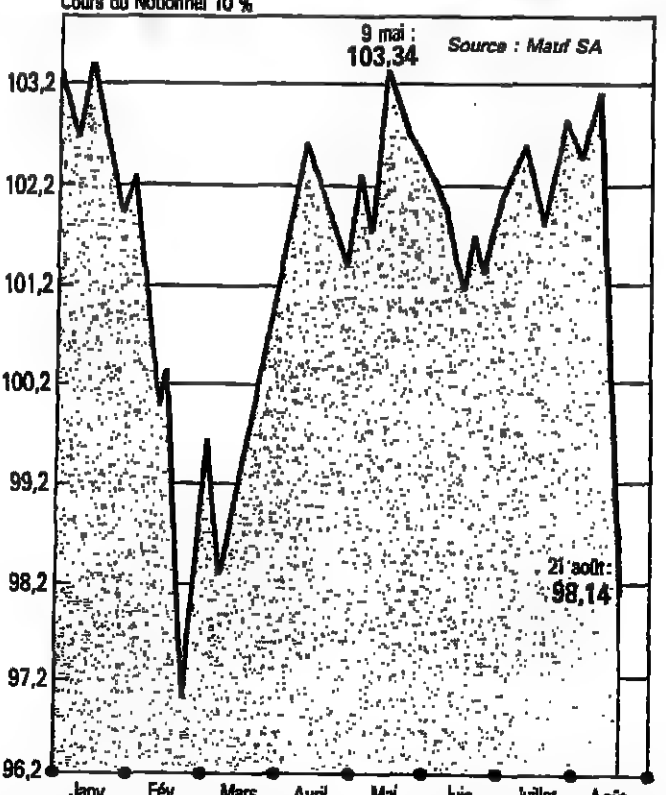
En attendant des jours meilleurs, Wall Street rôti au soleil. Les investisseurs attendent, suivant la stratégie de la tortue : ne sortir le cou de la carapace qu'en cas d'absolue nécessité.

ALEX-SERGE VIEUX

L'ÉCART ENTRE LES TAUX D'INTÉRÊT RÉELS AMÉRICAINS ET EUROPÉENS S'ACCROÎT



LA GLISSADE DU MATIF



Les marchés obligataires répercutent les turbulences financières issues des tensions dans le Golfe. Sur les principales places, les taux d'intérêt à long terme se tendent, reflétant les nouvelles anticipations d'inflation. Aux Etats-Unis, le taux des obligations du Trésor à dix ans atteignait 8,85 % mardi 21 août, tandis qu'en France et en Allemagne le rendement des emprunts d'Etat à dix ans s'élevait à 10,40 % et 9,05 % respectivement. Les cours du MATIF ont fortement chuté ces derniers jours, retombant à leur plus bas niveau depuis février dernier. Le cours de l'emprunt notional, c'est-à-dire l'emprunt d'Etat fictif au taux de 10 % sur dix ans, qui reflète à la fois l'évolution des rendements sur le marché « physique » et les anticipations des opérateurs, est tombé à 97,74 (échéance septembre) mercredi 22 août. Cette chute reflète les craintes de relèvement des taux d'intérêt en Europe. Les taux d'intérêt réels sont actuellement beaucoup plus élevés en Allemagne et en France qu'aux Etats-Unis. Cet écart important explique la glissade récente du dollar. On voit donc les conséquences négatives qu'aurait, sur les marchés des changes, une diminution des taux d'intérêt américains, réduction que les autorités monétaires pourraient envisager pour stimuler l'activité. Le graphique montre aussi que l'écart des taux d'intérêt réels entre la France et la RFA, pratiquement nul en début d'année, s'est élargi à nouveau sensiblement.

ÉCONOMIE

ETRANGER

Selon un rapport de l'OCDE

En Grande-Bretagne, l'inflation n'a pas diminué mais la croissance s'est ralentie

Le durcissement de la politique économique, engagé par le Royaume-Uni au milieu de l'année 1988, s'est traduit par un ralentissement sensible de l'activité sans réduction du taux d'inflation, indique le rapport annuel de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) consacré à la Grande-Bretagne et publié mercredi 22 août.

Les relèvements successifs des taux d'intérêt ne seront finalement pas venus à bout de l'inflation qui a atteint 7,8 % l'année passée. Les effets du durcissement monétaire ont, il est vrai, été largement « entamés » par la dépréciation de la livre sterling, que devrait limiter, estime l'OCDE, une entrée de la monnaie britannique dans le système monétaire européen.

Selon l'OCDE, cette hausse continue des prix tient essentiellement à la montée des coûts unitaires. Alors que le taux de croissance britannique revenait à 2,3 % en 1989 (contre 4,6 % l'année précédente), les emplois continuaient

à augmenter à un rythme de 3 %. L'économie enregistrerait, du même coup, une diminution de 0,3 % de la productivité de la main-d'œuvre. Parallèlement, l'augmentation des salaires observée en 1988 se confirmait l'année dernière (+ 9,1 %). Les politiques monétaire et budgétaire (celle dernière ayant été moins restrictive en 1989) ont toutefois eu des effets bénéfiques. La demande intérieure totale a été moins forte (+ 3,1 % contre + 7,4 % en 1988).

La demande extérieure a joué, l'année passée, un rôle de moteur dans l'expansion économique. Les exportations britanniques, rendues plus compétitives, ont atteint 92,5 milliards de livres (920 milliards de francs) tandis que les importations étaient freinées par la contraction de la demande intérieure. D'où un début de redressement de la balance des paiements courants.

L'OCDE souligne l'évolution très favorable de l'emploi malgré le début de ralentissement de l'activité, la Grande-Bretagne connaissant l'un des taux de chômage les plus faibles des grands pays de l'OCDE (6,2 % en 1989).

Après la démission de M. Kohlke

Les autorités est-allemandes nomment un nouveau responsable des privatisations

M. Jens Odewald, président du grand groupe de distribution ouest-allemand Kaufhof Holding A.G., a été nommé, mardi 21 août, président du Treuhandanstalt, l'organisme est-allemand chargé de privatiser l'essentiel de l'économie de la RDA.

Il remplace à ce poste M. Detlev Rohwedder, président de la société sidérurgique Hoesch, qui devient président exécutif à la place de M. Reiner Gohlke - ancien responsable des chemins de fer fédéraux - démissionnaire après seulement quatre semaines au sein du Treuhandanstalt, pour cause de graves divergences avec M. Rohwedder sur la politique à mener.

Ce dernier a reconnu l'ampleur de la tâche et n'a pas exclu que «quelqu'un d'autre soit assis dans son fauteuil d'ici six semaines». Des milliers de firmes appartenant au Treuhandanstalt sont au bord de la faillite.

TRANSPORTS

Se désolidarisant des contestataires provençaux

Les usagers prennent la défense du TGV Méditerranée

La Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) qualifie d'irréaliste la position des contestataires du TGV Méditerranée, qui remettrait en cause la réalisation de la ligne à grande vitesse. Les nombreuses constructions d'autoroutes, réalisés depuis plusieurs dizaines d'années dans le sud de la France, sont, à leur avis, beaucoup plus nuisibles que le rail, qui consomme moins d'espace et moins d'énergie. Néanmoins, la FNAUT reproche à la SNCF et aux pouvoirs publics de ne pas avoir consulté les populations et associations concernées.

La FNAUT déplore également le manque d'intégration des grandes infrastructures ferroviaires au réseau déjà existant et demande aux responsables du projet du TGV de réexaminer le dossier avec le double objectif d'une meilleure coordination avec l'infrastructure en place et d'un respect maximum de l'environnement.

Rectificatif : dans le récit de la manifestation anti-TGV de Miramas (le Monde du 21 août), le parlementaire présent était M. Léon Vachet, député RPR des Bouches-du-Rhône. Quant au vice-président de la CARDE, son nom exact est M. André Boulard, arboriculteur et enseignant.

Dix-sept Boeing-747 supplémentaires pour ANA. - La compagnie japonaise All Nippon Airways a pris des options supplémentaires sur dix-sept Boeing-747 pour un montant de 3,5 milliards de dollars (18,5 milliards de francs). Cet achat, qui demande à être confirmé, porte à quarante trois le nombre de quadricoptères commandés par ANA à Boeing.

SOCIAL

Selon l'INSEE

Les déficits de main-d'œuvre s'accroissent

Les entreprises de taille moyenne sont celles qui rencontrent le plus de difficultés à recruter les salariés dont elles ont besoin.

Alors que les grandes entreprises n'ont guère de difficultés pour embaucher des ouvriers non qualifiés et les plus petites pour recruter des cadres, une étude de l'INSEE (1) souligne que les entreprises de taille intermédiaire sont en position délicate dans les deux cas « victimes prioritaires de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée », elles paraissent offrir de moindres perspectives de carrière et proposer des salaires moins élevés.

L'inadaptation du marché du travail, souligne l'Institut de la statistique, est devenue une réalité bien tangible et qui tend même à

AGRICULTURE

Sécheresse et baisse des cours

M. Nallet annonce des mesures de soutien

A l'occasion d'un voyage dans la région des Pays de la Loire, le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, a annoncé, le 21 août, une série de mesures et d'intentions visant à aider les agriculteurs à supporter les effets de la sécheresse et de la baisse des cours des viandes ovines et bovines.

Quatre dispositions sont prévues :

- Le paiement des indemnités dues pour la sécheresse 1989 dès septembre ;
- Le report des échéances des cotisations sociales ;
- La mise à disposition des éleveurs de fourrage à prix réduit, voire gratuit dans certains cas ;
- L'accentuation des mesures

communautaires de soutien des marchés par le biais de l'intervention permanente.

M. Nallet a insisté sur la nécessité de mettre en œuvre, de façon rapide et décentralisée, l'ensemble de ce processus, avec en particulier l'urgence, pour les éleveurs, de mettre en œuvre la politique d'adaptation de la production aux exigences des marchés. Un point sur l'application de ces mesures sera fait fin septembre.

Le ministre a enfin invité la profession à ouvrir des discussions immédiates avec ses partenaires bancaires pour obtenir des allègements de ses charges financières.

Lire également le billet page 17

temporaire en capital « dans la mesure où les délais d'ajustement sont moindres pour le travail que pour le capital ».

La politique des flux tendus complique encore les choses car les entreprises qui déclarent ne jamais détenir de stocks sont davantage exposées au manque de personnel. En outre, en période de forte croissance, le déficit s'étend à plusieurs catégories de personnel. Enfin, l'INSEE estime que « l'augmentation de la durée du travail » n'est pas « un palliatif temporaire à un manque de main-d'œuvre » mais « renvoie probablement à des modifications structurelles dans l'entreprise, relatives aux modes de production ou à la durée d'utilisation des équipements ».

J.-M. N.

(1) Économie et statistique n° 734

Le Monde

International

REPRODUCTION INTERDITE

OPPORTUNITÉ.
400 000 F. AN ET PLUS.
Compagnie internationale américaine cherche 7 personnes avec expérience en vente directe. Angles essentiels. Ecrivez à : M. J. Brown, 160 Sherrin Road, Richmond Surrey TW9 1UL, England. Tél. (118) 44-91-94-91-95

LPO recrute

Resp. affaires intern.

Anglais lu, écrit, parlé.
Rédact. rapports. Comptes. Connaissances. Fonction : actions internes. future stratégie. Lettre à C.V. à LPO BP 263, 17000 Rochefort-Mer

UNIVERSITÄT DES SAARLANDES

Im Fachbereich 8 der Philosophischen Fakultät der Universität des Saarlandes ist eine

Professur C 4 Germanistik für Frankophone

Poste de professeur 1^{re} classe des langues,

littérature et civilisation allemandes

(Nachfolge Banuls)

sofort wieder zu besetzen.
Von den Bewerberinnen und Bewerbern wird erwartet, die französische Licence, Master und das Doctorat zu gewährleisten, bei der Entwicklung eines integrierten deutsch-französischen Studiengangs mitzuarbeiten und deutsch-französische Forschungsprojekte zu fördern.
Habilitation oder vergleichbare Qualifikation wird vorausgesetzt.
Bewerberinnen und Bewerber sind eingeladen, wissenschaftlichen Werdegang, Schriftenverzeichnis, Verzeichnis der bisherigen Lehrveranstaltungen und dienstliche und private Anschrift mit Telefonnummern bis zum 30. September 1990 einreichen an den Dekan der Philosophischen Fakultät der Universität des Saarlandes, D-6600 Saarbrücken 11.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

locations non meublées

1^{er} arrdt

PALAIS ROYAL

2 P. TT CFT

35 m², p. trav.

45-06-01-00

2^e arrdt

ARTS ET MÉTIERS, BEAU

3 P. TT CFT

35 m², p. trav.

45-06-01-00

4^e arrdt

AU CŒUR DU MARAIS

LOFT

L'investissement idéal

45-06-01-00

NOTAIRE

HOTEL DE VILLE

Duolet 100 m²1^{er} et 2^e étages

2 chambres + mezzanine

2 salles de bains

Loyer mensuel 290 F.

Loyer annuel 3 480 F.

45-06-01-00

MÉTRO HOTEL-DE-VILLE

beau pied de terre, 3 P.CES

à rénover, double exposition

45-06-01-00

5^e arrdt

MAUBERT

Rue Domat, imm. pierre de l.

1900, 3 P.CES, 100 m²

à rénover, double exposition

terrasse, b. 1 200 000 F.

45-06-01-00

NOTAIRE

HOTEL DE VILLE

Duolet 100 m²1^{er} et 2^e étages

2 chambres + mezzanine

2 salles de bains

Loyer mensuel 290 F.

Loyer annuel 3 480 F.

45-06-01-00

6^e arrdt

MÉTRO DUCOC

STUDIO 960 000 F

32 m², parfait état, cuisine,

r.d.c., bel imm. pierre de

taille. 45-06-01-00

7^e arrdt

SQUARE DESAIX

Imm. récent 1970, acc.

beau 1 780 000 F. trav.

FAURIE 45-06-01-00

10^e arrdt

FAUBourg ST-MARTIN

A SABAIR GRAND 2 P.CES.

TOUT CONFORT. Cuisine et

clair. 729 000 F. CREDIT.

45-06-01-00

QUARTIER ST-LOUIS

3 p. c. 2 étages, cuisine,

s. de b., w.-c., 64 m², balcon,

vue panoramique, sol. cave,

parking double. 45-06-01-00

11^e arrdt

BASTILLE RARE

Maison de charme 200 m²

noyau dans verdure, parfait

état. 34-17-36-28

PARMENTIER

2 P.CES, coin cuis., 3 ét.

TT CONFORT, refait neuf.

599 000 F. CREDIT 100 %

poss. 43-70-04-54

PRÈS VOLTARE, STUDIO.

coin cuis., 2 ét.

TT CONFORT, refait neuf.

599 000 F. CREDIT 100 %

poss. 43-70-04-54

AVENUE PARMENTIER.

MÉTRO ST-AMBOISE.

BEAU STUDIO, coin

s. de b., w.-c., 440 000 F.

CREDIT poss. 45-04-55-55

Part. Bastille 90 m², beau

3 P. c. 2 ét., acc. cave,

s.d.b., w.-c. séparé.

Trie-étage, sol. p.

2 050 000 F.

Tél. 43-57-68-15

BELLEVILLE. 2 p., 28 m²

env., sol. de bois, ch. ext.

décorée. P. 450 000 F.

3615 IMMOB

Tél. 43-57-68-76

12^e arrdt

MÉTRO DAUMESNIL.

BEAU 2 P. S. RUE DES

s. de b., w.-c., sol. p.

Réf. 1900, 3 P.CES, 100 m²

à rénover, double exposition

terrasse, b. 1 200 000 F.

45-06-01-00

13^e arrdt

TOULON ISLAND, vue sur

Paris, 5 p., 141 m², cuisine

équipée, 2 b., b. b., sol.

3 500 000 F. 43-35-18-35

14^e arrdt

RUE BAUDRICOURT

Imm. anc. rav. 2 P., refait

neuf, 650 000 F. 45-06-01-00

15^e arrdt

MOUTON-DUVERNET

Rue H. 5 P. en angle sur

petite place, sol. p.

F. FAURIE 45-06-01-00

16^e arrdt

ALEXIA

BEAU 3/4 P. 75 m²2^e et 3^e ét., bel imm. pierre,réf. 1900, 3 P.CES, 100 m²

à rénover, double exposition

terrasse, b. 1 200 000 F.

45-06-01-00

17^e arrdt

MÉTRO HOTEL-DE-VILLE

beau pied de terre, 3 P.CES

à rénover, double exposition

terrasse, b. 1 200 000 F.

45-06-01-00

18^e arrdt

EXCEPTIONNEL

SUPERBE STUDIO

Balcon 5 p. et d. de b., bel

imm. Vue Tour Eiffel. 39 m²

985 000 F. 45-06-01-00

19^e arrdt

SUR VOIE PRIVÉE

45-06-01-00

20^e arrdt

ATELIER ARTISTE

Imm. 1930, 5 p.

D. de b., w.-c., 64 m², balcon,

vue panoramique, sol. cave,

parking double. 45-06-01-00

21^e arrdt

MÉTRO BROCHANT

RARE STUDIO, 11 m², coin

dans bel imm. anc.

P. 369 000 F. CREDIT.

45-04-55-55

22^e arrdt

MARX DORMOY

A SABAIR BEAU 2 P.

REFAIT NEUF, 480 000 F.

43-27-81-10

23^e arrdt

PLACE-CLICHY. Près

cimetière MONTMARTRE.

URGENT. 2 P., cuis., bain,

w.-c., 480 000 F.

CREDIT poss. 45-04-55-55

24^e arrdt

MÉTRO HOTEL-DE-VILLE

beau pied de terre, 3 P.CES

à rénover, double exposition

terrasse, b. 1 200 000 F.

45-06-01-00

19^e arrdt2 P., 42 m²

A rénover. Séjour, 1 chbr.

cuis., w.-c., 2^e ét., imm.réf. 1900, 3 P.CES, 100 m²

à rénover, double exposition

terrasse, b. 1 200 000 F.

45-06-01-00

20^e arrdt

MÉTRO TÉLÉGRAPHIE.

VILLA GALIARDI, STU-

DIO, 1 rue, cuis., double

w.-c., 390 000 F.

CREDIT poss. 45-04-55-55

21^e arrdt

MÉTRO HOTEL-DE-VILLE

beau pied de terre, 3 P.CES

à rénover, double exposition

terrasse, b. 1 200 000 F.

45-06-01-00

22^e arrdt

MÉTRO HOTEL-DE-VILLE

beau pied de terre, 3 P.CES

à rénover, double exposition

terrasse, b. 1 200 000 F.

45-06-01-00

23^e arrdt

MÉTRO HOTEL-DE

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Jeudi 23 août 1990 19

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			19 ^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)		
11 ^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES PARK 84 m², 4 ^e étage. Immeuble neuf			3 PIÈCES 107 m², 1 ^{er} ét.		
STUDIO MEUBLÉ 20 m², sur jard.	HOMÉ PLAZZA NATION HOME PLAZZA 40-09-40-00	5 500 + 825	3 PIÈCES Park., imm. neuf 76 m², 3 ^e étage	48, rue de Mouzalla SAGGEL - 42-66-61-05	5 300 + 710	NEUILLY-SUR SEINE 5 bd Julien-Potin AGIFRANCE 47-42-17-61		
2 PIÈ MEUBLÉES 50 m² sur jard.	HOMÉ PLAZZA BASTILLE HOME PLAZZA 40-21-22-23	8 500 + 1 275	4 PIÈCES Park., imm. neuf 92 m², 2 ^e étage	48, rue de Mouzalla SAGGEL - 42-66-61-05	6 650 + 859	SAINT-CLOUD 9, sq. de l'Hippodrome AGF 42-44-00-44		
3 PIÈCES PARK. 71 m², 2 ^e ét.	4, rue Mouffe LOC INTER 47-45-19-97	6 557 + 569				2 PIÈCES PARK. 55 m², 5 ^e ét.		
5 PIÈCES PARK. 95 m², 3 ^e ét.	4, rue Mouffe LOC INTER 47-45-19-97	7 881 + 825				3 PIÈCES PARK. 66 m², 2 ^e ét.		
12 ^e arrondissement			20 ^e ARRONDISSEMENT			SÈVRES 31/37, Grande-Rue SOLVEG 40-67-06-99		
2 PIÈCES PARK. 52 m², 2 ^e ét.	12, rue de Rambouillet AGF 42-44-00-44	4 480 + 416	2 PIÈCES PARK 45 m², 5 ^e ét.	19/21, rue d'Aumery AGF 42-44-00-44	4 100 + 670	3 PIÈCES Park., 69 m², 3 ^e ét.		
3 PIÈCES PARK. 76 m², 6 ^e ét.	12, rue de Rambouillet AGF 42-44-00-44	7 200 + 808	4 PIÈCES 82 m², 5 ^e ét.	19/21, rue d'Aumery AGF 42-44-00-44	6 570 + 1 210	SÈVRES 31/37 Grande-Rue SOLVEG - 40-67-06-99		
4 PIÈCES PARK. 74 m², 4 ^e ét.	7, rue Sidi-Brahim LOC INTER 47-45-19-97	6 385 + 688	78 - YVELINES			4 PIÈCES Park., 107 m² 1 ^{er} étage		
13 ^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES PARK. 82 m², r.-de-ch.			SÈVRES 31/37, Grande-Rue SOLVEG - 40-67-06-99		
2 PIÈCES PARK. 57 m², 4 ^e ét.	21, rue Vergniaud SAGGEL 47-42-44-44	4 800 + 800	3 PIÈCES PARK 80 m², r.-de-ch.	BAILLY 32, sq. des Mironniers SOLVEG - 40-67-06-99	4 694 + 1 200	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85		
14 ^e ARRONDISSEMENT			PAV. 6 PIÈCES 132 m² jard., 666 m², gar.			3 PIÈCES PARK. 87 m², 3 ^e étage Immeuble neuf		
4 PIÈCES PARK. 89 m², 4 ^e ét.	9, rue Jules-Guesde SAGGEL 47-42-44-44	8 200 + 1 032	3 PIÈCES PARK 80 m², r.-de-ch.	LE CHESNAY rue des Deux-Frères AGIFRANCE 47-42-17-61	4 160 + 687	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85		
4 PIÈCES PARK. 94 m², 1 ^{er} ét.	199, avenue du Maine LOC INTER 47-45-19-97	10 125 + 717	NOISY-LE-ROI 19, rue Nicolas-Coustou AGIFRANCE 30-44-01-13			4 PIÈCES PARK. 88 m², 3 ^e étage Immeuble neuf		
15 ^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES Park., 53 m² 2 ^e étage			4 PIÈCES 88 m², 3 ^e étage Immeuble neuf		
STUDIO PARK. 38 m², 5 ^e ét.	6/8 rue Dulac AGF 42-44-00-44	3 610 + 710	ST-GERMAIN-EN-LAYE 40 quater, rue des Ursulines AGF - 42-44-00-44			4 PIÈCES 103 m², 2 ^e étage		
16 ^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			SURESNES 22, rue Salomon- de-Rothschild AGF - 42-44-00-44		
2 PIÈCES 38 m², 6 ^e ét. s/esconneur	3, rue Jacques-Offenbach AGF 42-44-00-44	3 300 + 450	4/5 PIÈCES Imm. neuf, park. 105 m², 3 ^e étage	ASNIÈRES 25, rue d'Argenteuil SAGGEL - 47-78-15-85	7 300 + 1 238	94 - VAL-DE-MARNE		
2 PIÈCES 69 m², 2 ^e ét.	19, rue Raynouard SAGGEL 47-42-44-44	8 000 + 1 831	2 PIÈCES 43 m², 1 ^{er} ét.	BOULOGNE 57, rue des Peupliers SAGGEL 47-42-44-44	2 634 + 820	2 PIÈCES PARK. 47 m², r.-de-ch.		
3 PIÈCES 104 m², r.-de-ch.	8/10, r. Oswald-Cruz SAGGEL 47-42-44-44	11 500 + 1 379	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL - 46-08-80-36			CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER 47-45-19-97		
3 PIÈCES 78 m², 5 ^e ét.	134, quai Louis-Stiérot SAGGEL 47-42-44-44	6 700 + 1 182	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL - 46-08-80-36			5 PIÈCES Park., imm. neuf 106 m², 7 ^e étage		
5 PIÈCES 140 m², 2 ^e ét.	27/29, rue de Montevideo AGIFRANCE 47-42-17-61	15 600 + 3 626	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL - 46-08-80-36			2 PIÈCES PARK. 57 m², 1 ^{er} étage		
18 ^e ARRONDISSEMENT			CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL - 46-08-80-36			3 PIÈCES PARK. 71 m², 4 ^e étage		
3 PIÈCES 59 m², 2 ^e ét. s/esconneur	40, rue des Abbesses AGF 42-44-00-44	5 500 + 190	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-80-36			4 PIÈCES PARK. 98 m², 3 ^e étage		
			2/3 PIÈCES 81 m², 6 ^e ét.			2 PIÈCES PARK. 60 m², 3 ^e ét.		
			3 PIÈCES PARK. 66 m², 2 ^e ét.			3 PIÈCES PARK. 74 m², 2 ^e étage		
			NEUILLY 163, boulevard Bineau SAGGEL 47-42-44-44			VINCENNES 21/35, rue du Petit-Parc AGF - 48-08-78-48		
			NEUILLY-SUR-SEINE 7 bis, rue de Rouvray LOC INTER 47-45-19-97			VINCENNES 21/35, rue du Petit-Parc AGF - 48-08-78-48		

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 898 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION



CASSÉ DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

RESIDENCES HOTELIÈRES
HOMÉ PLAZZASAGGEL vendôme
GROUPE UAP

LOCATIONS, VENTE ET GESTION D'IMMEUBLES

BOURSE DU 22 AOUT

36-15

COMPTANT

(selection)

SICAV

(selection)

21/8

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	
Obligations			Etrangères			Etrangères			Etrangères			Etrangères			Etrangères			Etrangères			
Emp. Etat 8,967%	118 30	2 18	Comptex	579		Mon.	140	A.A.A.	878 28	852 47	Ford-Association	30 37	30 37	Passmore J.	6143 98	6131 70				
Emp. Etat 9,375%	95 85	1 10	Ca Industriels	6950	6020	o	Navigation (Pde)	250	280	Am. Ind.	213 31	207 80	Ford-Ind.	35 35	34 33	Passmore G.	2598 38	2598 18			
10,50% 73,694	105 05	10 41	St Louis Alameda	500			Nor.	140 80	143 20	Agaprop.	725 82	694 58	Pool Court	120778 98	120778 98	Pinelade	118 13	113 70			
Emp. 10,50%	100 01	15 17	Concord	754	755		Océan	340	330	Agaprop.	6895 98	6895 98	Recluse	229 37	228 67	Primo Genio	55873 83	55873 83			
Emp. Etat 14,95 83	102 04	2 28	Delat	128 80	125 50		Orléans (P)	210	301	Ag. Agn.	105 12	104 21	Recluse	555 08	548 88	Primo Ind.	10671 12	10680 46			
Emp. Etat 14,95 83	107 85	8 85	Delfay	129			Orléans (D)	1320		Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
Emp. Etat 12,25 84	102 40	10 82	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
Emp. Etat 11,95 85	105 05	5 48	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
10,25% 95 85	98 30	4 48	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
OAT 10% 82/2000	98 25	2 28	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
OAT 8,25 19/85	98 83	8 83	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
OAT 10,50% 19/86	98 54	5 47	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
OAT 8,25 19/86	98 54	5 47	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
OAT 10,50% 85	98 54	5 47	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB Bague 5000F	98 90	1 37	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB Bague 5000F	100 20	1 37	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB Bague 5000F	100 15	1 37	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 11,5% 85	100 25	2 28	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 84	99 94	1 37	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 5% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 31	108 31			
CHB 10,50% 85	100 40	3 04	Delfay	129			Orléans (D)	1051	1009	Ag. Agn.	1086 25	1040 85	Recluse	28 90	27 90	Primo Ind.	108 3				

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

M. Kohl souhaite avancer la date de l'unification

**Le numéro du « Monde »
daté 22 août 1990
a été tiré à 537 140 exemplaires.**


Ch. Isabelle de Montolieu 28
CH-1010 Lausanne - (09.41.21) 32 10 36

La succession du maire de
Nantes, MM. Pierre Mauroy
et Daniel Estulin, pour José
Dreyfus, Marcel Debarge, Michel
Chasse, Jean-Marie Rausch
et Alain Poper, Marcel Rigout ont
assisté, mardi 21 août, à Limoges,
à la cérémonie d'adoption de la
proposition, maire Louis Jouglaux
(PS), décédé le 11 août. La veille
du soir, la commission exécutive
de la fédération socialiste de la
Haute-Vienne avait arrêté la pro-
position de candidature de son
président à la mairie : avis consultatif du
groupe socialiste du conseil munici-
pal le 23 août, décision souve-
raine, le lendemain, de l'assemblée
générale des militants ; ratification
par le conseil municipal le 25 août.
Cette procédure a été adop-
tée, sur soixante-cinq membres de
la commission, par quarante-trois
voix contre un et vingt et un refus
de vote (M. Robert Savy et ses
amis, MM. Jean-Louis Bouchet,
Jean-Rodolphe Roudet et ses siens, Jos-
ephine), et entrainée, mardi, par
MM. Pierre Mauroy, premier
secrétaire du PS, et Daniel Vail-
lant, membre du secrétariat nation-
al, chargé des fédérations. (Cor-

Malgré cet engagement, le général Holomisa a rendu public un mémorandum confidentiel qui constitue un véritable réquisitoire contre l'Inkatha et la police, celle-ci étant notamment accusée de s'être « totalement alignée » sur le parti zoulou et même de préparer les attaques de l'Inkatha en tirant à balles réelles sur les partisans de l'ANC.

Buthlezi a aussi rendu public son propre mémorandum dans lequel il confirme que ce conflit est bien, à ses yeux, une querelle de suprématie dont l'enjeu est la reconnaissance de l'Inkatha comme un partenaire à part entière sur même titre que l'ANC — dans le processus de négociation en vue pour l'élaboration d'une nouvelle constitution. — (AFP).

famille corrompue des al-Sabah », qui régnait au Koweït. Il a critiqué le gouvernement de Téhéran « qui envisage d'inviter en Iran le cheikh du Koweït ». Dans une déclaration faite au Parlement iranien, M. Khalakali a ajouté que « l'Irak doit sortir du Koweït et le peuple koweïtien décider de son sort par référendum et choisir un nouveau pouvoir qui ne soit pas celui des al-Sabah ». — (AFP).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES

De son côté, l'ayatollah Sadegh Khalkhali, député de Qom et ancien juge des tribunaux révolutionnaires, a dénoncé dans la famille corrompue des al-Sabah, qui régnait au Koweït. Il a critiqué le gouvernement de Téhéran « qui envisage d'inviter en Iran le cheikh du Koweït ». Dans une déclaration faite au Parlement iranien, M. Khalkhali a ajouté que « l'Irak doit sortir du Koweït et le peuple koweïtien décider de son sort par référendum et choisir un nouveau pouvoir qui ne soit pas celui des al-Sabah ». (AFP).

Le PSB, vainqueur des élections de juin, s'est donc une nouvelle fois incliné sous la pression de la rue : plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient manifesté lundi contre le parti et pour dissuader un jeune homme de dix-neuf ans, Plamen Stanchev, qui menaçait de se suicider si l'éticle rouge n'était pas retirée de la Maison du Parti à Sofia. —

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les affractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gruit.

Méga-sin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^o Gare-du-Nord. Tél. 48-87-18-18.


Ch. Isabelle-de-Montolieu 26
CH-1010 Lausanne - (09.41.21) 32 10.

Nous assurons l'épanouissement et la réussite grâce à un soutien continu et stimulant

- De la 6^e à la terminale
- Baccalauréat français
- Maturité fédérale suisse
- Internat - Externat

Ainsi, vous pourrez choisir parmi les nombreuses possibilités offertes par **FRANTOUR** votre séjour méditerranéen avant l'arrivée de l'automne. En voici quelques exemples :

- A partir de 1 680 F par personne pour une semaine en pension complète à **REAILLEUR-SUR-MER**, Hôtel **FRANTOUR** (ouvert jusqu'au 12 octobre);
- A partir de 235 F par personne et par jour à **NICE**, Hôtel **FRANTOUR NAPOLEON** (ouvert toute l'année);
- A partir de 90 F par personne et par jour pour un appartement ou
- à partir de 260 F par personne et par jour en hôtel 1/2 pension à **BOULOUERS** (ouvert jusqu'au 4 novembre);
- A partir de 120 F par personne et par jour à **SAINT-MAXIME**, Hôtel **FRANTOUR MAXIMA BELLA** (ouvert jusqu'au 29 septembre).

Les prix donnés ci-dessus, s'appliquent en basse saison.

Si vous décidez de partir en train :

CONDITIONS TARIFAIRES SPECIALES AU DÉPART DE TOUTES LES GARES SNCF.

RENSEIGNEZ-VOUS :

- par téléphone : (1) 45-63-03-14;
- par correspondance : BP 3208 - 75362 PARIS CEDEX 08;
- par Minitel : 3615 code TH.